



Semiocast



Octobre 2012

Rapport d'étude :

La perception internationale du discours scientifique sur la menace climatique par le grand public dans six pays :

Afrique du Sud, Brésil, Chine, Etats-Unis, France, Inde

Etude réalisée par Nomadéis, en partenariat avec K-Minos et Semiocast,
Pour le compte du Centre d'analyse stratégique

Contact : Cédric Baecher
Directeur associé, Nomadéis
cedric.baecher@nomadeis.com

T : 01 45 24 31 44
M : 06 19 97 64 60
21 rue George Sand
75016 Paris

Equipe projet :

Nomadéis : Cédric Baecher, Nicolas Dutreix, Rebecca Buick, Romain Ioualalen
Semiocast : Paul Guyot, Jean-Charles Campagne
Agence K-Minos : Etienne Collomb

*« Donner aux hommes la part d'espoir et d'illusion
sans laquelle ils ne peuvent exister,
telle est la raison d'être des dieux,
des héros et des poètes.*

Pendant quelque temps, la science parut assumer cette tâche.

*Mais ce qui l'a compromise dans les cœurs affamés d'idéal,
c'est qu'elle n'ose plus assez promettre
et qu'elle ne sait pas assez mentir. »*

Daniel Lesueur

Nom de plume de Jeanne Lapauze, née Loiseau (1860-1920), poète et romancière française

Citation extraite de Psychologie des Foules, Gustave Le Bon (1841-1931)



*Photo : Nomadéis (2011).
Biosphère II, Arizona.*

Avant-propos

Le présent rapport présente les résultats d'une étude portant sur une comparaison internationale de la perception du discours scientifique sur la menace climatique par le grand public dans six pays : Afrique du Sud, Brésil, Chine, Etats-Unis, France et Inde.

Il comporte d'abord un panorama des différentes sources du discours scientifique sur le changement climatique, pour en exprimer la diversité et en étudier la complémentarité. Ce discours est structuré par la cohabitation entre des sources « institutionnelles » d'une part, et de nombreuses autres sources (politiques, société civile, etc.) d'autre part.

Le discours scientifique sur la menace climatique est relayé auprès des opinions publiques par différents canaux médiatiques. Il a donc paru important d'analyser ensuite le processus par lequel les médias traditionnels assurent ce rôle, d'en montrer les limites, et de souligner la place croissante qu'occupent les médias numériques.

Enfin, le présent rapport relève la diversité des attitudes individuelles et collectives vis-à-vis du discours scientifique sur le changement climatique, en mettant en évidence les tendances principales qui caractérisent l'opinion publique dans les six pays concernés par l'étude.

Cette étude a été réalisée par Nomadéis, en partenariat avec Semiocast et K-Minos.

Nomadéis (www.nomadeis.com), créé en 2002 par deux diplômés de l'ESSEC (Cédric Baecher et Nicolas Dutreix), est l'un des premiers cabinets de conseil français indépendants à se spécialiser sur les thématiques reliant environnement, développement durable et coopération internationale. En dix ans, Nomadéis a mené plus de 200 missions de conseil dans 42 pays, au contact d'une grande diversité d'acteurs et de décideurs, et a activement contribué à de nombreux événements clés de l'agenda international en particulier dans les champs de l'énergie et du climat. Nomadéis intervient principalement pour le compte d'acteurs publics, de grands groupes privés, de fondations et d'associations.

Semiocast (www.semiocast.com) est une start-up française innovante, leader dans l'analyse sémantique multilingue des conversations sur le Web social (réseaux sociaux, blogs, presse en ligne, etc.). Elle a été créée en 2009 au sein de l'incubateur public Agoranov (UPMC/ENS/Dauphine) par trois docteurs en intelligence artificielle et a reçu une subvention du Ministère de l'Économie et des Finances dans le cadre du projet de relance (Appel à Projets « Services innovants du Web » en 2010). Grâce à un portefeuille de brevets et d'outils spécifiques, Semiocast dispose d'une avance technologique significative pour la réalisation de l'ensemble des tâches de recueil, traitement et analyse des messages et articles publiés dans 61 langues dont le Français, le Portugais et l'Anglais.

K-Minos (<http://k-minos.eu>) est une agence spécialiste de l'information scientifique, disposant d'une expérience pluri-média reconnue et de vingt ans de recul sur les liens entre connaissance et opinion publique. Elle a été fondée en 2007 par Etienne Collomb, ancien Chef de service puis Rédacteur en chef adjoint « Cultures et Sciences » de l'agence de presse GAMMA.

Sommaire

<u>Introduction</u>	5
<u>Synthèse générale</u>	8
<u>Méthodologie</u>	14
1. <u>Panorama des sources du discours scientifique sur le changement climatique</u>	17
1.1 Les sources primaires : les institutions scientifiques.....	18
1.2 LE GIEC et les « lieux de synthèse »	19
1.3 Les sources secondaires du discours scientifique sur le changement climatique ...	21
2. <u>Traitement médiatique du discours scientifique sur le changement climatique</u>	30
2.1 Principes de fonctionnement des médias	30
2.2 Evolution récente de la couverture médiatique du changement climatique	31
2.3 Le rôle d’Internet.....	42
2.4 Messages et outils clés pour communiquer avec les opinions publiques	47
3. <u>Comportement des opinions publiques</u>	49
3.1 Déterminants du comportement des opinions publiques	49
3.2 Diversité des profils observés.....	55
3.3 Comparaison des pays concernés par l’étude	58
3.4 Comportement des jeunes générations.....	63
3.5 Synthèse par pays.....	70
4. <u>Leviers d’actions et recommandations</u>	76
<u>Conclusion</u>	86
<u>Annexes</u>	87

Introduction

Le GIEC en recherche de crédibilité et de confiance auprès du grand public

Le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) a été créé conjointement par l'Organisation météorologique mondiale et par le programme des Nations Unies pour l'environnement en 1988. Il a pour fonction d'évaluer les données scientifiques disponibles sur l'évolution du climat, les incidences écologiques et socioéconomiques de cette évolution, de formuler des stratégies de parade dites d'atténuation et d'adaptation, fondant ses analyses sur les publications scientifiques et techniques les plus actuelles.

En 2007 le GIEC publiait son 4ème rapport, critiqué pour une donnée contestée sur la possible disparition des glaciers himalayens en 2035. Cette « erreur » est venue alimenter le débat sur la fiabilité des conclusions du GIEC, renforçant l'influence des climato-sceptiques sur le grand public et ravivant la suspicion quant à l'honnêteté intellectuelle et la méthodologie utilisée par le GIEC. Achim Steiner, Directeur du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) affirma cependant le soutien de l'ONU au GIEC et déclara lors de la 32ème session du GIEC en octobre 2010 à Busan (Corée) que le groupe devait « restaurer la confiance du public ».

Pour tenter de retrouver la crédibilité nécessaire à la bonne réalisation de sa mission, le GIEC s'est alors tourné vers le Conseil Inter-académique (IAC), qui regroupe des experts issus de quinze académies nationales des sciences, pour une évaluation de ses méthodes et de ses résultats. Publiée en août 2010, ladite évaluation propose une série de recommandations visant à améliorer la crédibilité, l'indépendance et la gouvernance du GIEC. Une réforme basée sur ce rapport est actuellement en cours.

Des faisceaux de préoccupations variées selon les contextes nationaux

En 2009, 78% des Français, 79 % des japonais et 69% des américains se déclaraient influencés par des critères environnementaux lors de scrutins électoraux, selon l'enquête intitulée « L'opinion publique internationale et le sommet de Copenhague » réalisée par IFOP pour le journal Le Monde.

Ces données montrent l'intérêt du public international pour les problématiques environnementales et en particulier celles relatives à la menace climatique. Cependant, si une majorité de citoyens semble se sentir concernés dans les pays mentionnés ci-dessus, toutes les populations n'ont pas le même rapport aux enjeux relatifs à la menace climatique. Ainsi les Français identifient un risque élevé dans le renforcement des inégalités et le développement des migrations internationales (21%), tandis que les américains semblent concentrer leur inquiétude sur le renforcement des phénomènes météorologiques extrêmes (24%).

L'enquête IFOP démontre que tous les répondants ne sont pas disposés à modifier de manière significative leurs modes de vie et de consommation, et qu'une majorité semblait s'accorder à penser que le Sommet de Copenhague n'aboutirait pas à des accords réellement impactant, de nature à réduire significativement les émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale.

Il apparaît donc que l'opinion publique, au moment de la réalisation de l'enquête, demeurerait sceptique quant à la capacité des institutions internationales à traiter correctement les défis de la menace climatique. D'autre part, il ressort des différences de perception et de sensibilité de la part des différentes populations.

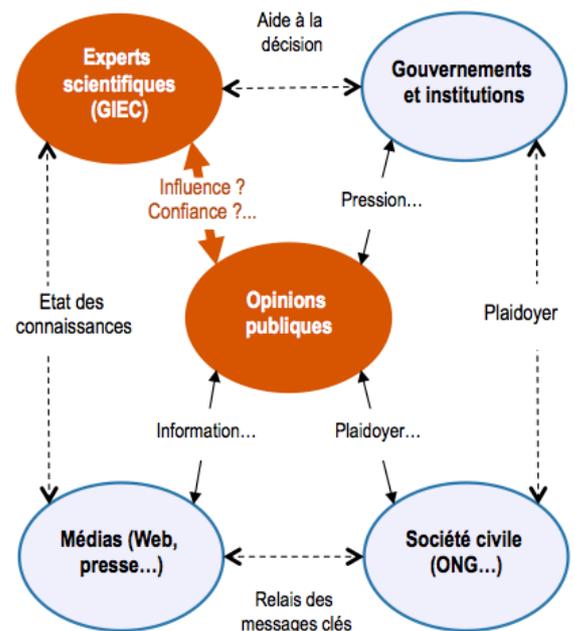
La prise en compte, par les décideurs publics, des recommandations formulées par la communauté scientifique internationale doit donc vraisemblablement s'adapter aux contextes socio-économiques et culturels des différentes régions géographiques, d'où l'importance de mieux comprendre le positionnement des opinions publiques en rapport au discours scientifique sur la menace climatique.

Des jeux d'acteurs complexes, en évolution constante

Dans la coopération mondiale contre le changement climatique, les positions prises par les opinions publiques constituent autant de facteurs déterminants, notamment sur les choix des gouvernements et leur disposition à respecter leurs engagements. Ce phénomène est d'autant plus important dans le contexte d'une coopération basée sur des objectifs non contraignants (cf. accords de Cancun en décembre 2010).

Au-delà de leur vécu quotidien et de l'actualité électorale, les opinions publiques sont influencées par les rendez-vous clés de l'agenda international (la COP 15 de Copenhague en 2009 par exemple), mais aussi par le discours scientifique sur la menace climatique. Dans un jeu d'acteurs qui se complexifie, les experts scientifiques ont un rôle décisif : rôle d'aide à la décision auprès des décideurs, rôle d'éducation, sensibilisation auprès du grand public.

Dés lors, il est essentiel pour les gouvernements de comprendre quelle est la perception, par le grand public, du discours scientifique sur la menace climatique. Une comparaison internationale semble d'autant plus pertinente que la cartographie des intérêts et des alliances entre pays industrialisés, pays émergents et pays en développement apparaît en constante évolution.



Les réseaux sociaux : une influence croissante

Certains travaux tendent à démontrer que les perceptions et les attitudes du public relatives à la menace climatique peuvent être influencées de diverses manières par les médias de masse : télévision, radios et Web (cf. par exemple les publications du Professeur Anabela Carvalho, Département des Sciences de la Communication de l'Université de Minho au Portugal : « *Communicating Climate Change : Discourses, Mediations and Perceptions* », 2008).

La hiérarchisation de l'information forme l'opinion publique, parfois plus que les contenus eux-mêmes (principe d'*agenda setting*). Cette focalisation sur l'information la plus présente se retrouve particulièrement sur la blogosphère ou sur les réseaux sociaux, lieux de naissance de nombreuses polémiques, parfois en avance sur les grands médias, parfois dans leur sillage. Avec 200 millions de membres à travers le monde en 2010 pour Twitter uniquement (Forbes), les réseaux sociaux constituent aujourd'hui un vecteur de communication et d'influence incontournable pour comprendre les évolutions de l'opinion publique.

L'intensité de l'activité conversationnelle sur les réseaux sociaux peut à ce titre être considérée comme un indicateur dynamique de l'état d'esprit dans lequel se situe le grand public vis-à-vis du discours scientifique sur la menace climatique. Le 10 mars 2010, la revue Nature publiait un éditorial intitulé « Climat de peur », selon lequel dans le combat contre les climato-sceptiques : *« la plupart des chercheurs n'ont aucun repère dans ce type de bataille car il ne s'agit que superficiellement de science. L'objectif réel est d'attiser le feu de la radio, du câble, de la blogosphère et assimilés, lesquels se nourrissent de scoops et prennent rarement le temps de vérifier les faits et de peser l'évidence. La politesse, l'honnêteté, les faits et la relativisation ne sont pas de mise. »*

Grand public et discours scientifique sur le changement climatique

Pour étudier la perception du discours scientifique sur la menace climatique par le grand public, le cahier des charges initial proposé par le CAS invitait à prendre en compte plusieurs dimensions. Que recouvre la notion de menace climatique et quelles sont ses principales composantes ? Quelles sont les sources de discours scientifique s'y rapportant ? Quelles sont les différentes « postures » observables au sein des opinions publiques relativement à ces enjeux ? Quels facteurs peut-on identifier, susceptibles d'influencer les opinions (contextes nationaux et locaux, variables socioéconomiques, « temps forts » de l'agenda international, etc.) ?

Au total, quelles pistes de solutions est-il possible d'ébaucher, pour favoriser une meilleure prise en compte du discours scientifique par les citoyens ?



Photo : Nomadéis (2009). Shanghai, République Populaire de Chine.

Synthèse générale

Multiplicité des sources et dilution du message

Le débat scientifique sur le changement climatique est structuré par l'existence d'une institution centrale, le GIEC, censée rendre compte (à échéances données) de l'état mondial des recherches scientifiques sur l'évolution du changement climatique. Or, cette forme de « centralisme » scientifique, supposé créer une autorité indiscutable permettant de trancher les débats, apparaît en opposition avec la multiplication des acteurs impliqués aujourd'hui dans le débat scientifique sur le changement climatique.

Cette multiplication des sources d'information **tend à affaiblir la portée des discours scientifiques** sur la menace climatique émis par les nombreuses institutions scientifiques travaillant sur ce sujet et dont les travaux sont synthétisés par le GIEC. Si les études d'opinion montrent que la parole des scientifiques est généralement respectée dans les pays de l'étude, celle-ci est aujourd'hui concurrencée de manière croissante par un grand nombre d'acteurs (politiques, associatifs...) qui s'approprient la science du climat et, sans être des scientifiques, deviennent des sources de discours scientifique.

Dans les pays développés, mais aussi de manière croissante dans les pays émergents, les résultats scientifiques font l'objet de commentaires immédiats, essentiellement sur Internet, témoignant d'une certaine prise en main par l'individu de la dimension scientifique du changement climatique. Cette appropriation directe par les citoyens fait ainsi perdre aux médias le monopole de la transmission de l'information, le citoyen devenant lui-même ce transmetteur.

Les discours scientifiques qu'émettent ces nombreuses sources sont reçus et interprétés par les différents groupes qui constituent l'opinion publique au travers de prismes culturels et idéologiques. Cette situation met fin au mythe de la Science perçue comme objective et sereine, jugée par ses pairs et détachée de toutes contingences sociétales.

Monopole et consensus

Outre l'écart qui existe entre la centralisation inhérente au GIEC et la multiplication des relais du discours scientifique, la dimension monopolistique du GIEC le rend paradoxalement vulnérable. Pour asseoir sa légitimité, celui-ci, créé dans le cadre des Nations Unies, s'est doté de mécanismes (inédits à l'époque) pour exercer une véritable démocratie scientifique et favoriser l'émergence d'un consensus scientifique sur la notion de changement climatique.

L'idée de consensus fut efficace durant toute une période, jusqu'à ce que certaines autorités publiques internationales et nationales décident d'actions contraignantes à mener au plus haut niveau sur leurs recommandations, avec ses conséquences inévitables sur les modèles économiques en place.

Or, sous l'impulsion notamment de groupes d'intérêts industriels, en particulier aux Etats-Unis, on a vu apparaître à la fin des années 1990 un discours remettant en cause ce consensus au nom des grands principes scientifiques que sont le doute et l'incertitude. Ces critiques ont cherché à décrire le GIEC comme une institution fermée à la critique et aux avis divergents défendus par quelques scientifiques climato-sceptiques souvent financés par des groupes industriels. Vouloir donc établir un consensus concernant des résultats scientifiques « indiscutables » se retourne progressivement contre le GIEC.

Ce doute sur le consensus scientifique a contribué à instaurer une incertitude dans les opinions française et américaine sur la réalité du changement climatique. Le niveau de croyance dans ce phénomène est donc fragile, et susceptible d'être négativement influencé par des éléments extérieurs, tels la crise économique qu'ont connue les pays développés à la fin des années 2010, et qui fut, avec l'échec mondialement médiatisé de la conférence de Copenhague en 2009, un des facteurs expliquant la récente démobilisation des opinions publiques des pays développés sur le changement climatique. Cette démobilisation n'a pas été observée dans les pays émergents.

Les travaux de Brulle nous semblent particulièrement intéressants pour décrypter et vérifier ces constats. La mise au point de critères identifiant dans un premier temps les publics est inédite. Les indicateurs pondérés autorisent une cartographie plus fine des comportements allant dans le sens de la demande de cette étude. Quoique limitée aux USA, elle montre un lien évident entre les comportements des opinions publiques et ceux des élites politiques, cantonnant les média dans leur rôle de relais, et non d'acteur de premier plan en termes d'influence sur l'opinion.

Des différences nationales par rapport au discours scientifique

Les différentes études d'opinion menées dans les pays concernés par l'étude montrent qu'il existe un lien direct entre le niveau de développement du pays (mesuré par le PIB/habitant) et le niveau de connaissance de la population sur le changement climatique. Ce faisant, les populations de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud semblent disposer d'un niveau de connaissance réduit de ces enjeux. Ce résultat pourrait mener à penser qu'une meilleure prise en compte politique des enjeux climatiques dans ces pays passe par un développement économique accru.

Le mouvement de climato-scepticisme a généralement peu d'emprise dans les pays émergents (Brésil, Chine, Inde, Afrique du Sud), pays dans lesquels la réalité du changement climatique ne semble pas faire débat, pour des raisons économiques, politiques ou sociales spécifiques à chaque contexte national.

Aux Etats-Unis, une campagne délibérée et systématique a été mise en œuvre par des lobbys industriels afin d'installer de manière durable le doute dans la population américaine concernant la réalité du changement climatique et son origine anthropique. Par conséquent, la population américaine apparaît divisée sur le sujet du changement climatique, et cette division est entretenue par une très forte polarisation politique à ce sujet. La France se distingue en ce sens que le mouvement sceptique est un phénomène récent, apparu à grande échelle lors du premier semestre 2010, et qui a pris rapidement de l'ampleur ces deux dernières années en particulier grâce aux prises de position de Claude Allègre.

Les médias face à la question climatique

La multiplicité croissante des sources du discours scientifique sur le changement climatique renforce les nombreuses contraintes auxquelles les médias doivent faire face dans leur traitement du changement climatique. Ces « tyrannies » du temps, de l'espace et de l'actualité sont un obstacle majeur à la compréhension des arguments du discours scientifique sur la menace climatique. Etayer les faits, établir la pertinence des modèles, les valider ensuite puis les publier nécessite de s'inscrire dans une temporalité plus longue que celle des médias.

Les médias dominants sont soumis à la « loi de la dévaluation » et aux traitements de plus en plus courts des sujets, tous supports confondus, qui résultent d'évolutions structurelles des organes de presse. Des évolutions pourtant majeures questionnant en profondeur la circulation des idées en général et leur mise en débat, celles portant surtout sur la compréhension des sujets scientifiques complexes comme le climat en particulier, mais sans être le seul (OGM, bioéthique, etc.). Cela est d'autant plus vrai que la qualité des informations traitant la question est inversement proportionnelle à la sphère d'influence du média concerné. Autrement dit plus le média capte de l'audience, plus la qualité et la précision du traitement du changement climatique semblent diminuer.

Ces facteurs limitant la transmission fidèle d'informations scientifiques sur le changement climatique par les médias s'inscrivent paradoxalement dans une prise de conscience généralisée, planétaire et progressive du sentiment de détérioration de l'environnement, de sa gravité et de l'inquiétude sur la viabilité à terme de notre système économique, des phénomènes d'inquiétude agissant en toile de fond.

En effet, paradoxalement, alors que l'adhésion à la cause anthropique du réchauffement climatique perd du terrain dans les pays développés depuis 2010, l'inquiétude environnementale dans ces mêmes pays grandit. Cependant, on observe que malgré cette inquiétude croissante, dans les pays développés et dans les pays émergents, la problématique environnementale en général, et celle du changement climatique en particulier, ne figurent pas parmi les principales priorités des citoyens.

Une presse en évolution dans les pays émergents

Sous l'effet de la prospérité économique des pays émergents et de leur niveau croissant de développement, on assiste à une prise de conscience progressive des opinions publiques concernant la menace climatique.

C'est le cas de la Chine, l'Inde, du Brésil et dans une moindre mesure de l'Afrique du Sud. Cette prise de conscience est également favorisée par l'observation locale de changements dans le climat ou de phénomènes météorologiques extrêmes (sécheresses, inondations, etc.). Ce faisant, les journalistes spécialisés dans les questions climatiques sont soucieux de faire un lien entre les phénomènes météorologiques, les phénomènes extrêmes et la menace climatique.

La presse des pays émergents démontre un intérêt important pour le changement climatique lors des conférences internationales de négociations sur le climat, ce qui démontre que ce thème est principalement abordé dans ces pays sous l'angle politique, et non sous celui de la controverse scientifique.

L'effet loupe d'Internet et les sceptiques

Tout comme les médias, mais avec encore plus de puissance, Internet donne une large visibilité aux minorités les plus actives. Ce trait inhérent à la pratique de la technologie de l'information bouleverse les jeux d'influence. Les « sceptiques » (*deniers*) savent user de cet état de fait pour se faire entendre, sans que l'on connaisse réellement la portée véritable de leur action auprès des opinions.

L'influence réelle des sceptiques sur Internet est à relativiser. Si certains blogs (notamment américains) remettant en cause les conclusions du GIEC disposent d'un lectorat très important et d'un contenu fourni, les sites climato-sceptiques ne trouvent que peu d'écho dans les pays émergents.

L'étude des attitudes des internautes vis-à-vis de la question du changement climatique montre que cohabitent plusieurs communautés d'individus dont les sujets de conversation et les postures sont difficilement conciliables. Les principaux sites tenus par des scientifiques sont majoritairement en faveur de la thèse d'un réchauffement d'origine anthropique et abritent des discussions concernant les aspects scientifiques de la question (modèles, prévisions etc.) qui sont principalement menées sous l'angle du questionnement et du débat. D'autre part, les blogs tenus par des individus n'étant pas des scientifiques du climat sont, dans le cas des pays développés, principalement alignés sur des thèses climato-sceptiques et portent un discours en profonde contradiction avec celui du consensus scientifique international. Les commentaires sur ces sites visent en grande partie à discréditer les travaux des scientifiques qui n'adhèrent pas à leurs thèses.

Il apparaît donc que sur Internet comme dans la sphère plus large de l'opinion publique, il est nécessaire de créer des passerelles entre ces communautés. Un exemple pourrait être le blog *Climate Etc*, d'orientation sceptique modérée, animé par une scientifique, Judith Curry spécialiste des sciences du climat, et pour lequel on observe que chaque article entraîne de très nombreux commentaires, preuve qu'une attitude modérée et rationnelle permet un débat plus large.

Sans être idéologiquement trop orienté, ce site occupe sans doute un positionnement intéressant qu'il faudrait étudier plus en détail. Par son attitude modérée, elle met en doute ce qui peut apparaître comme acquis, une attitude légitime et recommandée dans les sciences, en favorisant le débat et la participation citoyenne, comme l'indique l'importance des commentaires publiés.

Le nouveau rôle des réseaux sociaux

L'analyse des contenus des messages publiés sur Twitter (cf. rapport d'étude de SemioCast en annexe), apporte un éclairage inédit sur la façon de communiquer sur ce média social. Sur notre période d'analyse, centrée autour de la conférence de Durban, des différences sont apparues entre des individus dont l'expression porte principalement sur la dimension politique du changement climatique (Inde, Afrique du Sud) et d'autres pour lesquels les questions scientifiques et d'observation ont une importance particulière (France, Brésil, USA).

Les pics de tweets américains, largement supérieurs en volume à ceux de tous les autres pays, se situent lors d'épisodes de températures supérieures aux normes de saison. Ces tweets rendent compte au plus près de l'état instantané d'une certaine partie de l'opinion concernant à la fois des phénomènes locaux (météo) et la perception qu'ils ont d'un phénomène plus diffus et abstrait (le climat).

Champ d'investigation : étude des comportements et opinions publiques

La question de l'identification des publics est centrale pour concevoir les leviers d'action. En effet, la diversité des réactions individuelles par rapport au changement climatique, et les nombreux facteurs socioculturels qui façonnent ces réactions, imposent de chercher à cartographier de manière extensive les opinions publiques. Ce travail, à l'heure actuelle, ne semble être effectué à grande échelle qu'aux Etats-Unis, et ne semble à ce jour pas du tout mené dans les pays émergents.

Des études américaines se sont attachées à cerner ces comportements, reflétant la diversité des opinions publiques. Certaines cherchent à agréger les nombreux facteurs qui influencent la perception publique du changement climatique afin de dépasser la simple logique de sommes des réactions individuelles. Quelles que soient les méthodes employées, la multiplication des études sur les opinions publiques ne pourra que favoriser l'éclosion d'une communication efficace sur le changement climatique auprès des populations.

Des temporalités à accorder

Les éléments du discours scientifique sur la menace climatique sont de portée universelle car ils traitent de phénomènes pouvant avoir un impact sur l'ensemble des dimensions de la vie en société. Le changement climatique apparaît comme un phénomène qui se situe à la croisée de temporalités profondément divergentes.

Déjà, dans la définition du développement durable (1987, G. Brundtland), il s'était avéré nécessaire de faire prendre conscience d'une gestion anticipatrice des temps, en cherchant à rendre tangible immédiatement des conséquences à venir pour les générations futures, d'actes commis dans le présent.

Il reste à inventer des mécanismes politiques et sociaux permettant de concilier le temps graduel des sciences, le temps court des réalités socio économiques, le temps des opinions publiques et des événements extrêmes. En effet, les arguments scientifiques sont interprétés ou perçus différemment selon que l'on se trouve dans l'une ou l'autre de ces temporalités.

Faits, valeurs et contextes locaux

Etudier la perception du discours scientifique sur les opinions publiques implique de distinguer le fait scientifique de la manière dont il est perçu par un individu ou un groupe d'individus, au travers de prismes socioculturels propres.

La perception des discours scientifiques dépend ainsi des contextes nationaux, de l'idéologie politique qui prévaut chez un individu, du niveau de richesse et des connaissances scientifiques de l'individu, de sa religion etc.

Ainsi, en France, une certaine culture scientifique et un respect pour le progrès technique, encore très forts chez une certaine portion de la population, créent les conditions d'un doute quant à la gravité du phénomène de changement climatique en particulier chez certaines élites scientifiques. Aux Etats-Unis, l'existence d'une importante idéologie conservatrice chrétienne tendant à refuser les conclusions scientifiques sur un nombre croissant de sujets (climat, évolution, etc.) explique en grande partie la polarisation de la population au sujet du changement climatique.

En Chine, les institutions étatiques influencent fortement le message que reçoit la population en termes de changement climatique. Pour cette raison, le discours scientifique sur le changement climatique ne crée pas de véritables débats scientifiques dans les médias chinois, ni au sein de la population.

Au Brésil, la particularité de l'Amazonie, grand poumon planétaire, oriente les opinions publiques nationales sur la question de la menace climatique. Elle explique pourquoi, parmi les pays émergents, le Brésil dispose de la population la mieux informée et la plus mobilisée sur la question du climat, preuve que le discours scientifique développé par le GIEC ne cause pas de forts débats dans ce pays, malgré l'existence de sites climato-sceptiques à influence limitée.

En Inde, malgré un niveau de connaissance plus faible des enjeux, le changement climatique apparaît principalement perçu sous l'angle de la vulnérabilité du territoire nationale face à la responsabilité américaine et européenne. Les négociations climatiques internationales y sont souvent perçues, comme en Chine, comme une tentative des pays occidentaux d'empêcher le pays de se développer et d'atteindre un niveau de prospérité que son passé colonial lui aurait empêché d'atteindre jusque ici.

En Afrique du Sud, la perception de la menace climatique reste abstraite pour la majorité des habitants. Cependant, les évolutions climatiques locales, ainsi que la conférence sur le climat de Durban en décembre 2011 ont eu pour effet de stimuler les discussions nationales sur ce sujet.

Dans les pays émergents, la perception de la menace climatique est tangible chez ceux qui subissent de plein fouet les catastrophes naturelles, des populations qui ne disposent que de peu de pouvoir politique, et qui restent donc difficilement repérables dans les statistiques mais qu'il est néanmoins nécessaire de prendre en compte. Comme au Brésil, en Chine ou en Inde, c'est d'abord par les évolutions météorologiques que la menace climatique se fait sentir, avec le sentiment dans les pays émergents que les pouvoirs publics et les pays occidentaux sont responsables de ces bouleversements.

Méthodologie

L'étude faisant l'objet du présent rapport a reposé sur cinq outils méthodologiques :

- Une recherche bibliographique avancée, visant à recenser les principaux fondements du discours scientifique sur le climat ainsi que les analyses existantes des réactions des opinions publiques. Une bibliographie complète est disponible en annexe. Celle-ci comporte des articles scientifiques revus par les pairs, des synthèses de travaux de recherche, des articles de presse, des études d'opinion ou encore des rapports thématiques.
- Une étude de l'expression du grand public sur le Web, assumant les biais relatifs à l'expression spontanée et mêlant une approche quantitative et une approche qualitative pour l'analyse des données recueillies. Dans le cadre de ce travail, une cartographie et une sélection d'espaces conversationnels ont notamment été réalisées, pour obtenir un corpus de travail (verbatim). Pour le Web temps différé, la période de recueil des données a été définie du 10 septembre 2009 au 10 janvier 2012. Il est important de conserver à l'esprit que le thème de l'étude constitue un « micro-sujet » par rapport à l'ensemble des discussions observables sur le Web social.
- La conduite d'entretiens qualitatifs : Nomadéis et Semiocast ont réalisé une série d'entretiens auprès d'acteurs clés issus des pays concernés par l'étude. Ces entretiens, menés selon les cas en face-à-face, par téléphone ou par mail, ont été l'occasion de recueillir l'avis de journalistes, scientifiques, représentants de la société civile et personnalités disposant d'une compétence transversale sur les questions reliant climat et société. Les compte-rendu des entretiens non soumis à engagement de confidentialité sont disponibles en annexe du présent rapport.
- Une enquête quantitative de terrain réalisée en Afrique du Sud à l'occasion de la conférence sur le climat de Durban (COP17), en décembre 2011. Le questionnaire utilisé a été administré en direct auprès des participants à la conférence, issus des pays concernés par l'étude. Certains répondants ont préféré recourir à une auto-administration via une version électronique du questionnaire, mise en ligne sur le site de Nomadéis. La méthodologie détaillée, ainsi qu'une note de synthèse des résultats sont disponibles en annexe.
- Une étude ciblée de certains résultats issus du projet ScenaRio 2012, première enquête mondiale sur la jeunesse et le développement durable menée dans 30 pays auprès de 30 000 jeunes âgés de 16 à 29 et d'un panel de 100 personnalités, en préparation de la Conférence Rio+20. Le projet ScenaRio 2012, créé et piloté par Nomadéis en partenariat avec la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol), est cofinancé par EDF, Veolia Environnement, la Caisse des Dépôts et Consignations et la Compagnie de Saint-Gobain. Il est soutenu par six agences des Nations Unies, l'Organisation internationale de la Francophonie, et est placé sous le haut patronage de SAS le Prince Albert II de Monaco.

Principales cartes signalétiques des six pays de l'étude

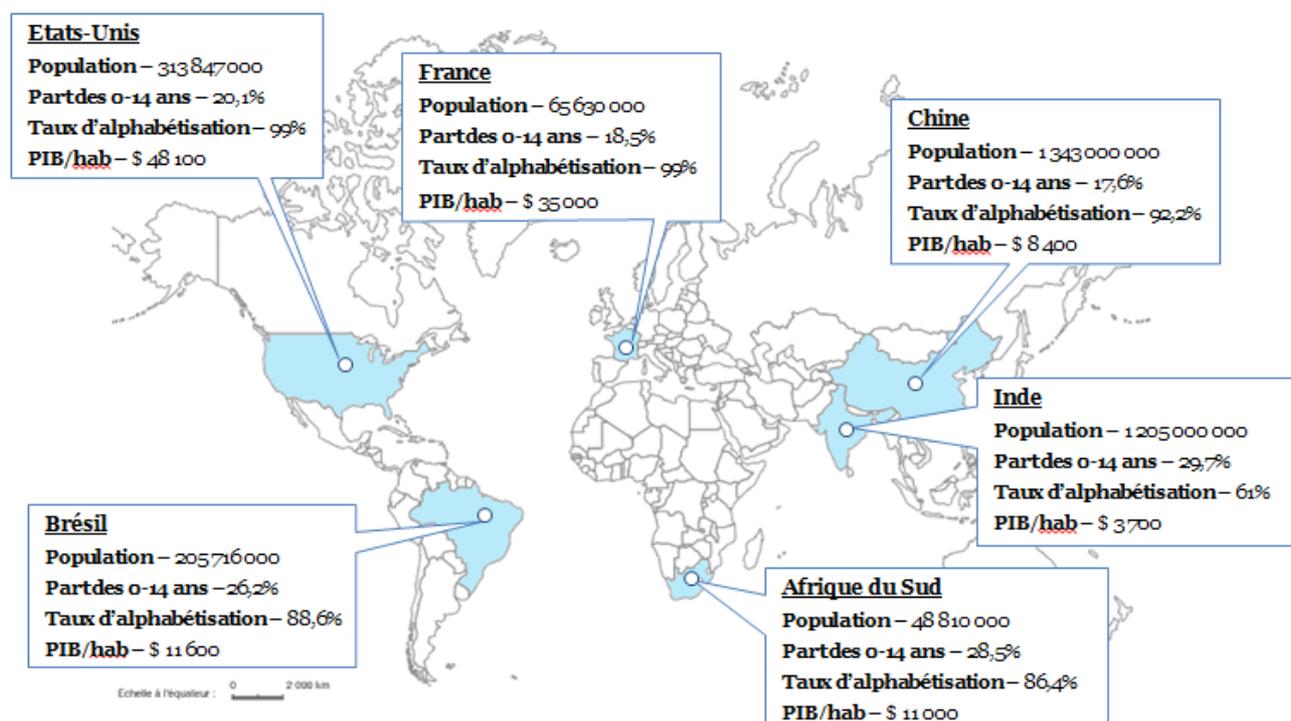


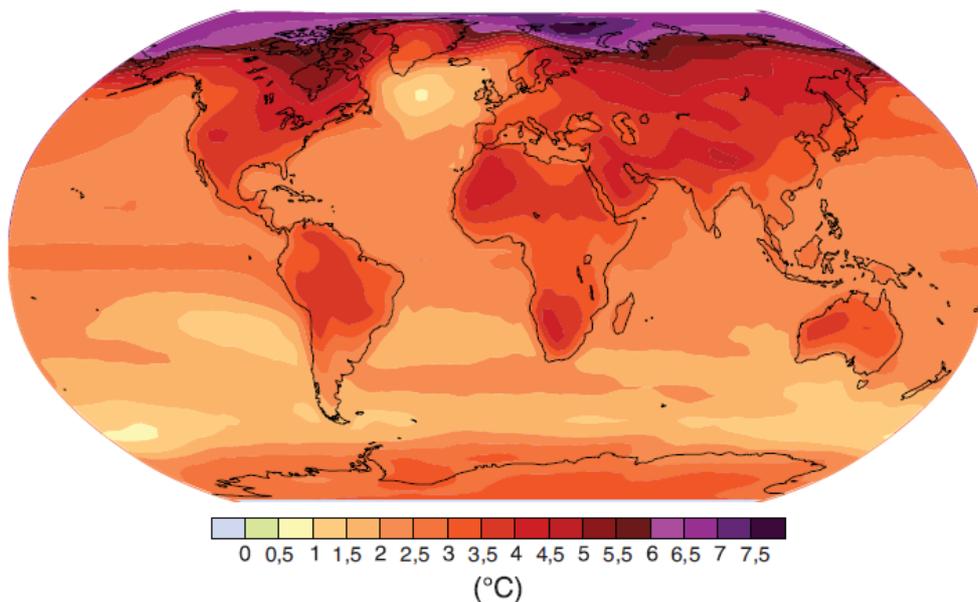
Figure 2 : Profil démographique et économique des six pays de l'étude

(Source : *The World Factbook*, 2011)

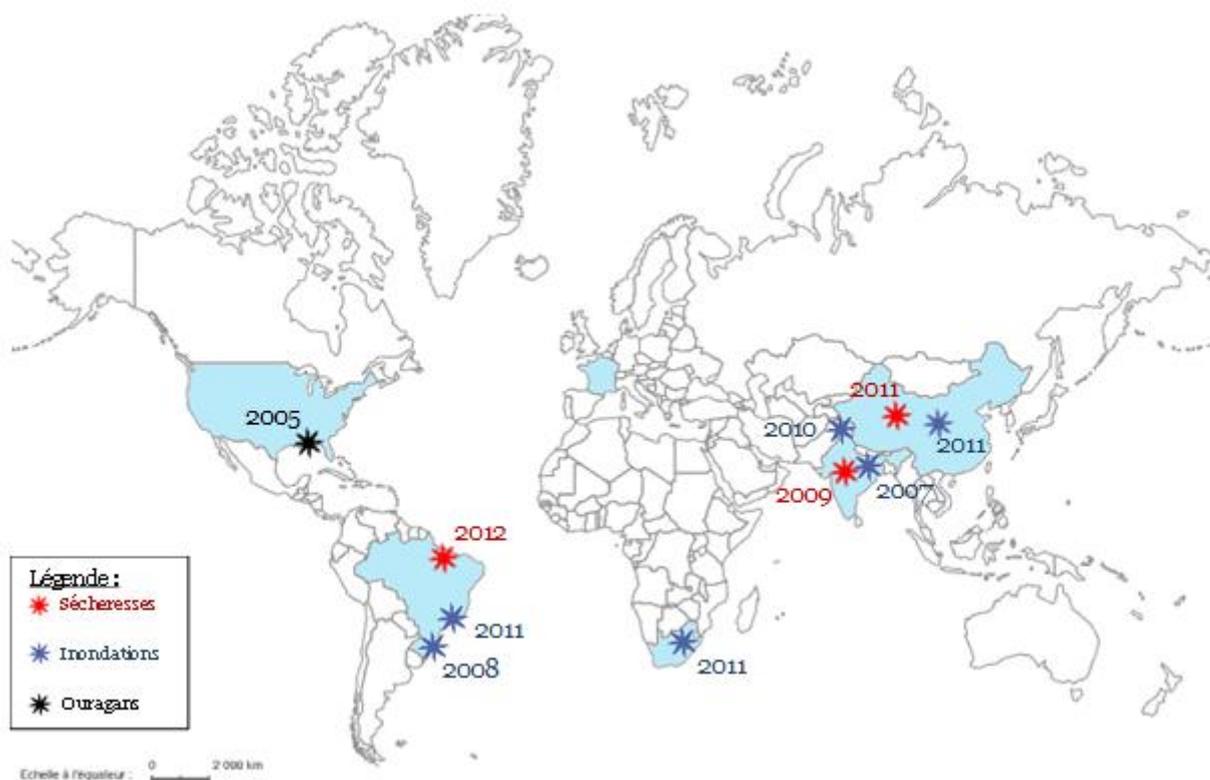


Figure 3 : Principales conférences internationales organisées depuis 2000 Dans les six pays de l'étude

Configuration du réchauffement à la surface du globe



Evolution projetée de la température en surface pour la fin du XXIème siècle (2090-2099). Source : rapport de synthèse du GIEC, 2007



Principales catastrophes naturelles (en nombre de victimes décédées*) susceptibles d'être associées (à tort ou à raison) au réchauffement climatique par les opinions publiques depuis 2005 dans les six pays de l'étude (Source : EM-DAT, CATNAT)

* Pour mémoire, les trois principaux indicateurs de comparaison des catastrophes naturelles sont le nombre de personnes tuées, le nombre de personnes affectées et le coût économique des dommages encourus.

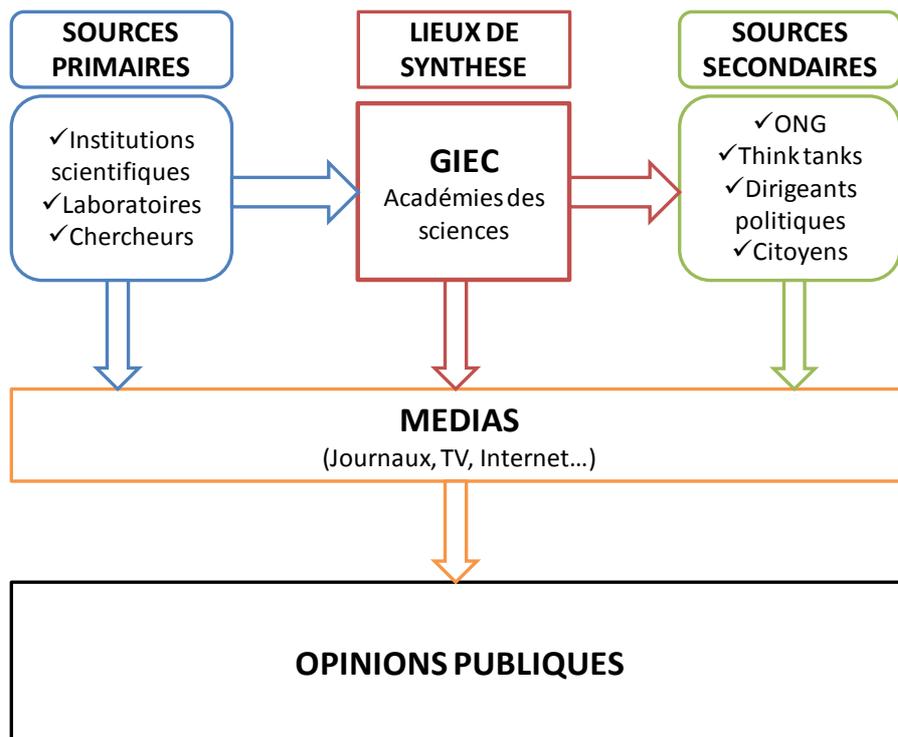
1. Panorama des sources du discours scientifique sur le changement climatique

Le discours scientifique sur le changement climatique est généré, traité et relayé par des sources très diversifiées. Nous distinguons **trois** types principaux de sources de discours scientifiques sur le changement climatique :

- Tout d'abord les sources primaires, constituées des institutions scientifiques travaillant sur les différents aspects de la science du climat, sont à l'origine des connaissances scientifiques disponibles sur ce thème. Ces chercheurs et institutions publient les conclusions de leurs travaux dans des revues scientifiques spécialisées, et ceux-ci sont ensuite repris dans les médias. Ces sources primaires sont ainsi à la base du discours scientifique sur le changement climatique (1.1).
- Les éléments scientifiques émanant des sources primaires sont repris et synthétisés par plusieurs institutions (notamment les Académies nationales des Sciences) au centre desquelles se trouve le GIEC¹. Celui-ci apparaît comme la principale source de discours scientifique sur le changement climatique au niveau international. Son existence est une spécificité du débat sur le changement climatique. (1.2)
- Le GIEC, par son travail de synthèse des sources primaires des éléments scientifiques sur le climat, permet de faire le lien entre celles-ci et des sources secondaires, multiples et protéiformes, qui regroupent tous l'ensemble des acteurs non-scientifiques qui reprennent, réinterprètent et transmettent le discours scientifique sur le changement climatique.(1.3)

Le discours scientifique sur le changement climatique, émis par ces différentes sources, est ensuite repris par les médias (voir partie 2) qui le transmettent aux opinions publiques (voir partie 3).

¹ Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Evolution du Climat



La multiplication des sources d'informations sur la science du changement climatique a pour conséquence de donner une visibilité plus large à ce phénomène dans la sphère publique des différents pays concernés. En effet, du fait de sa reprise par de nombreux acteurs, le changement climatique est devenu un sujet très présent dans les débats publics internationaux. Cependant, si cette multiplication a permis de nourrir un débat et une prise de conscience nécessaires, elle crée également un défi de lisibilité et d'intelligibilité pour le grand public.

1.1 **Les sources primaires : les institutions scientifiques**

Les connaissances scientifiques sur le changement climatiques sont produites par plusieurs milliers de scientifiques employés par des institutions spécialisées dans les sciences du climat ou de la terre. Ces institutions sont le plus souvent des organismes publics. Parmi les principaux laboratoires de recherche sur les sciences du climat, on peut citer le *Goddard Institute for Space Studies* de la NASA², le NOAA³ aux Etats-Unis, la *Climate Research Unit* de l'Université d'East Anglia au Royaume-Uni, le *Beijing Climate Center* ou les différents laboratoires constitutifs de l'Institut Pierre-Simon Laplace en France.

Cette production de savoirs scientifiques est régie par des procédures établies de longue date et qui doivent assurer la qualité et l'intégrité des publications sur le changement climatique. Parmi ces procédures, la pratique de l'« évaluation par les pairs » (*peer review*) au moyen de comités de lecture est un des fondements de la science contemporaine, malgré ses imperfections.

² National Aeronautics and Space Administration

³ National Oceanographic and Atmospheric Administration

La climatologie, une discipline jeune mais en pleine expansion

Si la météorologie a toujours joué un rôle important dans la vie des communautés humaines, l'apparition et le développement d'une science dédiée à l'étude du climat est un phénomène récent. Les instruments nécessaires à l'étude scientifique des évolutions du climat (thermomètre, baromètre...) ont été inventés au cours de la Renaissance. Initialement, les bases de la climatologie étaient fusionnées avec celles de la météorologie à la faveur de la confusion entre les deux concepts. En effet, le temps qu'il fait à un moment donné est différent du climat, défini par « la probabilité statistique d'occurrence de divers états de l'atmosphère en un lieu ou une région au cours d'une certaine période civile" (Gibbs).

La climatologie, science combinant de nombreuses disciplines scientifiques (physique, biologie, astronomie etc.) n'a pris son essor qu'après la 2^e Guerre mondiale. Elle émerge comme l'étude du « système climatique » qui correspond à l'ensemble des échanges entre l'atmosphère, la cryosphère, la lithosphère, la biosphère et l'hydrosphère.

*Au sein de la climatologie, L'Organisation Météorologique Mondiale, créée à la fin du XIX^e siècle, lance en 1979 le programme mondial de recherche sur le Climat, et participe à la création, en 1989 du GIEC. La première revue de climatologie, le *Journal of Climatology*, apparaît au début des années 1980.*

Au niveau technologique, l'essor de la climatologie va être rendu possible par l'apparition de l'informatique et l'augmentation exponentielle des capacités de calcul à la disposition des scientifiques. L'informatique permet de développer les capacités de modélisation numérique du système climatique, technologie essentielle à la climatologie contemporaine. Ainsi la climatologie n'est plus uniquement basée sur l'observation mais également de plus en plus sur la création de modèles de climat. L'utilisation de satellites va également étendre les capacités scientifiques.

Les vingt dernières années ont vu un développement sans précédent de cette science, sous l'impulsion de la théorie, rapidement confirmée, du changement climatique d'origine anthropique.

1.2 LE GIEC et les « lieux de synthèse »

Les éléments scientifiques publiés par les « sources primaires » sont synthétisés par une série d'acteurs institutionnels qui, sans être « producteurs de science », développent un discours scientifique supposé faire autorité dans la communauté scientifique et dans la société plus largement.

Le GIEC⁴, créé en 1988, a pour mission d'effectuer une synthèse des travaux produits par les principales institutions scientifiques mondiale sur le changement climatique. Son rôle officiel est « *d'évaluer, sans parti-pris et de façon méthodique, claire et objective, les informations d'ordre scientifique, technique et socio-économique qui sont nécessaires pour mieux comprendre les risques liés au changement climatique d'origine humaine, cerner plus précisément les conséquences possibles de ce*

⁴ Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat

changement et envisager d'éventuelles stratégies d'adaptation et d'atténuation ». Sa création, à la demande du G7, avait pour but d'établir **une expertise unifiée sur un enjeu aux conséquences globales**. Le GIEC devait ainsi permettre de limiter le risque d'un morcellement de l'expertise, tel qu'il est observé pour d'autres grands enjeux scientifiques contemporains (OGM⁵, nanotechnologies par exemple) et pouvant conduire à des débats qu'aucune institution n'aurait la légitimité pour trancher⁶.

Le GIEC ne « produit » pas de connaissances scientifiques mais, en effectuant une synthèse de l'ensemble des travaux disponibles sur le changement climatique, constitue la principale source de discours scientifique sur ce sujet. Si des milliers de scientifiques publient des études ou articles sur le changement climatique, ce sont en effet les synthèses du GIEC qui servent de référence internationale non seulement pour les scientifiques mais aussi pour les décideurs publics. Il a pour objectif d'établir des conclusions susceptibles d'informer les décisions publiques, mais doit s'abstenir de défendre la mise en œuvre de politiques publiques spécifiques⁷.

Cette position centrale doit permettre d'asseoir la légitimité du GIEC : ses synthèses sont écrites et vérifiées par un important réseau mondial de scientifiques non rémunérés et doivent ainsi présenter une vision précise et objective de l'état des connaissances disponibles sur le changement climatique. Cependant, cette position a aussi pour effet de cristalliser autour du GIEC la majorité des attaques destinées à faire peser un doute sur la réalité du changement climatique et ses origines anthropiques.

Le GIEC a joué un rôle central dans l'émergence d'une mobilisation internationale sur le thème du changement climatique. La publication de ses rapports de synthèse successifs, a permis de sortir le changement climatique de la confidentialité dans laquelle il se trouvait avant la fin des années 1990. Son dernier rapport, publié en 2007, a été l'occasion d'une couverture médiatique intense dans le monde entier (voir 3.2).

Les Académies nationales des Sciences jouent également un rôle de synthèse important dans la sphère des sciences du climat. Au travers de rapports écrits par leurs membres, les principales Académies mondiales ont confirmé les conclusions du GIEC concernant l'existence d'un changement climatique d'origine anthropique. Ainsi, une série de rapports de mai 2010⁸ de la *National Academy of Science* américaine confirment : *« le changement climatique est réel et est causé en large partie par des activités humaines, selon des éléments scientifiques robustes et crédibles »*.

⁵ Organismes génétiquement modifiés

⁶ Hervé le Treut, Le Giec, le vote et le consensus

http://blogs.lexpress.fr/le-climatoblog/2010/03/04/vote_consensus_et_unanimite/

⁷ "Policy relevant but not policy prescriptive". Source : site internet du GIEC

<https://www.ipcc.ch/organization/organization.shtml#.T2m2n9Xc-M4>

⁸ <http://www8.nationalacademies.org/onpinews/newsitem.aspx?RecordID=05192010>

En France, malgré un débat tendu et des conflits entre Claude Allègre et plusieurs climatologues, l'Académie des Sciences a confirmé le consensus scientifique sur la réalité du changement climatique dans un rapport d'octobre 2010⁹. Peu avant la conférence de Copenhague, les Académies nationales des pays du G8 et de cinq autres pays avaient publié une déclaration commune¹⁰ confirmant le diagnostic du GIEC et appelant à des mesures rapides de réductions des émissions de gaz à effet de serre au niveau international.

Le GIEC, ainsi que les Académies des Sciences, jouent un rôle central dans le façonnage du discours scientifique sur le changement climatique. Ils permettent d'organiser et de synthétiser l'ensemble des connaissances scientifiques disponibles sur le changement climatique et ainsi de les rendre plus accessibles aux médias, aux citoyens et aux décideurs politiques. En ce sens, ils jouent un rôle d'intermédiation.

1.3 Les sources secondaires du discours scientifique sur le changement climatique

1.3.1 Les organisations non-gouvernementales et la société civile

Afin de légitimer leurs demandes auprès des gouvernements et de l'opinion publique, **les ONG de protection de l'environnement sont devenues des relais du consensus scientifique sur le changement climatique**. En effet, on observe que les principales ONG environnementales reprennent le discours scientifique développé par le GIEC afin de renforcer leurs messages de plaidoyer auprès des pouvoirs publics. Certaines ONG, comme le Réseau Action Climat en France, organisent même des actions pédagogiques afin de vulgariser les principales conclusions scientifiques sur le changement climatique.

Le sujet du changement climatique apparaît ainsi comme **l'une des rares controverses pour lesquelles on assiste à une convergence de vues entre scientifiques et ONG**, à la différence par exemple des sujets relatifs aux OGM ou aux nanotechnologies (*Entretien Groupe TRACES*).

Si la « caution scientifique » a permis de renforcer le poids des messages en provenance des acteurs de la société civile, cette convergence de vues a pu créer une forme de confusion au sein du public entre les éléments relevant de faits scientifiques (information objective) et ceux relevant de messages de plaidoyer (mobilisation) concernant notamment les solutions à apporter au changement climatique. Cette confusion a pu être aggravée par les prises de positions adoptées par certains scientifiques respectés dans le champ de l'étude du changement climatique en faveur ou en opposition à différentes politiques publiques. L'américain James Hansen, un des scientifiques du climat les plus respectés au monde, illustre ce double aspect dans son positionnement à la fois comme scientifique et militant (il est connu pour son combat contre l'oléoduc Keystone XL aux Etats-Unis).

⁹ Changement climatique, Académie des Sciences, octobre 2010
http://www.lemonde.fr/mmpub/edt/doc/20101028/1432327_9d4e_changement_climatique_octobre_2010.pdf

¹⁰ G8+5 Academies' joint statement: Climate change and the transformation of energy technologies for a low carbon future <http://www.nationalacademies.org/includes/G8+5energy-climate09.pdf>

Certaines grandes ONG ont également développé une certaine expertise scientifique dans le but d'appuyer leurs demandes politiques. C'est notamment le cas de Greenpeace, qui publie des rapports d'ordre socio-économique sur notamment les énergies renouvelables. Certains employés de ces ONG participent même à l'écriture de rapports thématiques du GIEC, entraînant ainsi des débats sur d'éventuelles tentatives de manipulation de cette institution¹¹.

A mi-chemin entre le militantisme et la recherche, les think tanks¹² occupent une place importante dans la diffusion d'idées et de propositions visant à lutter contre le changement climatique, en particulier aux Etats-Unis, qui abritent des think tanks influents dont l'objectif principal est d'entretenir un faisceau de doutes quant à la validité des conclusions scientifiques du GIEC.

On peut notamment citer les positions du *Marshall Institute* et du *Heartland Institute*. Ce dernier a créé en 2003, avec d'autres institutions, le NIPCC¹³, qui publie des rapports dont l'objectif est de prouver que les analyses du GIEC sont erronées. Son dernier rapport, publié par le *Heartland Institute* en 2009 et intitulé « *Climate Change Reconsidered* » liste 35 contributeurs provenant de 14 pays et conclut que « *l'effet net de l'augmentation des températures et des concentrations atmosphériques de dioxyde de carbone sera bénéfique aux humaines, à la flore et à la faune* ». Le *Heartland Institute*, d'inspiration libertaire, finance également des climato-sceptiques influents comme Anthony Watts (un ancien présentateur météo américain qui, malgré son absence de qualification académique ou scientifique, est à l'origine d'un des blogs sceptiques les plus actifs et influents¹⁴, *WattsUpWithThat.com*) et cherche à discréditer l'enseignement de la « théorie » du changement climatique dans les écoles américaines (voir encadré ci-dessous).

Le Heartland Institute, un think tank au cœur d'une « guerre » médiatique et scientifique

Cet influent think tank américain, fondé en 1984, définit sa mission comme la recherche et la promotion de « solutions libérales aux problèmes économiques et sociaux ». Il s'agit d'un groupe de recherche d'orientation conservatrice et libertaire, principalement connu pour ses attaques répétées et systématiques contre les conclusions du GIEC et sa promotion de thèses climato-sceptiques. Le Heartland Institute a largement diffusé l'affaire dite du « Climategate » aux Etats-Unis et a considéré que le vol de courriels des scientifiques de l'Université d'East Anglia était un service rendu au public.

En février 2012, des documents internes au Heartland Institute sont publiés sur le blog américain DeSmogBlog. Ces documents font apparaître que cette organisation est financée par plusieurs grands groupes industriels ou personnalités connues pour leur opposition aux politiques de lutte contre le changement climatique, notamment le milliardaire conservateur Charles Koch. Ces documents prouvent également que le Heartland Institute finance des climato-sceptiques célèbres dont Anthony Watts et Fred Singer.

¹¹ Voir par exemple <http://www.economist.com/node/21522103>

¹² « Les think tanks peuvent se définir comme des organismes indépendants, non partisans, entreprenant des recherches dans le but d'influer sur l'élaboration de politiques publiques. Leur vaste spectre d'activités rend les think tanks difficiles à cerner, étant donné la diversité de leurs structures et de leurs activités ». Source : *Ministère des Affaires étrangères et européennes* http://www.france-science.org/IMG/pdf/SMM10_055-2.pdf

¹³ *Nongovernmental International Panel on Climate Change*

¹⁴ Près de 600 000 commentaires pour près de 5 500 articles depuis 2009

Dans le domaine de l'éducation, il apparaît que l'institut cherche à développer des programmes scolaires dans lesquels serait remis en cause le consensus scientifique sur le changement climatique¹⁵.

Quelques jours après la publication de ces documents, Peter Gleick, un scientifique du climat et président d'un centre de recherche admet être à l'origine de cette fuite de documents qu'il a obtenu en utilisant une fausse identité¹⁶. Gleick explique son geste par sa frustration par rapport aux efforts systématiques menés par le Heartland Institute afin de discréditer les sciences du climat. Cette révélation crée de profonds débats éthiques au sein de la communauté scientifique américaine et entraîne la démission de Gleick.

Quelques semaines après cet incident, Greenpeace accuse le Heartland Institute d'avoir tenté d'obtenir auprès de certains de ses employés, sous une fausse identité, des documents confidentiels liés aux négociations climatiques internationales¹⁷.

Au-delà des questions d'éthique professionnelle et scientifiques que posent ces différentes affaires, celles-ci démontrent que les think tanks comme le Heartland Institute constituent le fer de lance de la diffusion des thèses climato-sceptiques aux Etats-Unis.

Ces acteurs, malgré leur influence, apparaissent néanmoins comme la partie la plus visible **d'une campagne diffuse mais délibérée visant à installer de manière durable dans l'opinion publique américaine un doute tenace sur la réalité du changement climatique et/ ou sur son origine anthropique.** Cette campagne est influencée par une idéologie anti-gouvernementale qui irrigue les mouvements conservateurs américains et en partie financée par les industries des combustibles fossiles et de la chimie. **Elle a pour but de diminuer l'inquiétude de la population américaine sur le sujet du climat et ainsi d'empêcher un soutien populaire massif à des politiques de lutte contre le changement climatique.** Cette campagne explique partiellement les divisions de la société américaine sur la question du climat (voir 3.3). (*Oreskes et Conway, Merchants of Doubt + James Hoggan, Climate Cover-Up*)

1.3.2 Les autorités publiques

Au gré de la montée en puissance du thème du changement climatique dans les cercles scientifiques, puis dans les médias, **les décideurs politiques ont été amenés à se saisir de cette question.** La création du GIEC en 1988 fut une initiative politique lancée en réaction à un consensus scientifique croissant concernant l'impact des activités humaines sur l'atmosphère dans le but d'informer les décideurs publics sur la réalité et les conséquences potentielles du changement climatique.

Une étude américaine récente (Brulle, 2012), démontre que « le facteur le plus important susceptible d'influencer l'opinion publique [américaine] sur le changement climatique est la bataille partisane des élites sur le sujet. [...] En l'absence de consensus politique sur la question climatique, l'opinion se polarise et les citoyens se basent sur

¹⁵ Scientific American, 15 février 2012

¹⁶ The Guardian, 21 février 2012

¹⁷ DeSmogBlog, 14 mars 2012

d'autres indicateurs comme le parti politique ou la crédibilité de la source d'information, pour faire leur choix ».

La parole des dirigeants politiques est d'autant plus importante qu'elle a une influence directe sur le volume de couverture médiatique reçue par la thématique « changement climatique ». Comme notre analyse (voir 2.2) le démontre, les sommets internationaux sur le climat constituent des moments de mobilisation internationale très forts, qui génèrent un intérêt médiatique marqué ainsi qu'un intérêt politique. Ces conférences sont également l'occasion d'une confrontation entre le discours scientifique et la sphère publique et politique.

La multiplicité des sources d'information peut créer une confusion au sein de l'opinion publique sur la nature des éléments qui lui sont présentés. A l'instar de la confusion entre discours scientifique et discours de plaidoyer articulé par des ONG, **le public peut éprouver des difficultés à distinguer les éléments scientifiques d'autres informations qui relèvent plutôt du militantisme politique.** Cette confusion a notamment pu être renforcée par l'attribution d'un Prix Nobel de la Paix conjoint au GIEC et à Al Gore, ancien Vice-président des Etats-Unis, en 2007.

Le particularisme américain s'exprime également dans **la politisation de la question climatique.** Depuis l'entrée du changement climatique sur la scène politique américaine au début des années 1990, le parti démocrate américain a défendu les thèses dominantes des principales institutions scientifiques internationales concernant le réchauffement climatique.

A l'inverse, le parti républicain, assisté de think tanks d'obédience conservatrice, a régulièrement critiqué les conclusions des scientifiques du courant dominant tout en promouvant le travail d'un nombre restreint de « sceptiques ». Cette polarisation des élites politiques est initialement le résultat de lignes de failles idéologiques préexistant dans la société américaine¹⁸. Cependant, le flux actuel d'informations et de messages conflictuels concernant la science du climat semble contribuer à **l'accroissement récent de la polarisation de l'opinion publique américaine selon des bases idéologiques et partisans.** (Figure 1) (McCright et Dunlap 2011).

La politisation de la science du climat est un phénomène que l'on observe à grande échelle uniquement aux Etats-Unis. Cette politisation est apparue au début des années 1990 en réaction à l'essor de l'environnementalisme international dont le symbole fut le Sommet de Rio en 1992. Sous l'impulsion de responsables politiques et de fondations ou think tanks conservateurs, une campagne délibérée a été mise en place afin de décrédibiliser la science du climat. A la suite de la radicalisation du parti Républicain intervenue à l'occasion de la « *Republican Revolution* » de la fin des années 1990, les déclarations politiques républicaines critiquant le consensus scientifique sur le changement climatique se sont faites plus nombreuses. Cette attitude républicaine vis-à-vis du changement climatique a été poursuivie au cours des 8 années de la présidence Bush, au cours desquelles le Gouvernement américain

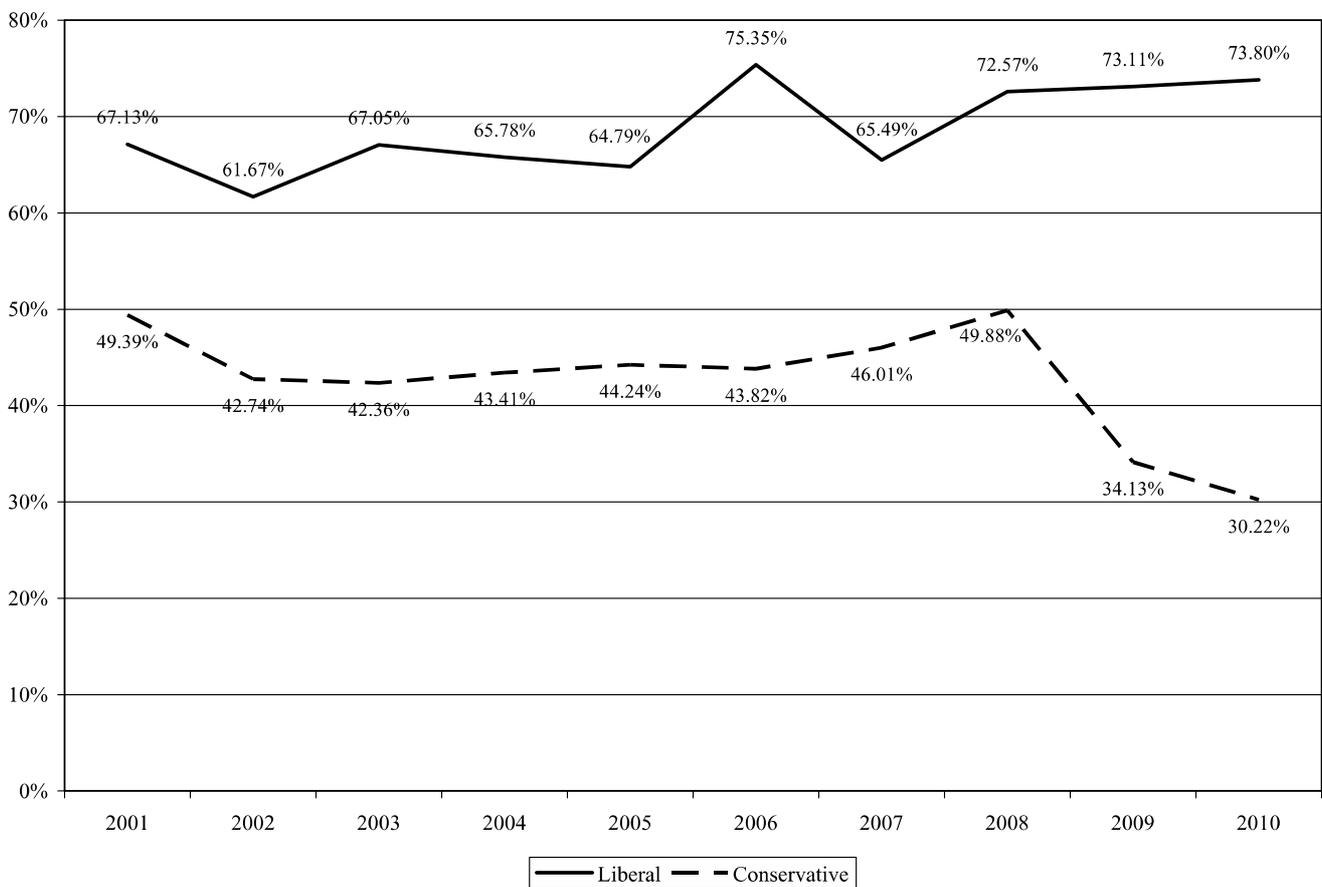
¹⁸ La « *Culture War* » théorisée par James Davison Hunter dans son livre *Culture Wars: The Struggle to Define America*

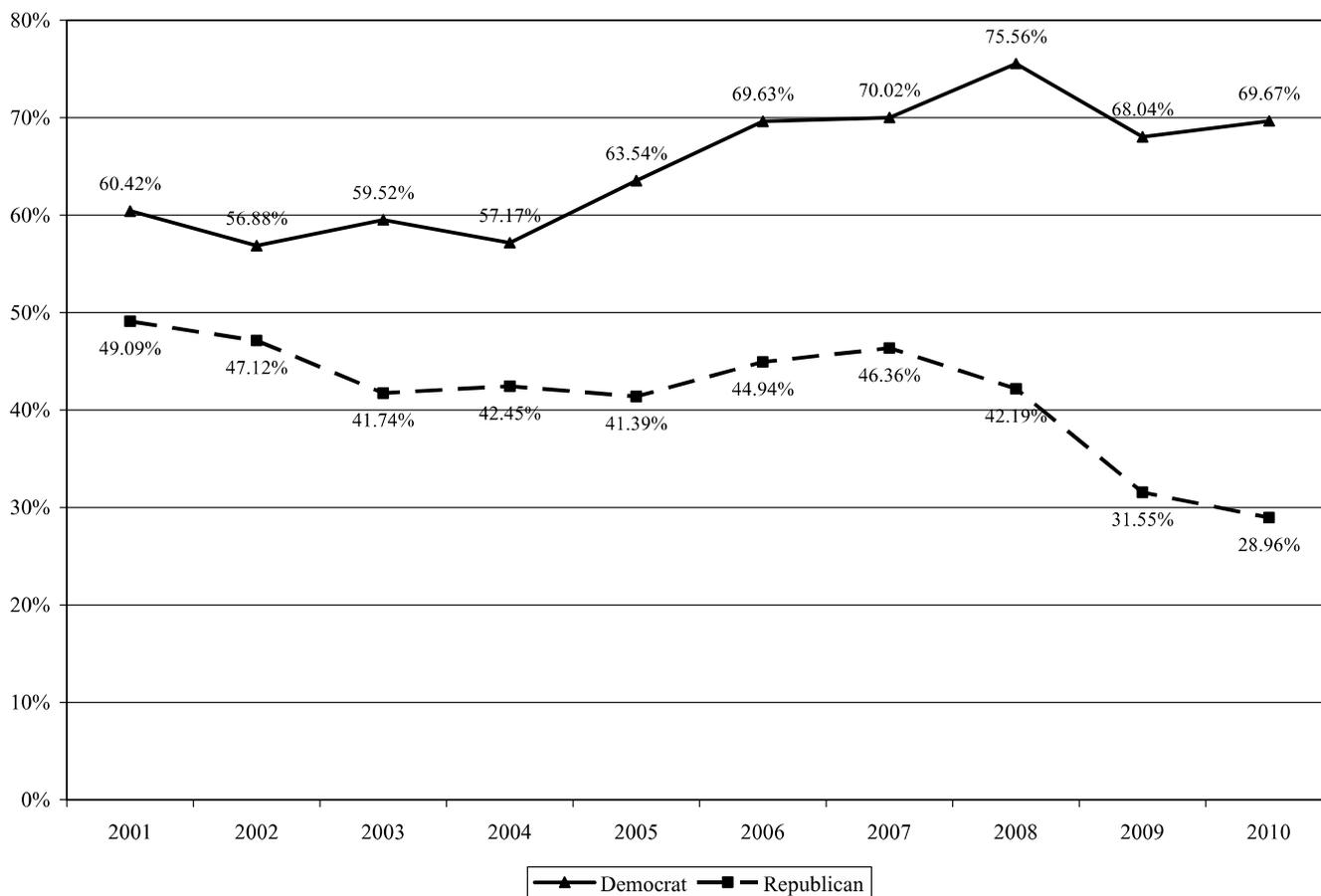
a tenté de remettre en cause les conclusions scientifiques sur le changement climatique. La campagne républicaine contre la science du climat, ainsi que contre les politiques de lutte contre le changement climatique, a été particulièrement active depuis l'élection de Barack Obama, ce qui explique en partie pourquoi on observe un tel accroissement de l'écart entre démocrates et républicains depuis l'année 2008 aux Etats-Unis. (Figure 1)

Figure 1 : Pourcentage d'Américains croyant que les effets du changement climatique ont déjà commencé à se manifester, par idéologie politique et par appartenance partisane (2001 - 2010) – McCright et Dunlap, 2011

Polarization on Global Warming

Aaron M. McCright and Riley E. Dunlap





1.3.3 Les citoyens eux-mêmes

Face à la complexité du sujet et à la diversité des sources d'information existantes, **les citoyens s'approprient de plus en plus la question du changement climatique**, comme le démontre la multiplication de blogs tenus par des particuliers et traitant de ce sujet.

L'analyse des principaux espaces conversationnels sur lesquels les individus s'expriment le plus sur le sujet du changement climatique sur Internet démontre que **certains blogs tenus par des particuliers passionnés mais non-scientifiques disposent d'un lectorat considérable**.

Cela est particulièrement le cas de certains blogs américains et dans une moindre mesure de sites français. Les blogs sud-africains, indiens, chinois et brésiliens reçoivent généralement quant à eux un volume largement inférieur de visites et de commentaires.

Le tableau ci-dessous (Table 1) détaille le volume d'articles et de commentaires sur la période (de début 2009, ou depuis la création du blog, à début 2012) pour les principaux blogs et autres sites personnels tenus par des particuliers :

- *Watts Up With That* : un site majeur tenu par un ancien présentateur météo américain, Anthony Watts.
- *Climate Audit* : tenu par un canadien anciennement employé par l'industrie minière

- *Skyfall* : le blog le plus important en langue française qui porte le titre « Changement climatique – des nouvelles fraîches du réchauffement climatique ». Il s’agit d’un blog sceptique, collectif et anonyme.
- *Sol e Mudanças Climaticas* : blog en langue portugaise créé en 2010, très critique sur la science du climat et défendant de manière régulière le rôle du soleil dans les changements climatiques.
- *COP17 – Climate Change talks in Durban 2011* : blog sud-africain créé à l’occasion de la conférence sur le climat de Durban en 2011. Il avait pour but de relater l’ensemble des manifestations de la société civile en marge de la conférence.
- *A Grande Farsa do Aquecimento Global* : blog brésilien sceptique.
- *India Climate Portal* : principal blog indien sur le climat en langue anglaise.

Site	Articles	Commentaires	Comm. / art.	Art. / j.
Watts Up With That ?	5 466	694 087	127	4,9
Climate Audit	801	83 490	104	0,7
Skyfall	356	53 202	149	0,3
Sol e Mudanças Climaticas	462	370	1	0,6
COP17 - Climate change talks in Durban 2011	59	209	4	0,2
A Grande Farsa do Aquecimento Global	69	154	2	0,1
India Climate Portal	37	7	< 1	0,0

Tableau 1: Volumétrie des principaux blogs et autres sites personnels - Semiocast 2012

Cette analyse montre tout d’abord que **les blogs tenus par des passionnés non-scientifiques sont le plus souvent orientés sur une posture climato-sceptique, à l’exception des blogs indiens et sud-africains.**

Elle démontre également que les blogs sceptiques américains ont une activité intense non seulement en termes de volume d’articles mais aussi de nombre de commentaires suscités. Ils dominent ainsi largement l’espace conversationnel, ce qui tend à démontrer **le niveau d’activité et de mobilisation de la « communauté » climato-sceptique américaine.**

L’analyse des thèmes abordés sur ces sites permet de distinguer les blogs sceptiques des autres. Dans les premiers, les commentaires sur les modèles, prévisions ainsi que les observations et les mesures (ce qui inclut les commentaires très peu techniques faisant par exemple un lien entre la météo et le changement climatique) sont plus importants que les verbatims concernant les lobbies, les gouvernements et les politiques publiques, même si ceux-ci restent néanmoins présents. **Surtout, les commentaires sur la place des scientifiques, leurs prises de positions et les éventuels conflits d’intérêt sont quasiment absents dans les blogs convaincus de la responsabilité humaine dans le réchauffement climatique.** (Tableau 2) (Semiocast 2012)

Il apparaît ainsi que les individus défendant des thèses sceptiques et ceux qui défendent le consensus scientifique exprimé par le GIEC n’abordent pas la thématique du changement climatique sous le même angle, ce qui peut expliquer en partie la polarisation de certaines opinions publiques.

Thème	China Dialogue	COP17 – Climate talks in Durban	India Portal	Climate	Sol e Mudanças Climaticas	Skyfall	Watts up with that?
Modèles et prévisions	7%	8%	9%		16%	13%	18%
Observations et mesures	1%	0%	7%		20%	7%	18%
Transparence	9%	0%	2%		< 1%	0%	4%
Prises de position et neutralité	0%	1%	0%		5%	9%	5%
Expression des scientifiques et prises de parole	0%	3%	2%		2%	6%	1%
Conflits d'intérêt	0%	2%	0%		2%	6%	7%
Rôle et responsabilité des médias	0%	2%	0%		3%	7%	3%
Lobbies, gouvernements et politiques publiques	47%	41%	58%		10%	13%	8%
Autres (messages communautaires)	36%	43%	22%		42%	39%	36%

Tableau 2 : Part des thèmes pour les blogs tenus par des particuliers non-scientifiques - Semiocast 2012

2. Traitement médiatique du discours scientifique sur le changement climatique

2.1 Principes de fonctionnement des médias

L'époque contemporaine est caractérisée par la cohabitation de très nombreux canaux d'information auxquels le grand public a accès de manière de plus en plus aisée, y compris dans les pays émergents. Les médias traditionnels continuent cependant de jouer un rôle central dans la transmission d'informations générales. Si la presse écrite connaît un déclin dans certains pays, la télévision reste le média le plus utilisé.

Plusieurs études (notamment *Brulle, 2012*) ont montré qu'il existe un lien significatif entre le volume médiatique que reçoit le sujet « changement climatique » et le niveau d'inquiétude de la population à ce sujet. En effet, la fréquence de traitement sur une période donnée d'un problème public permet de concentrer l'attention de l'opinion publique sur ce sujet. Toutefois, cette attention est souvent de courte durée, du fait de l'accélération du temps des médias. Sans toutefois disposer de données précises concernant tous les pays de l'étude, il semble que cette relation puisse se vérifier pour l'ensemble des pays cibles.

Les médias traditionnels peuvent-ils transmettre de manière efficace et fidèle les informations scientifiques sur le changement climatique ?

Andrew Revkin, ancien journaliste scientifique au New York Times, qui couvre les questions de changement climatique depuis 1988, a théorisé les barrières que rencontrent les médias traditionnels dans leur couverture du changement climatique :

- ***Tyrannie de l'actualité*** : l'actualité est un événement qui a des conséquences sur le monde de maintenant. Or, les conséquences du changement climatique se manifesteront de manière dispersée dans le temps et dans l'espace et ne constitueront donc pas de l'actualité au sens traditionnel. D'après Revkin, la présence de « ***l'adjectif « incrémental » dans un article élimine toute chance que celui-ci se retrouve en première page, et pourtant il s'agit de la caractéristique principale de la plupart des enjeux environnementaux*** ». De plus, la tendance à se concentrer sur les éléments les plus saillants et visibles du changement climatique peut conduire à des exagérations ou à des imprécisions.
- ***Tyrannie de l'équilibre*** : le fait d'opposer au sein d'un même article un défenseur d'une thèse à un critique de cette même thèse est une pratique classique du journalisme. Or, cette pratique tend à mettre en évidence les opinions extrêmes et opposées en omettant la zone intermédiaire dans laquelle le consensus réside pourtant le plus souvent. Elle a aussi pour conséquence de donner un poids disproportionné à des éléments plaidant en faveur d'opinions minoritaires mais maîtrisant bien les codes des médias. Une analyse de la presse écrite de prestige aux Etats-Unis (*Boykoff et Boykoff 2004*) a

permis de montrer que l'utilisation de cette norme journalistique a créé un biais dans la couverture médiatique en entraînant une divergence entre le courant de consensus scientifique qui s'affirmait au gré des rapports du GIEC et d'autres institutions scientifiques d'une part, et des articles dont le contenu laissait penser qu'il existait des divisions scientifiques profondes d'autre part. **Cette divergence entre la couverture médiatique et la réalité scientifique a permis aux discours climato-sceptiques d'occuper un espace largement supérieur à leur poids réel.**

- ***Tyrannies de l'espace et du temps*** : les journalistes de la presse quotidienne sont soumis à des contraintes temporelles très fortes. En effet, l'accélération de l'actualité et la nécessité de produire rapidement des informations rend difficile un traitement en profondeur d'enjeux aussi complexes que le changement climatique. Cette « tyrannie du temps » est adossée à une « tyrannie de l'espace » qui s'explique par le fait que les sujets scientifiques en général disposent de peu d'espace physique (ou temporel selon les médias) dans les médias de masse. Or, ces sujets étant naturellement complexes et difficiles à vulgariser, ce manque d'espace entraîne un traitement qui peut se révéler approximatif et ainsi nuire à la bonne compréhension du public de ces enjeux. (Entretien Foucart).

« **Loi de la dévaluation** » : les médias généralistes cherchent à publier les résultats scientifiques les plus spectaculaires sans pour autant assurer un suivi dans la durée. Ce phénomène peut avoir deux types de conséquences : d'une part pousser les médias à publier des articles reprenant des thèses en opposition avec le courant de consensus scientifique sur le climat (ce phénomène explique en partie la présence récurrente de thèses « climato-sceptiques » dans certains médias). D'autre part mener à la publication d'informations scientifiques parcellaires ou hors de tout contexte.

- Les médias traditionnels font face à d'autres limitations structurelles :
 - Les journalistes spécialisés sur les questions scientifiques demeurent rares dans les équipes des grands médias généralistes. Cette situation entraîne un traitement souvent parcellaire ou incorrect de la question climatique.
 - Récemment, de nombreuses rédactions de médias grand public dans les pays développés ont été contraintes de réduire leurs effectifs et la place qu'elles consacrent aux sujets scientifiques pour des raisons de contexte économique défavorable.

2.2 Evolution récente de la couverture médiatique du changement climatique

2.2.1 *Evolution quantitative de la couverture médiatique du changement climatique*

On observe de manière générale que la couverture médiatique dans les six pays concernés par la présente étude augmente sensiblement lors des sessions de négociations internationales, qui se tiennent tous les ans aux mois de novembre ou décembre.

- **Analyse de l'évolution quantitative de la couverture médiatique dans les pays de l'étude :**

o Afrique du Sud :

L'analyse effectuée sur le site internet de l'un des principaux journaux sud-africains, le *Mail & Guardian*, montre que le sujet « changement climatique » n'a fait l'objet que de peu d'articles en moyenne entre 2009 et 2012. On observe une première hausse sensible du nombre d'articles à l'occasion de la conférence de Copenhague, mais le pic d'articles est atteint sans surprise lors de la Conférence de Durban en décembre 2011. **Cette observation tend à confirmer que le changement climatique n'était pas encore récemment un sujet central dans la vie publique sud-africaine, même si la COP17 a incontestablement entraîné un regain d'attention sur ce sujet dans le pays** (*Entretien Macleod*).

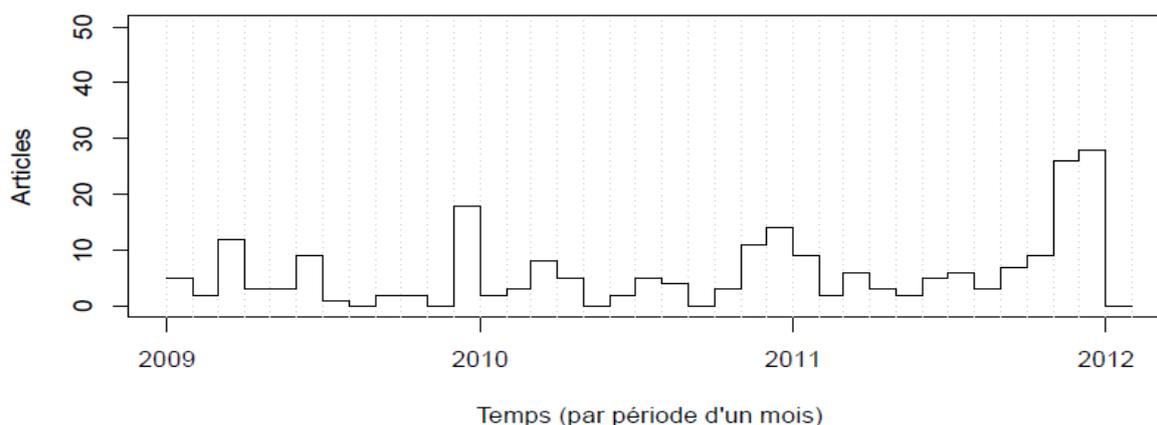


Figure 4 : Nombre d'articles par mois étiquetés "Climate Change" sur Mail & Guardian - SemioCast 2012

o Brésil :

La section « environnement » du site internet du journal *Folha de Sao Paulo* a ouvert en 2010. Le volume médiatique démontre **un fort intérêt pour la question climatique lors des sessions de négociations internationales** (Conférences de Cancun et de Durban).

Une étude réalisée sur 50 journaux brésiliens entre 2005 et 2007 démontre une évolution similaire à la plupart des pays de l'étude au cours de cette période, à savoir une augmentation progressive qui culmine au cours de l'année 2007 à la faveur de la publication du rapport Stern sur l'économie du changement climatique et du 4^{ème} rapport du GIEC. (ANDI 2007)

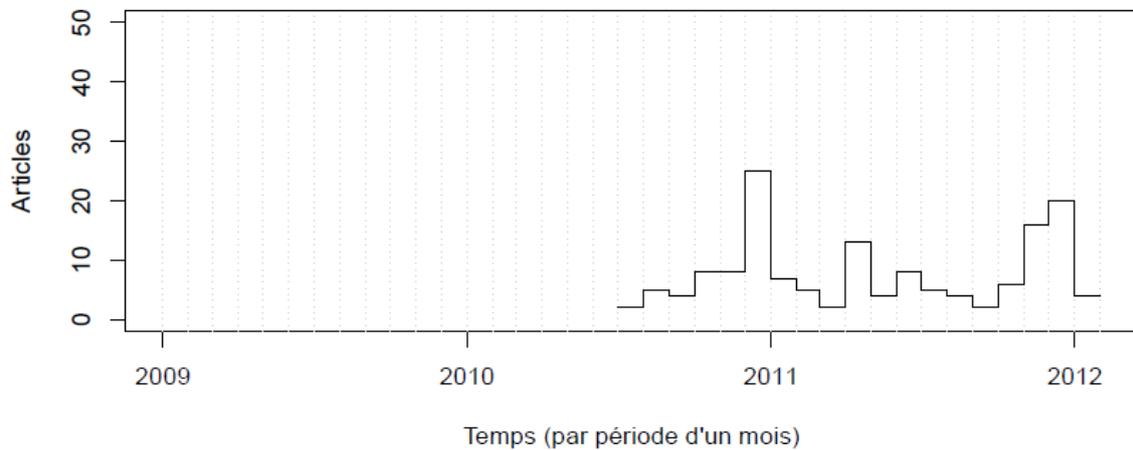


Figure 5 : Nombre d'articles mensuels concernant le changement climatique dans la section "Ambiente" de la Folha de Sao Paulo – Semiocast 2012

○ Chine :

Il n'existe à l'heure actuelle aucune étude quantitative systématique du traitement médiatique du sujet du changement climatique en Chine. **Une analyse effectuée par le PNUD¹⁹ en 2007 démontre cependant que ce sujet a connu une croissance progressive entre 2002 et 2007, pour atteindre un pic lors de la publication du 4^{ème} rapport du GIEC.** Un décompte informel des liens concernant le changement climatique sur Google Chine montre en effet une nette progression : 156 000 en 2002, 250 000 en 2004, 294 000 en 2005, 440 000 en 2006, 655 000 en 2007.²⁰

D'après Jonathan Watts, journaliste environnemental pour *The Guardian* basé à Pékin, la couverture médiatique du changement climatique augmente progressivement depuis plusieurs années en Chine, **à mesure de la prise de conscience, par les élites politiques et journalistiques de la vulnérabilité chinoise face à ses conséquences.**

○ France :

Une analyse de la section « Planète » du site internet du quotidien Le Monde montre que celui-ci, comme la plupart des médias français, a particulièrement couvert la conférence de Copenhague.

¹⁹ Programme des Nations Unies pour le Développement

²⁰ Sandy Tolan, Coverage of Climate Change in Chinese Media, in UNDP, Human Development Report 2007/2008.

On note que le rapport entre le nombre d'articles et le nombre de commentaires atteint un maximum lors du sommet de Durban, comme si le public s'intéressait davantage à ce sujet que le média lui-même.

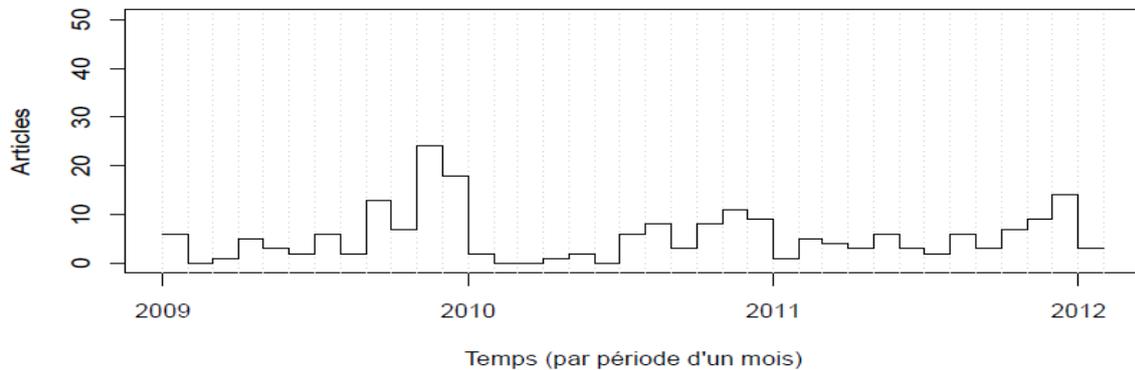


Figure 6 : Nombre d'articles par mois portant sur le changement climatique dans la section "Planète" du site internet du Monde - Semiocast 2012

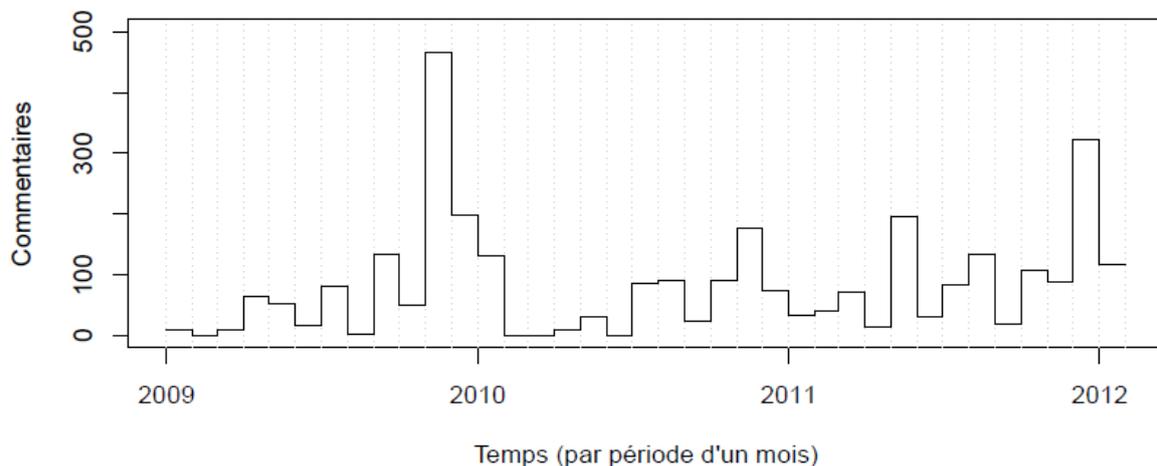


Figure 7 : Nombre de commentaires mensuels postés sur les articles sélectionnés du site du Monde - Semiocast 2012

○ Etats-Unis :

- Le volume médiatique consacré au changement climatique dans la presse américaine a subi de fortes variations au cours des années 2000. Après une première forte augmentation du volume d'articles en 2001 à l'occasion de la publication du 3^{ème} rapport du GIEC, on a assisté à une croissance lente et progressive jusqu'en 2006/2007 (années marquées par le succès du film « Une vérité qui dérange » d'Al Gore et la publication du 4^{ème} rapport du GIEC).
- La couverture se maintient ensuite à un niveau relativement élevé jusqu'à la Conférence de Copenhague, qui constitue un pic médiatique aussi important que celui de 2007. La période post-Copenhague est marquée par un net déclin de la couverture médiatique, qui se maintient depuis à des niveaux faibles, comme le montre notre analyse de la section « *Climate Change* » du site internet de la chaîne d'information CNN.

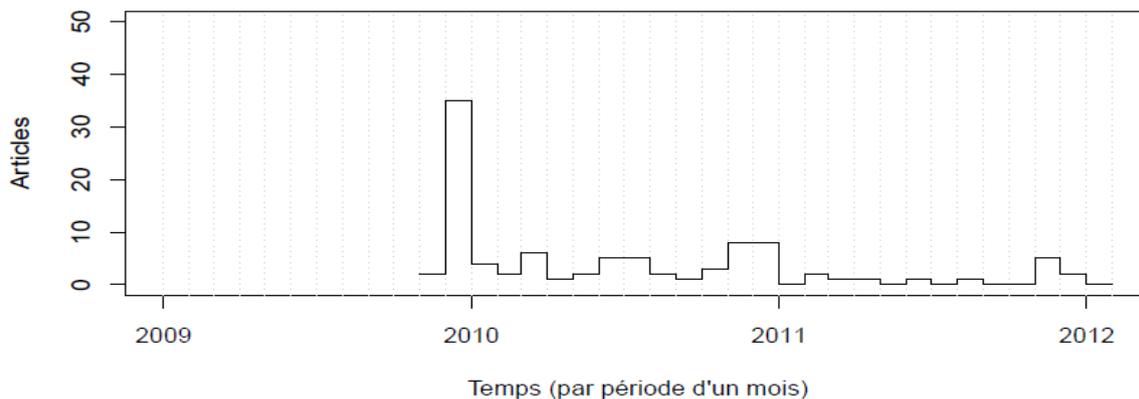


Figure 8 : Nombre d'articles par mois dans la section "Climate Change" du site de CNN - Semicast 2012

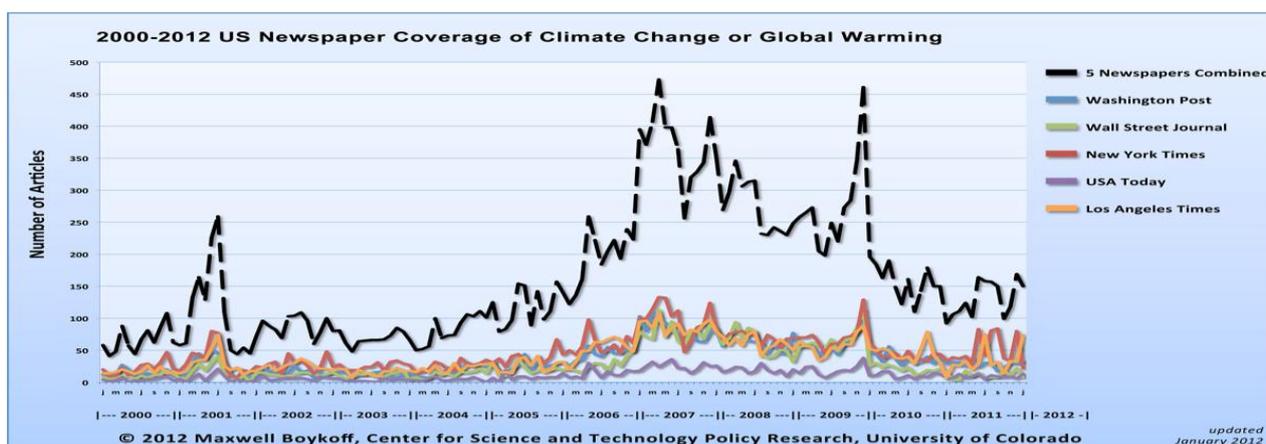


Figure 8 : Nombre d'articles par mois dans la section "Climate Change" du site de CNN - Semicast 2012

o Inde :

- L'Inde est caractérisée par un haut niveau de couverture médiatique sur le changement climatique depuis 2007 dans la presse nationale quotidienne en langue anglaise. Un premier pic est atteint en 2007 à l'occasion de la publication du 4ème rapport du GIEC. Les conférences de Copenhague puis de Cancun sont également l'occasion d'une couverture intense (figure 5). **La conférence de Durban a suscité un fort intérêt dans la presse, mais surtout parmi les lecteurs, comme en témoigne le grand nombre de commentaires enregistrés lors de celle-ci** (figure 10).
- On observe un net intérêt pour les négociations climatiques internationales, qui est confirmé par l'analyse qualitative du traitement médiatique de la question climatique (voir section suivante).

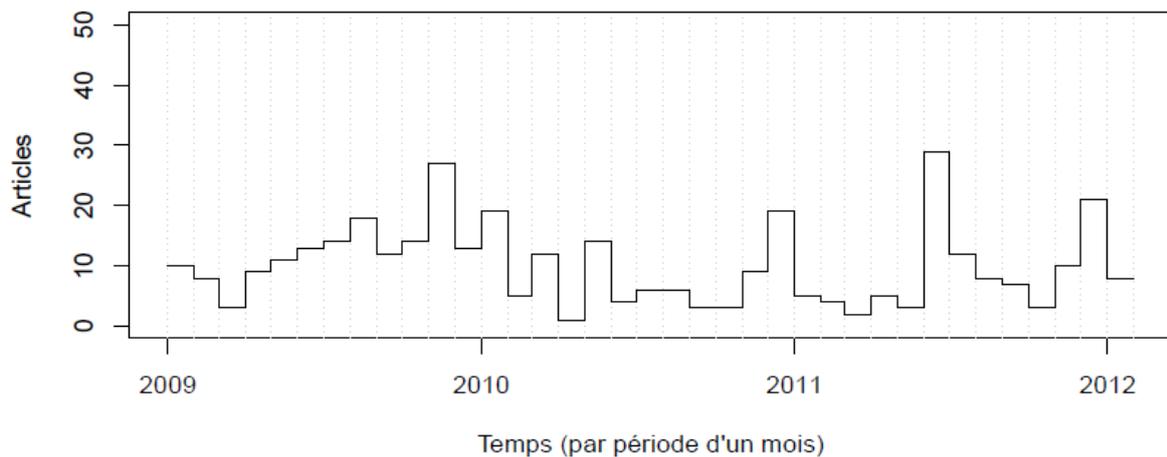


Figure 9 : Nombre d'articles par mois de la section "Global Warming" du site du Times of India - Semiocast 2012

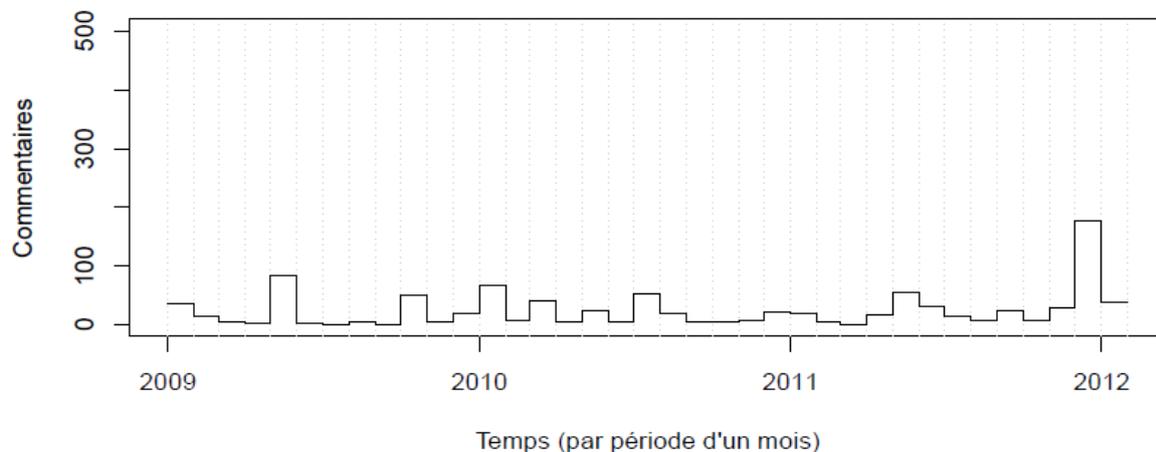


Figure 10 : Nombre de commentaires par mois sur les articles sélectionnés du Times of India - Semiocast 2012

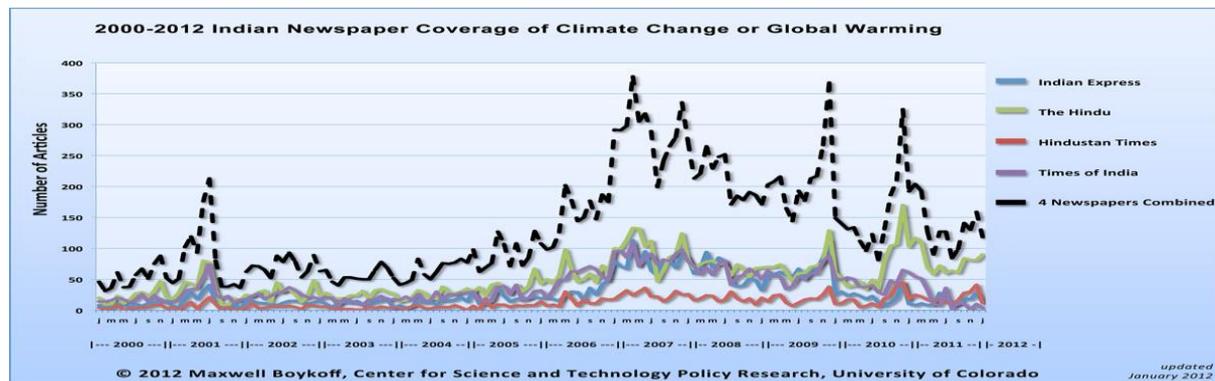


Figure 11 : Couverture des sujets « changement climatique » et « réchauffement » dans les médias écrits indiens (2000-2012)

En conclusion, notre analyse quantitative du traitement médiatique du changement climatique dans les six pays cibles permet d'établir plusieurs évolutions. **Tout d'abord, il apparaît que dans l'ensemble des pays de l'étude, le changement climatique a occupé une place croissante dans les médias à partir du milieu des années 2000.** Cette évolution démontre un intérêt croissant dans les médias pour la question du climat, et semble se confirmer à la fois dans les pays développés et dans les pays en développement.

Ensuite, les pics de couverture médiatique, dans l'ensemble des pays étudiés, se situent au moment des conférences internationales sur le climat. Celles-ci permettent en effet aux médias d'associer un phénomène qui, du fait de sa nature diffuse et incrémentale, est difficile à traiter sous l'angle de l'actualité, à une série d'événements internationaux au cours desquels il est question de science, de politique, d'économie... L'intérêt médiatique a été particulièrement fort concernant la conférence de Copenhague en décembre 2009, et a été sensiblement plus réduit pour les conférences de Cancun et Durban (2010 et 2011) pour les médias des pays développés du moins. Dans les pays émergents de l'étude, l'intérêt pour les conférences internationales de 2010 et 2011 s'est maintenu à un haut niveau, démontrant une moindre érosion de l'intérêt pour le sujet.

2.2.2 Comment les médias abordent-ils le sujet du changement climatique dans les pays cibles ?

La place accordée par les médias à la question du changement climatique est un facteur explicatif important de la perception du grand public sur le discours scientifique. Cependant, le contenu du message médiatique, et l'angle par lequel les médias abordent cet enjeu, revêt également une importance centrale.

En effet, l'orientation des médias d'un pays par rapport à la science du climat définit dans une large mesure les termes du débat public sur la question. Il convient donc d'utiliser une approche qualitative de l'analyse médiatique, et de déterminer, pays par pays, la teneur des messages médiatiques sur le changement climatique au cours de la dernière décennie. Une question centrale réside dans la place accordée aux messages climato-sceptiques dans les médias d'un pays. En effet, la présence plus ou moins forte de thèses climato-sceptiques dans les messages médiatiques joue un rôle particulièrement important sur le niveau de certitude de l'opinion publique relatif aux croyances clés en termes de changement climatique (voir plus haut).

Si on a pu observer une certaine symétrie dans l'évolution quantitative du traitement médiatique de la question climatique dans la plupart des pays, cette approche qualitative fait apparaître de réelles différences nationales.

France :

- Dès 2004, l'origine anthropique du changement climatique n'était pas remise en cause dans les médias. En effet, une analyse de corpus portant sur cette année montre que près de 97% des articles analysés reconnaissent la responsabilité des activités humaines dans le changement climatique²¹. (Ferenc Fodor).
- Le climato-scepticisme n'avait virtuellement aucune place dans les médias français jusqu'à la publication d'un article de Claude Allègre dans l'Express en 2006 (« Les neiges du Kilimandjaro ») et est resté marginal dans la presse généraliste française.

²¹ Ferenc FODOR, *Risque climatique : discours, imaginaires et réponses sociales*, EDF R&D 2009

- L'année 2010 a vu une légère augmentation du nombre d'articles incluant des voix sceptiques dans la presse française. Cette augmentation est due au succès rencontré par le livre de Claude Allègre (« L'imposture climatique »), à l'affaire du *Climategate* et à l'échec supposé de la Conférence de Copenhague. **La proportion d'articles « sceptiques » s'est néanmoins maintenue à des niveaux nettement plus bas qu'aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni.**
- Si, en 2004, les discours médiatiques sur le changement climatique sont dramatisants et culpabilisants, ceux-ci évoluent en 2008 vers **la description d'un phénomène global et inéluctable.**

Etats-Unis :

Presse écrite :

- La presse écrite américaine est celle qui, en volume et en proportion, a consacré le plus de place aux thèses climato-sceptiques. Cependant, on a observé de très fortes disparités entre les titres. Le *Wall Street Journal* en particulier, a consacré un espace important dans ses pages éditoriales aux thèses climato-sceptiques.
- La presse américaine s'est distinguée par une approche longtemps articulée par la notion de « *balanced reporting* » selon laquelle tout article doit donner un poids égal aux deux côtés d'un débat. L'application de cette norme a pu créer un écart important entre le courant de consensus scientifique et la couverture médiatique sur le sujet du changement climatique entre 1988 et 2002. Cette pratique a ainsi eu pour conséquence d'attribuer aux thèses sceptiques un poids supérieur à leur importance réelle. (*Boykoff et Boykoff, 2004*)
- La forte augmentation de la présence des thèses sceptiques dans les médias entre 2007 et 2010 a participé à la création d'un doute profond dans l'opinion publique américaine sur l'existence d'un consensus scientifique sur la réalité du changement climatique et son origine humaine. Ce doute est exprimé par la forte proportion d'américains qui attribuent le changement climatique à des causes humaines et naturelles (voir partie 3).
- L'essor des thèses sceptiques dans la presse américaine est également explicable par la forte polarisation politique apparue à ce sujet à partir de l'année 2009.

Télévision :

- Une étude²² récente du traitement médiatique du changement climatique par les principales chaînes de télévision américaines fait apparaître de très fortes disparités dans la manière dont celles-ci ont traité ce sujet au cours des années 2000.
- La chaîne *Fox News*, à l'orientation ouvertement conservatrice, traite systématiquement le changement climatique sous l'angle de la décrédibilisation de la science du climat et de ses défenseurs (scientifiques, dirigeants politiques...). La chaîne a par ailleurs interviewé de manière

²² Mayer, 2012

continue proportionnellement plus d'individus défendant des thèses climato-sceptiques que toutes les autres grandes chaînes américaines²³. **Par conséquent, les individus qui regardent Fox News sont moins susceptibles de croire en la réalité du changement climatique et en son origine anthropique²⁴.**

- A l'opposé de Fox News, la chaîne MSNBC (plutôt orientée à gauche) a traité le changement climatique majoritairement sous l'angle d'un complot entre conservateurs et industriels afin de mentir au public américain. Cet angle de traitement n'a que peu abordé les questions scientifiques.
- La chaîne CNN²⁵ a fait preuve d'une plus grande diversité dans son traitement de la question climatique au cours des années 2000, en invitant des experts défendant le consensus scientifique et d'autres le critiquant. Si cette diversité a pu avoir des influences positives sur le niveau général d'information de ses téléspectateurs, cette mise en scène d'un conflit a pu donner un poids disproportionné aux arguments sceptiques.
- Feldman 2011 montre que les individus regardant CNN et MSNBC sont plus enclins à croire en la réalité du changement climatique, contrairement à ceux de Fox News. **Ce résultat montre de manière explicite que la nature des informations reçues par un individu au travers des médias est un facteur qui influence de manière sensible la perception publique du discours scientifique sur le changement climatique.**

Inde :

- En Inde, la presse écrite reste une source majeure d'information pour le public lettré sur les questions de changement climatique. (Billett 2009).
- Sur un échantillon de 4 journaux indiens en langue anglaise sur la période 2003 – 2007, aucun article ne doutait de la réalité du changement climatique. De plus, 98% des articles sur le même échantillon attribuaient la responsabilité de ce changement à des causes anthropiques. Le climato-scepticisme semble donc être très peu représenté dans la presse indienne.
- Entre 2007 et 2009-10, la couverture médiatique du changement climatique a fortement augmenté. Cela est dû principalement au lancement d'un Plan national de lutte contre le changement climatique et du rôle central joué par l'Inde dans les différentes sessions de négociations internationales sur le climat.
- **Les discussions médiatiques sur le changement climatique en Inde ont la particularité d'être articulées autour d'une division « risque / responsabilité ».** Le phénomène est en effet très souvent abordé sous l'angle de la responsabilité des pays du « Nord » (notamment les Etats-Unis) face à la vulnérabilité des pays du « Sud » (en particulier l'Inde) face aux risques climatiques. La « *dépolitisation de la question de l'éventuelle contribution humaine au changement climatique* » est

²³ Feldman et al., 2011

²⁴ Feldman et al. 2011

²⁵ Cable News Network

supplantée par un fort cadre normatif et politique autour des risques (pour l'Inde) et de la responsabilité (du Nord) »²⁶. Ce cadre présente également l'avantage pour les élites indiennes représentées clientes de la presse quotidienne en langue anglaise d'occulter le débat sur l'équité entre le Nord et le Sud du pays en concentrant les critiques envers les pays du Nord.²⁷

- La prévalence de cette opposition dans les messages médiatiques indiens a pour conséquence de ne pas laisser place au doute sur la réalité du phénomène, **et explique le fort intérêt de la presse indienne pour les négociations climatiques annuelles, qui sont l'occasion de mettre en scène la confrontation entre pays du Sud et pays du Nord concernant la responsabilité historique de ces derniers et sur les solutions internationales à mettre en œuvre.**

Chine :

- **Les journaux chinois, à l'instar de ceux de l'ensemble des pays émergents étudiés, n'ont permis qu'une faible présence du « scepticisme » dans leurs colonnes.** Le volume d'articles concernant le changement climatique est comparativement plus faible sur la même période pour les journaux chinois que pour les autres publications.
- La question climatique a commencé à apparaître de manière importante dans les médias chinois à partir de l'année 2008. Avant cette période, il était peu courant de voir cette question traitée par les médias généralistes.
- **L'apparition du changement climatique comme un thème important dans les médias chinois, et l'absence quasi-complète de voix sceptiques dans ceux-ci, semble résulter d'une volonté politique forte.** Les autorités centrales, qui contrôlent étroitement les grands médias nationaux, ont fait du changement climatique un thème important pour la Chine, et, les principaux journaux tirant leur ligne éditoriale sur les questions internationales de l'agence officielle *Xinhua*, ont fixé l'orientation générale du discours médiatique sur le sujet.

Afrique du Sud :

- La presse sud-africaine ne s'est saisie que récemment de l'enjeu climatique. La tenue de la Conférence sur le Climat 2011 à Durban (COP17) a permis de fortement stimuler les débats au niveau national sur le changement climatique.
- La COP17 a également eu pour effet de contribuer à une meilleure sensibilisation du public sur un thème traditionnellement très peu présent dans les principales préoccupations nationales. Cependant, le regain d'intérêt récent pourrait n'être que temporaire si l'enjeu climatique reste marginal dans le faisceau de préoccupations politiques du pays.

²⁶ Boykoff 2009 ; Billett 2009

Brésil :

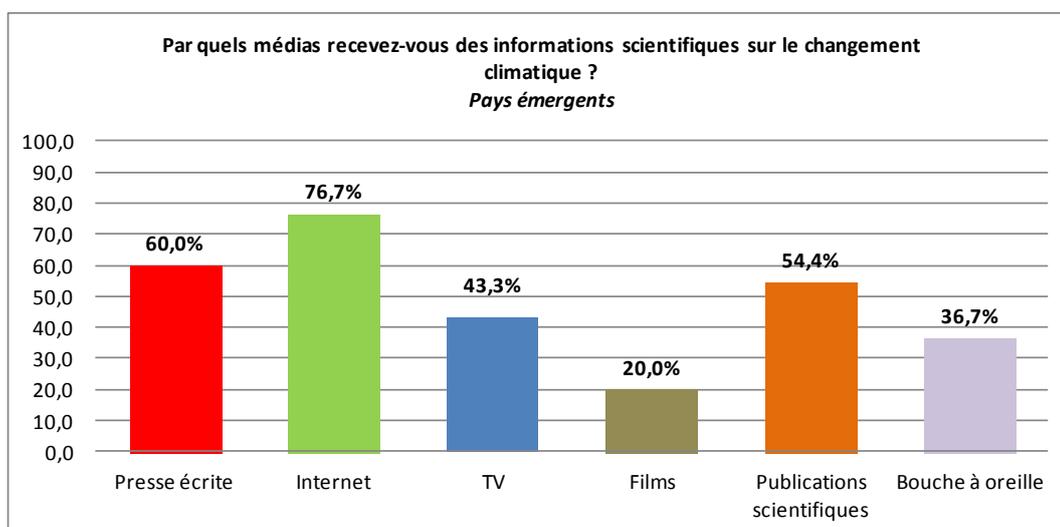
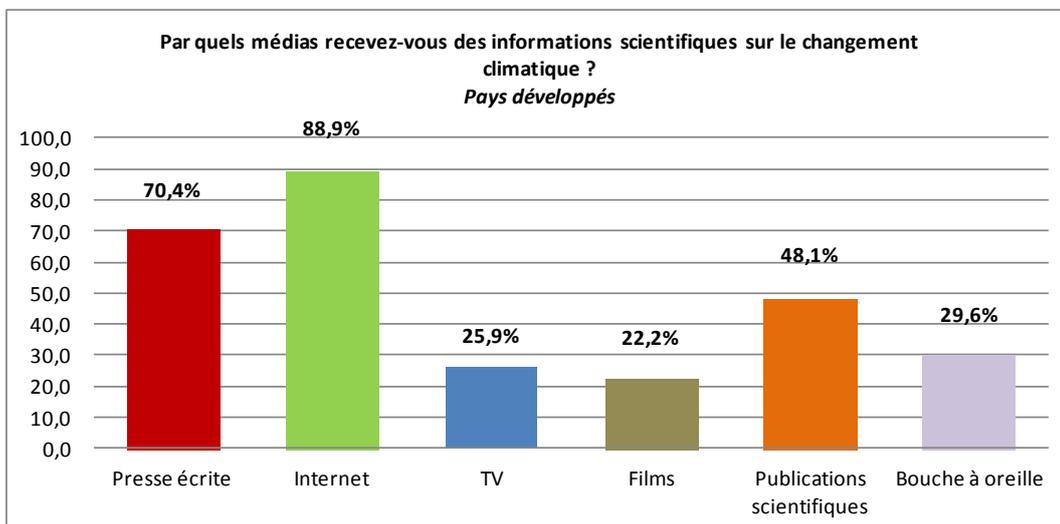
- L'analyse montre que la presse brésilienne n'a accordé virtuellement aucune place aux thèses climato-sceptiques au cours des dernières années. (Painter, 2011)
- La presse brésilienne était particulièrement présente à la conférence de Copenhague, ce qui dénote d'un fort intérêt pour la question climatique dans les médias généralistes de ce pays. De plus, **la presse brésilienne dispose d'une forte tradition de journalisme scientifique et environnemental** (les enjeux ayant trait à la forêt amazonienne revêtant une importance particulière au Brésil) qui a influencé les lignes éditoriales des principaux journaux dans le sens d'une « sous-couverture » des thèses sceptiques.

En conclusion, parmi les pays étudiés, il ressort de l'analyse que seuls les Etats-Unis ont connu, et continuent de connaître, une forte présence climato-sceptique dans leur presse écrite. Cette différenciation semble logique dans la mesure où le climato-scepticisme à grande échelle est un phénomène essentiellement anglo-saxon. Les médias des pays du Sud, pour des raisons relatives notamment au fonctionnement de la presse nationale et aux différentes préoccupations politiques de chaque pays, n'ont accordé qu'une place tout à fait limitée aux thèses climato-sceptiques.

2.3 Le rôle d'Internet

Internet constitue un canal de plus en plus important pour la transmission d'informations scientifiques sur le changement climatique, qu'elles s'inscrivent dans le « courant de consensus » créé par le GIEC ou en opposition à celui-ci. Le rôle toujours plus important d'Internet dans la transmission d'informations s'explique en partie par le fait qu'il est devenu **la première source d'information pour un nombre croissant d'individus, toutes catégories d'âge et catégories socioprofessionnelles confondues.**

Notre enquête réalisée lors de la COP17 tend à démontrer qu'Internet est le média le plus souvent cité par les publics très informés et actifs sur le changement climatique comme source principale d'information. Cette prépondérance d'Internet semble se confirmer à la fois dans les pays développés et également, même si à un degré moindre, dans les pays émergents.



La diversité des opinions disponibles sur Internet rend probable son utilisation comme instrument de confirmation des croyances individuelles. En effet, par un mécanisme déjà observé pour la presse partisane, les internautes à la recherche d'informations sur une thématique auront tendance à se diriger vers des sites défendant des thèses qui correspondent à ses croyances.

Les blogs :

- Le blog est devenu un puissant outil de transmission du discours scientifique. À la fois source d'information et lieu de discussion, la blogosphère joue un rôle de premier plan dans la diffusion des thèses climato-sceptiques, en particulier aux États-Unis mais aussi en France (*Entretiens Foucart et Macleod*). **Les blogs sont utilisés à la fois pour diffuser des idées engagées, mais également comme lieu d'une véritable guerre informationnelle :** publication de documents volés ou falsifiés, attaques par biais de blogs interposés, etc
- Sur le thème du changement climatique, on distingue généralement deux types de blogs :

- Des blogs tenus par des scientifiques,
 - Des blogs tenus par des particuliers passionnés par les questions climatiques (voir 1.4)
- Les blogs tenus par des scientifiques constituent les principaux lieux d'échanges où l'on trouve à la fois des commentaires de scientifiques sur l'actualité de la recherche (articles de blogs) et des réactions d'un public constitué naturellement d'autres scientifiques mais également de passionnés du sujet.
 - **Ces blogs sont souvent construits en réaction au climato-scepticisme et aux climato-sceptiques.** Par exemple, *RealClimate*, créé en 2004 par des scientifiques dont Gavin Schmidt et Michael Mann, doit son nom et sa devise (« *Climate science from climate scientists* ») à la **promesse d'offrir au public des commentaires de scientifiques du climat sur la recherche sur le climat, sous-entendant que les arguments sceptiques proviennent de non-scientifiques.** De la même manière, *Skeptical Science* se présente comme un argumentaire contre le climato-scepticisme (« *Getting skeptical about global warming skepticism* »). Cependant, tous les blogs tenus par des scientifiques qui travaillent sur le sujet ne sont pas sur la même position. Certains adoptent des vues plus modérées, comme Judith Curry, voire franchement climato-sceptiques, comme Roy Spencer. La première a créé le blog *Climate Etc*, tandis que le second a créé un site à son nom. Ces blogs sont essentiellement tenus par des scientifiques nord-américains et les discussions ont lieu quasiment exclusivement en anglais. **À en juger par les références dans les commentaires, le lectorat est très international, surtout concentré dans le monde anglo-saxon.**

Site	Articles	Commentaires	Comm. / art.	Art. / j.
Climate Etc.	452	155 548	344	0,9
RealClimate	274	80 218	293	0,2
Skeptical Science	1 074	55 006	51	1,0
Ciências Climáticas	267	20	< 1	0,4

Figure 12 : Volumétrie des principaux blogs tenus par des scientifiques

Véritable source alternative d'information, la blogosphère a joué et continue de jouer un rôle déterminant dans la diffusion de thèses scientifiques allant à l'encontre du consensus scientifique sur le changement climatique.

- En France, ce sont des blogs (le premier ayant été www.climato-sceptique.com), créés à partir de 2005 – 2006, qui ont permis la diffusion de thèses dites climato-sceptiques qui seront ensuite popularisées par des auteurs tels que Claude Allègre.
- Aux Etats-Unis, certains blogs « sceptiques » attirent de très importants volumes de visiteurs (en particulier le très influent *Watts Up With That*) et constituent la vraie base de diffusion des thèses climato-sceptiques, **même s'ils ne sont pas tenus par des scientifiques.** C'est ainsi sur Internet qu'a éclaté le scandale du *Climategate* avant que celui-ci ne soit repris dans les médias traditionnels.

- Pour certains publics, le blog a remplacé les médias traditionnels comme source d'information de confiance. Il contribue ainsi à un renversement de la chaîne de l'information traditionnelle : ce sont de plus en plus les blogs, et non les publications spécialisées ou les journalistes spécialisés dans les médias généralistes, qui détiennent l'initiative de la diffusion des informations scientifiques sur le climat. Cette réactivité permet aux blogs d'établir les termes du débat, et ils constituent en ce sens un outil particulièrement efficace pour tous les acteurs impliqués dans la diffusion d'informations scientifiques sur le changement climatique.

Les réseaux sociaux :

- Le public s'exprime également sur le discours scientifique sur la menace climatique sur les réseaux sociaux. Le type de conversation est naturellement très différent de celui qu'on trouve sur les blogs ou sur les forums. Le réseau social *Twitter*, bloqué en Chine, est utilisé massivement pour suivre et commenter l'actualité, les conférences et les sommets sur le climat.
- En Chine, Weibo, l'équivalent de Twitter, est devenu un des médias les plus puissants du pays (*Entretien Jonathan Watts*). Les réseaux sociaux et les blogs se développent également en Inde et au Brésil.
- Du 18 novembre 2011 au 15 février 2012, plus de 4 millions de tweets ont été échangés sur le sujet du climat, soit plus de 46 000 par jour. Le tableau ci-dessous détaille la volumétrie sur les pays du sous-ensemble des messages qui portent explicitement sur l'évolution du climat, la conférence de Durban, le GIEC ou sur les principaux scientifiques travaillant sur l'évolution du climat.

Pays	Tweets	Tweets / jour
États-Unis	442 700	2 419
Afrique du Sud	45 400	248
Brésil	40 100	218
France	28 200	154
Inde	20 400	111

Figure 13 : Volumétrie approximative des messages publics sur Twitter portant sur le changement climatique du 18/11/2011 au 15/02/2012 - Semiocast 2012

- Sur la même période, plus de 40 000 messages ont été postés sur *Weibo*, l'homologue chinois de *Twitter*. Ce chiffre est relativement faible par rapport au volume habituel de conversations sur ce réseau social, et en comparaison de *Twitter*. Cette faiblesse peut s'expliquer par plusieurs facteurs :

- ✓ **L'importance de l'usage de *Twitter* pendant Durban** (« *live twitting* ») comme pendant toute manifestation de ce type, comportement qui n'est pas aussi développé sur *Weibo* ;
- ✓ L'usage, dans le langage courant, en anglais et en portugais des expressions « *global warming* » et « *aquecimento global* », sans doute dû à la médiatisation du réchauffement climatique, pour faire référence à des phénomènes locaux sans rapport direct (caractère d'un individu, température dans une pièce), usage qui n'a pas forcément d'équivalent en chinois ;
- ✓ Les températures exceptionnellement douces aux États-Unis sur la période, qui ont été associées au réchauffement climatique.

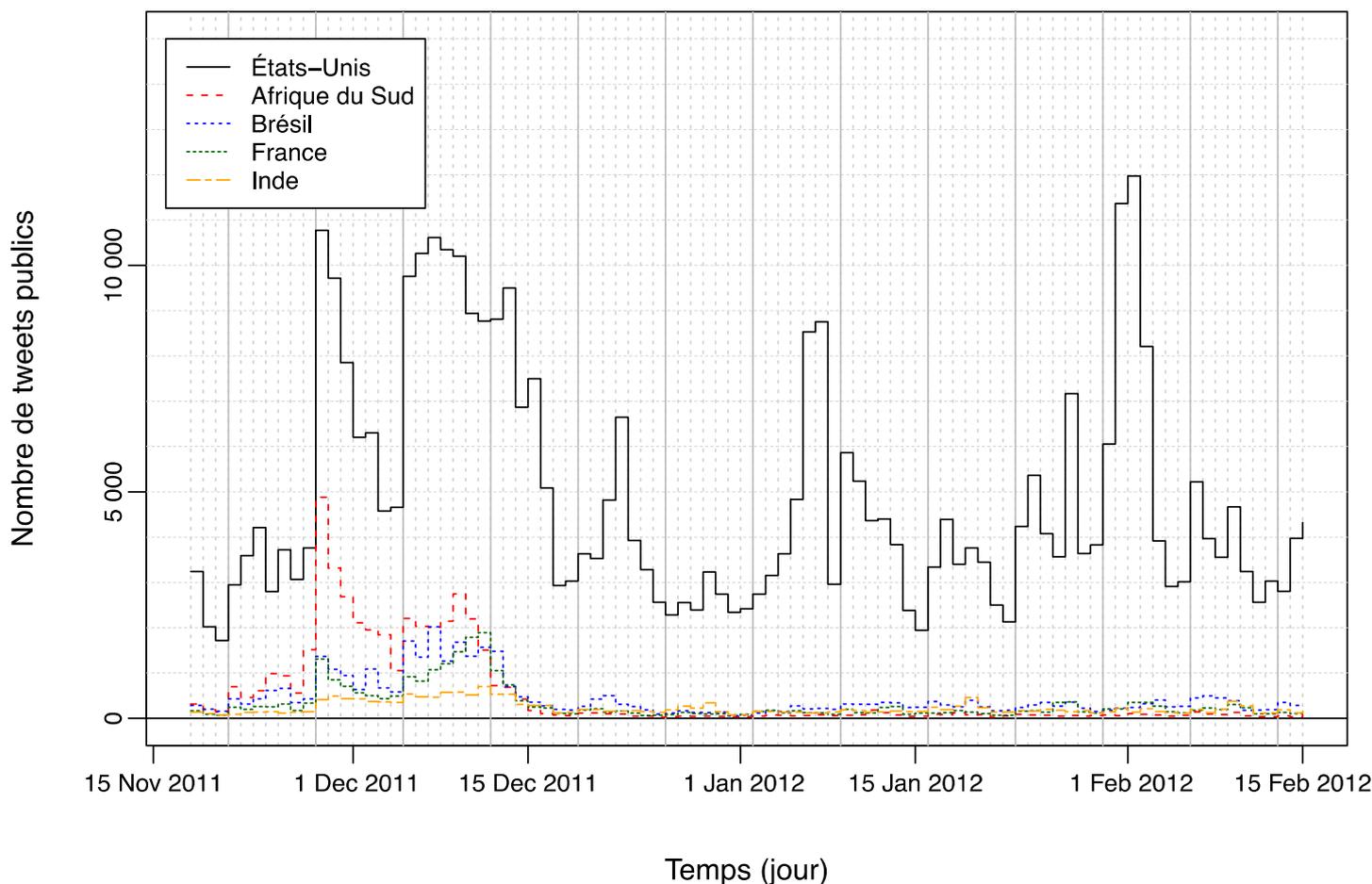
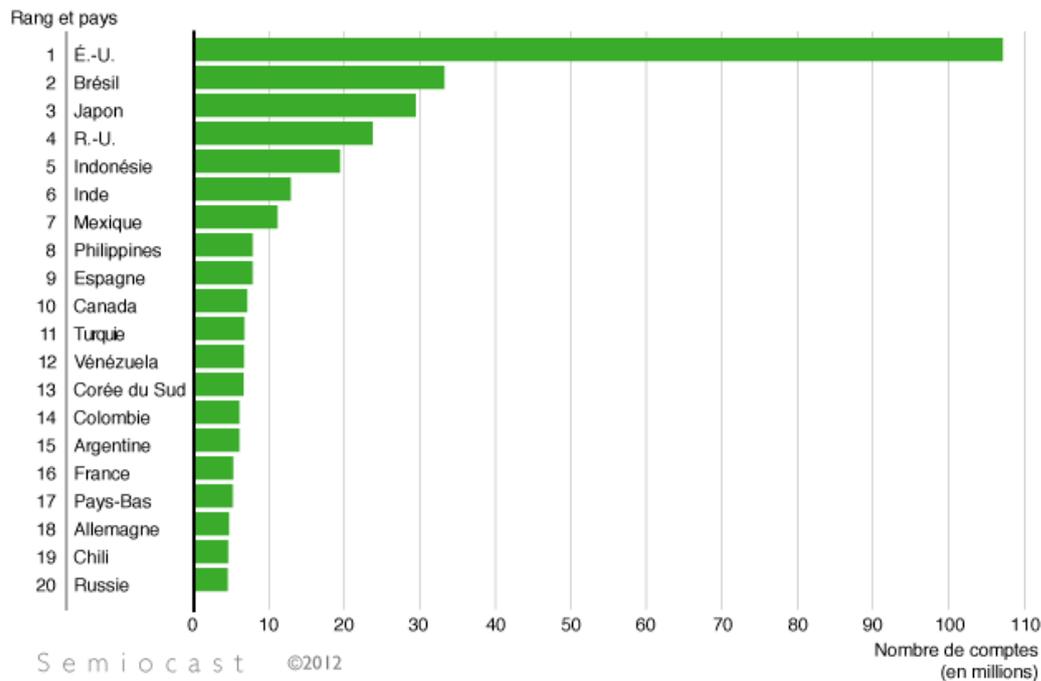


Figure 14 : Nombre de tweets publics par jour sur le sujet du changement climatique du 18 novembre 2011 au 15 février 2012 - Semiocast 2012

On observe que les tweets américains sont particulièrement nombreux sur la période étudiée. Ceci s'explique par la prédominance des utilisateurs américains sur le site Twitter, qui dépassent largement tous les autres utilisateurs d'autres pays. Semiocast a ainsi pu analyser la géolocalisation mondiale des tweets au 31/12/2011²⁸ :

²⁸ Semiocast : http://semiocast.com/publications/2012_01_31_5_2_millions_d_utilisateurs_de_twitter_en_france

Les 20 pays les plus importants en nombre de comptes Twitter (tout compte créé avant le 01-01-2012)



2.4 Messages et outils clés pour communiquer avec les opinions publiques

On observe deux principales approches utilisées par les différents acteurs pour communiquer avec les opinions publiques sur le sujet du climat : l'explication des processus scientifiques à l'œuvre d'une part, et l'observation des phénomènes pouvant résulter du changement climatique d'autre part.

La première approche fait appel à une compréhension des phénomènes scientifiques et à leurs conséquences, autour de notions complexes : « concentrations atmosphériques », « températures moyennes », « plateaux de températures », « cycles solaires »...

La seconde approche fait appel à la perception, à l'expérience vécue, et requiert a priori moins de connaissances scientifiques (fonte des glaces, perte de biodiversité, augmentation de la fréquence d'épisodes climatiques extrêmes, etc.).

Sur Internet, on observe que les conversations scientifiques et techniques portant sur l'explication du changement climatique ont lieu quasi-exclusivement sur les espaces de spécialistes (blogs de scientifiques ou d'experts, forums spécialisés, etc.).

On constate également que les commentaires rédigés par un public plus large intégrant des éléments du discours scientifiques sont exprimés dans un langage courant pour commenter des températures exceptionnellement élevées ou basses (*Semiocast*).



*Photo : Nomadéis (2009)
Amazonie*

3. Comportement des opinions publiques

3.1 Déterminants du comportement des opinions publiques

Le discours scientifique généré par les différentes sources explicitées lors de la première partie de ce rapport, après avoir été transmis et réinterprété par les médias, est transmis aux opinions publiques. La manière dont celles-ci reçoivent et interprètent ce discours dépend d'un ensemble de facteurs. Ils convient d'établir quels sont ces facteurs, quels rôles ils jouent dans la compréhension publique du changement climatique.

Dans « Etudier l'opinion », ouvrage placé sous la Direction de Xavier Marc et Jean-François Tchernia (et dont Ferenc Fodor, interviewé dans le cadre de la présente étude, est l'un des co-auteurs), on note : « *L'opinion est devenue un objet central des sociétés contemporaines... L'observations des opinions, et sa publication dans les organes de presse, dans les livres ou tout autre support, fait sens uniquement dans les sociétés démocratiques : tout citoyen est en effet autorisé à avoir connaissance des grands rapports de force des opinions qui structurent sa société, que ce soit sur des enjeux sociaux, économiques ou électoraux... Les études d'opinion, à leur échelle et à leur manière, participent de cette pluralité d'expression.* »

Tout en conservant à l'esprit que les contextes historiques et politiques des pays faisant l'objet de cette étude présentent des différences significatives, nous allons dans cette partie du rapport nous intéresser aux facteurs qui influent sur la perception individuelle du changement climatique.

Au niveau individuel :

Des analyses américaines ont montré qu'il existe **quatre croyances principales** dont la conjonction structure le niveau d'inquiétude, et donc de mobilisation, d'un individu sur le changement climatique²⁹ :

- Le changement climatique est réel,
- Il est causé par l'homme,
- Il est dangereux,
- Il existe des solutions pour l'atténuer.

De plus, des analyses ont montré que des individus convaincus qu'il existe un large **consensus scientifique** sur la réalité du changement climatique sont plus susceptibles d'adhérer à ces quatre croyances clés. **Ces individus sont ainsi plus enclins à soutenir la mise en œuvre de politiques publiques de lutte contre le changement climatique.** La perception publique d'un consensus scientifique apparaît donc comme un élément influant sur l'attitude individuelle vis-à-vis du changement climatique³⁰. Elle explique ainsi l'existence d'une campagne délibérée aux Etats-Unis visant à entretenir un doute sur la réalité d'un tel consensus.

²⁹ Krosnick 2006

³⁰ Din Ding et al., 2011

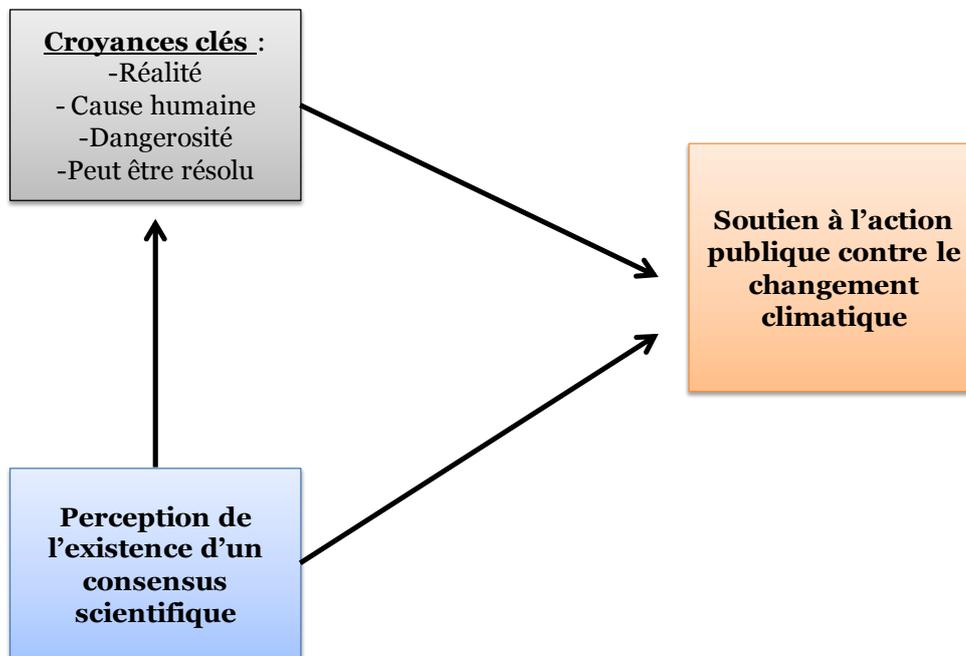


Figure 2 : Source Ding Ding et al.

Changement climatique : la question du consensus

La question du consensus scientifique sur le changement climatique est une question récurrente dans les débats. Au gré des différents rapports du GIEC et d'autres institutions, est apparue l'idée selon laquelle la théorie du changement climatique d'origine anthropique faisait de plus en plus consensus au sein de la communauté scientifique. Les opposants aux politiques de lutte contre le changement climatique refusent l'existence d'un tel consensus et affirment qu'il ne convient pas d'engager des politiques structurelles de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Plusieurs études ont cherché à « mesurer » l'étendue du consensus scientifique sur le changement climatique. Une première étude³¹, menée par Naomi Oreskes de l'Université de Californie à San Diego en 2004 sur 928 articles scientifiques relus par les pairs publiés entre 1993 et 2003, a montré que **75% des articles étudiés étaient en accord avec le consensus scientifique, alors que 25% ne faisaient aucun commentaire dans un sens ou dans un autre.**

Une autre étude³² a montré que sur 3 146 scientifiques de la Terre interrogés, 82% répondaient positivement à la question « Pensez-vous que l'activité humaine est un facteur qui contribue de manière significative aux changements dans les températures moyennes ? ». Cette étude a aussi montré que le niveau de réponse positive à cette question est corrélé au niveau d'implication et d'expertise des répondants. En d'autres termes, les scientifiques qui publient le plus sur le changement climatique sont sensiblement plus nombreux que les autres à être convaincus du rôle des activités humaines sur le climat. Ce résultat est confirmé par William Anderegg de l'Université Stanford³³ qui montre que 97 à 98% des experts sur les questions de climat sont en accord avec le consensus exprimé par le GIEC.

³¹ Oreskes 2004

³² Doran 2009

³³ Anderegg 2010

Il indique aussi que le nombre moyen de publications par les scientifiques sceptiques est deux fois moindre que celui des autres experts, qui apparaissent non seulement comme plus nombreux, mais également comme disposant d'une plus grande expertise.

Ainsi, si de nombreux points d'incertitudes demeurent sur différents aspects du changement climatique³⁴, son existence et son origine anthropique ne semblent plus faire de doute parmi les scientifiques impliqués sur cette question.

L'enquête réalisée à l'occasion de la COP17 tend à confirmer que les individus admettant l'existence d'un consensus scientifique sur la réalité du changement climatique sont enclins à être plus satisfaits vis-à-vis de leur gouvernement sur la question du climat. Elle tend également à confirmer que la très grande majorité des « élites » impliquées sur les questions de changement climatique reconnaît qu'il existe un consensus au sein de la communauté scientifique sur la réalité humaine du changement climatique ainsi que sur son origine anthropique.

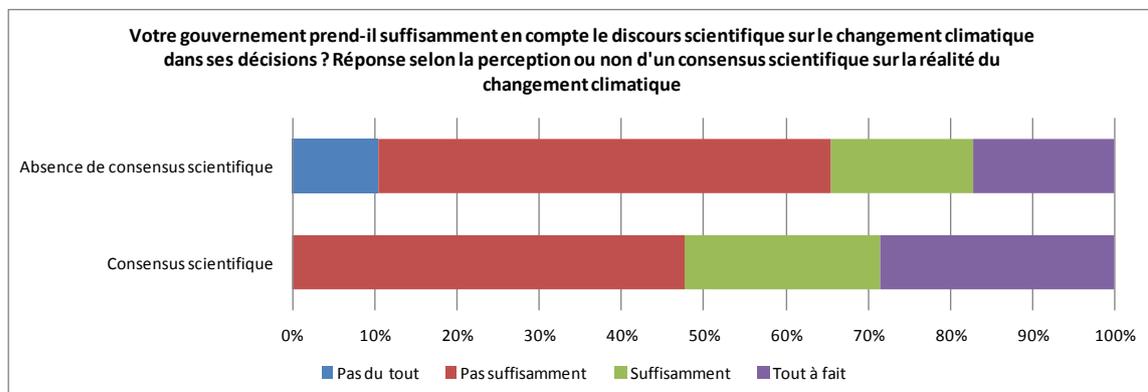


Figure 15 : Enquête Nomadéis (COP 17)

³⁴ <http://climate.nasa.gov/uncertainties/>

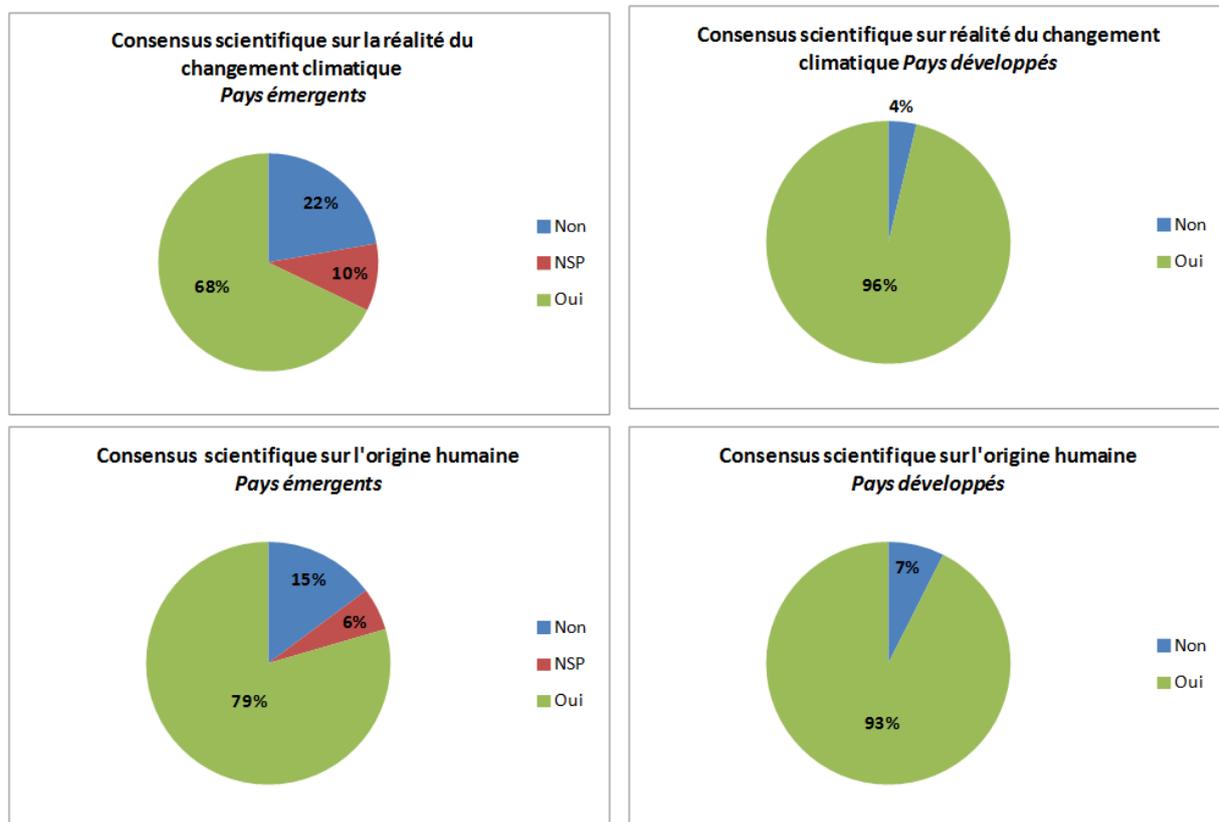


Figure 15bis : Enquête Nomadéis (COP 17)

D'autre part³⁵, des études menées aux Etats-Unis ont démontré que, de manière potentiellement contre-intuitive, le niveau d'inquiétude individuelle concernant le changement climatique n'augmente virtuellement pas avec le niveau de connaissances scientifiques. **Cependant, on observe que le niveau de connaissances scientifiques accentue la polarisation culturelle** : les individus a priori prédisposés par leurs valeurs à refuser la réalité du changement climatique ont des opinions encore plus affirmées quand ils disposent d'une culture scientifique plus forte. L'inverse est également vrai.

La figure 16 ci-dessous repose ainsi sur une grille d'analyse comparant les positions des individus selon leurs préférences sur la façon dont la société devrait être organisée. Cette grille est bâtie autour de deux curseurs : un curseur « société égalitaire vs. société hiérarchisée », et un curseur « société communautaire vs. société individualiste ». La position (concernant le changement climatique) des individus tendant à privilégier une société égalitaire et communautaire est ainsi comparée à celle des individus tendant à privilégier une société hiérarchique et individualiste, en croisant un troisième paramètre qui est celui de leur culture scientifique. Il ressort que les individus de culture « égalitaire communautaire », lorsqu'ils disposent d'une culture scientifique plus forte, ont plus tendance à considérer le changement climatique comme une menace que les individus de même culture mais disposant de connaissances scientifiques plus faibles.

A l'inverse, les individus de culture « hiérarchique individualiste » disposant d'une forte culture scientifique sont moins convaincus de la menace que représente le changement climatique que ceux qui disposent d'une culture scientifique plus faible. (Kahan, 2011).

³⁵ Kahan 2011

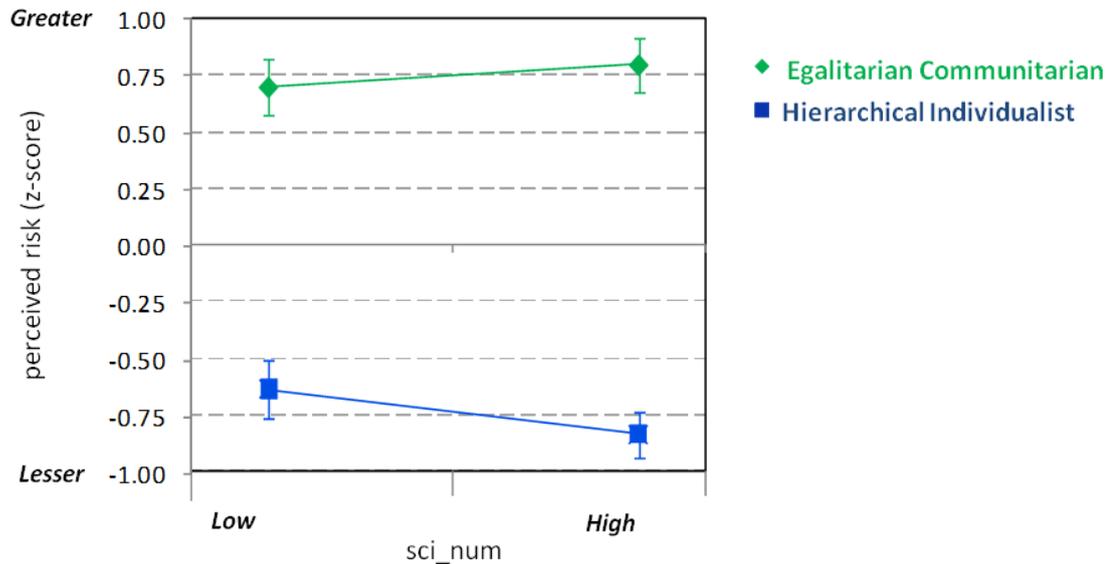


Figure 16 : évaluation de l'impact du niveau de connaissances scientifiques sur la polarisation culturelle des individus (Source : Kahan 2011)

Cette conclusion expliquerait pourquoi, en France, ce sont souvent des individus disposant d'une culture scientifique, notamment des ingénieurs, qui sont les plus mobilisés contre la science du climat (*Entretiens Foucart et Masson-Delmotte*).

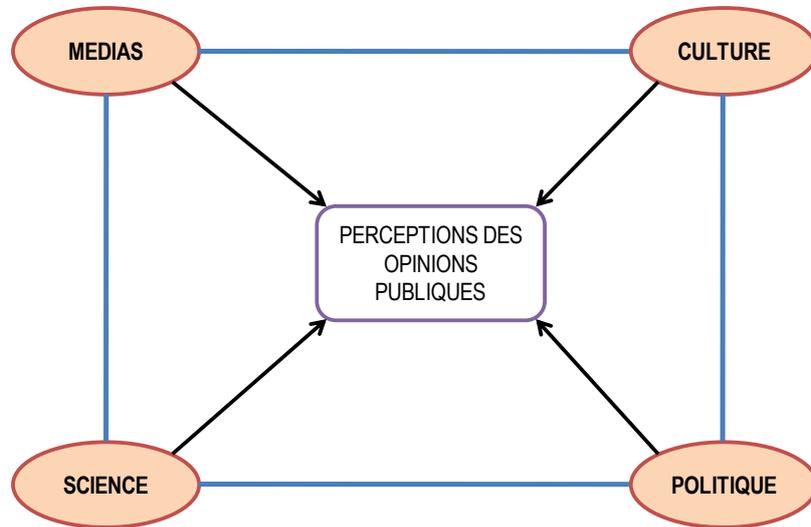
Les faits scientifiques sont perçus en fonction du prisme des valeurs ou de la culture d'un individu. Ceci explique pourquoi un même fait scientifique pourra être interprété de manière différente par des individus épousant des valeurs ou des visions du monde différentes. Ainsi, les individus qui ont une vision technocratique et scientifique de la société auront tendance à percevoir le changement climatique comme un enjeu qui sera résolu par la technologie et le progrès technique. Leur niveau d'inquiétude sera donc plus faible. (*Entretien Luc Ferry et TRACES*).

L'expérience directe d'un évènement climatique extrême ou de températures anormalement élevées tend à renforcer la croyance d'un individu dans la réalité du changement climatique. En effet, les individus ont tendance à associer ces phénomènes à un dérèglement du climat. **Un sondage américain publié en février 2012 montre que près de la moitié des individus qui croient en la réalité du changement climatique fondent leur opinion sur une observation directe de la météorologie locale. (University of Michigan, 2012) Ce résultat est confirmé par notre analyse du réseau social Twitter, sur lequel on observe, en particulier en Amérique du Nord, un pic d'activités concernant le changement climatique lors d'épisodes de températures anormalement élevées par rapport aux moyennes de saison.**

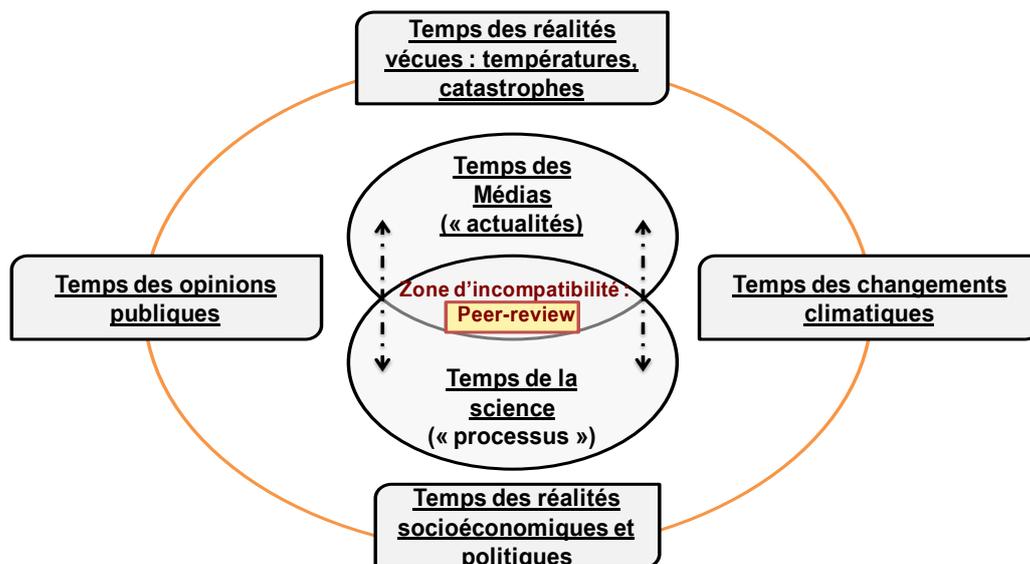
Les facteurs mentionnés précédemment étaient des facteurs individuels. Or, l'étude de l'opinion publique d'un pays et de son comportement face à une problématique particulière nécessite également de **situer l'analyse à un niveau agrégé**. L'opinion publique ne peut en effet se concevoir uniquement comme la somme d'opinions individuelles.

Au niveau agrégé :

Les perceptions publiques sur le changement climatique sont façonnées par une relation complexe et dynamique entre science, politique, culture et médias. Cette relation est dynamique car les préoccupations d'une société évoluent constamment, ainsi que ses valeurs (quoiqu'à un rythme moindre) et les circonstances politiques qui la structurent. Un problème public comme le changement climatique peut ainsi prendre plus ou moins d'importance selon le pays.



La complexité de cette relation provient pour partie d'un conflit entre des temporalités différentes. Il existe tout d'abord un conflit essentiel entre temps de la science, processus incrémental qui nécessite de nombreuses hésitations, critiques et remises en causes, et temps des médias, résolument inscrit dans l'immédiateté, l'actualité. Le phénomène même de changement climatique participe d'une temporalité longue, voire très longue : ses effets ne seront visibles à grande échelle qu'après plusieurs décennies. Cette temporalité rend sa perception directe (son observation) difficile pour les opinions publiques, et contribue à en faire un phénomène considéré comme distant (temps des réalités vécues). Ainsi, les préoccupations de court-terme, socioéconomiques, tendent à prendre le dessus dans l'opinion publique (temps des opinions publiques).



Une étude américaine récente (janvier 2012) tente de comprendre quels facteurs influencent le niveau d'inquiétude de l'opinion publique américaine concernant le changement climatique entre 2002 et 2010. **Elle teste l'influence de cinq facteurs : les évènements météorologiques extrêmes, le degré d'accès à une information scientifique fiable, la couverture médiatique, les déclarations des élites politiques à ce sujet ainsi que les mouvements de la société civile.** (Brulle 2012)

Cette étude a permis de repérer trois facteurs influençant de manière significative le niveau d'inquiétude de l'opinion américaine sur le changement climatique :

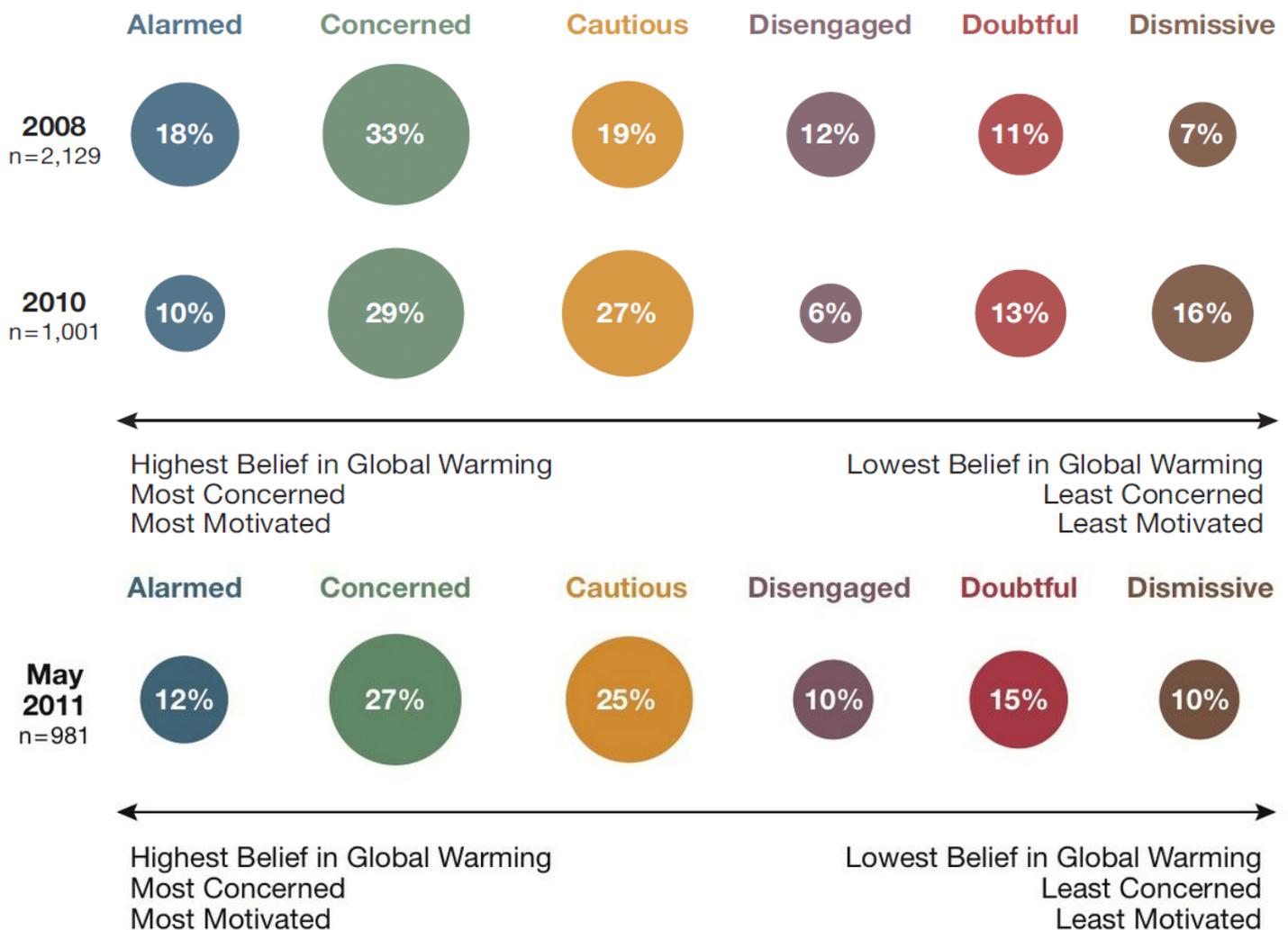
- **Les divisions politiques** : facteur influant le plus sur le niveau d'inquiétude de l'opinion publique. Les déclarations démocrates renforcent le niveau d'inquiétude, et les déclarations contraires républicaines la font diminuer. L'opinion publique américaine est en effet caractérisée par une forte polarisation politique. Ainsi, si la majorité des Démocrates (78%) et des Républicains (53%) croient en la réalité du changement climatique, seuls 14% des Républicains l'attribuent en premier lieu à des causes humaines. (Leiserowitz, Maibach, Roser Renouf, Hmielowski, 2011)
- **La couverture médiatique** : plus celle-ci est élevée, plus le niveau d'inquiétude dans l'opinion publique est élevé.
- **Ordre des priorités** : une société ne peut se concentrer que sur un nombre limité d'enjeux à la fois. D'autres problématiques, en particulier économiques, sont en concurrence avec le changement climatique pour l'attention du public, a fortiori à la date de rédaction du présent document. Ces problématiques détiennent l'avantage d'être identifiées comme plus proches.
- Cependant, Brulle montre que les évènements météorologiques extrêmes n'ont qu'une très faible influence sur le niveau agrégé d'inquiétude concernant le changement climatique. En effet, si ces évènements ont une influence sur la perception individuelle du changement climatique, ceux-ci n'ont pas atteint une échelle suffisamment importante pour avoir un impact qui puisse être mesurable à un niveau agrégé.

3.2 Diversité des profils observés

Comprendre de manière fine et précise les attitudes face au phénomène de changement climatique permet d'éviter une approche trop simpliste ou manichéenne de cette question. En effet, **loin d'une opposition entre « réchauffistes » et « sceptiques », il existe une grande diversité d'opinions au sein du grand public concernant le changement climatique.**

Des chercheurs américains (Leiserowitz et Maibach, 2008, 2010, 2011) établissent une **segmentation de l'opinion** américaine en **six catégories** (alarmés, inquiets, prudents, indifférents, sceptiques et dédaigneux) selon le niveau individuel de croyance et de mobilisation sur le sujet :

- **Alarmés** : individus pleinement convaincus de la réalité ainsi que de la gravité du changement climatique et ayant déjà engagé des actions individuelles et politiques en conséquence. Ces individus ne doutent pas de l'origine anthropique du changement climatique et pensent qu'il existe un fort consensus scientifique. De plus, les « alarmés » voient le changement climatique comme une menace pour eux-mêmes et pour les générations futures.
- **Inquiets** : individus convaincus de la réalité ainsi que de la gravité du changement climatique mais qui n'ont pas engagé d'actions à titre personnel. Les Inquiets pensent en majorité qu'il existe un consensus scientifique sur la réalité du changement climatique et sur sa nature anthropique. Ils considèrent le changement climatique comme une menace, mais de manière moins aigüe que les alarmés.
- **Prudents** : individus convaincus de la réalité du changement climatique, mais sans conviction ferme. Les Prudents sont divisés sur la question de la responsabilité humaine (50%), et plus d'un tiers pensent qu'il existe de forts désaccords parmi les scientifiques sur la réalité du changement climatique. Pour eux, le changement climatique ne représente pas une menace personnelle significative mais pourra avoir des effets sur les générations futures.
- **Indifférents** : individus sans aucune certitude sur le fait que le changement climatique soit réel, et qui pourraient le plus facilement changer d'opinion. Les Indifférents ont des connaissances limitées sur les causes ou les conséquences du changement climatique, et ont peu d'inquiétude à son sujet. Un tiers d'entre eux pensent que les activités humaines sont responsables et une majorité déclare ne pas disposer de suffisamment de connaissances pour savoir s'il existe un consensus scientifique.
- **Sceptiques** : les Sceptiques déclarent ne pas savoir si le changement climatique est une réalité, et ne pas considérer qu'il représente un sujet d'inquiétude. La plupart d'entre eux pensent qu'il existe un fort « dissensus » scientifique, et que si le changement climatique est avéré, il est le fait de causes naturelles. Ils se déclarent peu susceptibles de changer d'opinion sur le sujet et pensent de plus que le changement climatique n'affectera pas la population américaine avant une centaine d'années.
- **Dédaigneux** : individus convaincus que le changement climatique n'existe pas et que leur opinion sur le sujet ne peut pas évoluer. Ils se considèrent bien informés sur les causes, conséquences et solutions au changement climatique. Une majorité croit qu'il existe de forts désaccords au sein de la communauté scientifique, et près de 20% pensent qu'il existe un accord scientifique sur le fait que le changement climatique n'est pas une réalité.



Proportion represented by area

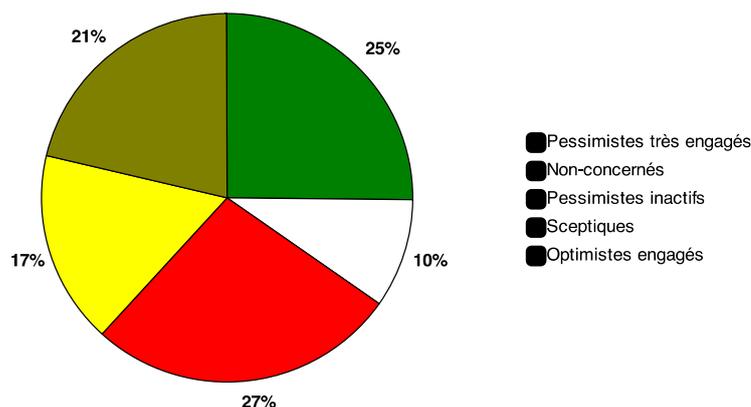
Source: Yale / George Mason University

Figure 17 : Segmentation de l'opinion publique américaine selon l'attitude vis-à-vis du changement climatique en 2008, 2010 et 2011 - Yale & George Mason University

Les séries de données ci-dessus (2008, 2010 et 2011) démontrent une polarisation légèrement croissante de l'opinion publique américaine entre 2008 et 2010, entre « réchauffistes durs et modérés » et « sceptiques convaincus », surtout à l'avantage de ces derniers (« sceptiques » et « dédaigneux » passant de 18% en 2008 à 29% en 2010). Toutefois, l'examen des données de 2011 est plus complexe, les tendances laissant entrevoir un rééquilibrage entre les différentes catégories. En 2010, les catégories « alarmés » et « inquiets » représentaient 39% des personnes interrogées, contre 29% pour les catégories « sceptiques » et « dédaigneux ». En 2011, le camp dur des sceptiques (« sceptiques » et « dédaigneux ») voyait son pourcentage baisser de 4% (au profit, peut-on raisonnablement penser, des indifférents).

Une autre étude réalisée par le Ministère français de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement segmente la population française selon la pratique individuelle vis-à-vis des questions d'environnement, comme suit : (MEDDTL 2011)

- Optimistes engagés
- Sceptiques
- Pessimistes inactifs
- Non concernés
- Pessimistes très engagés



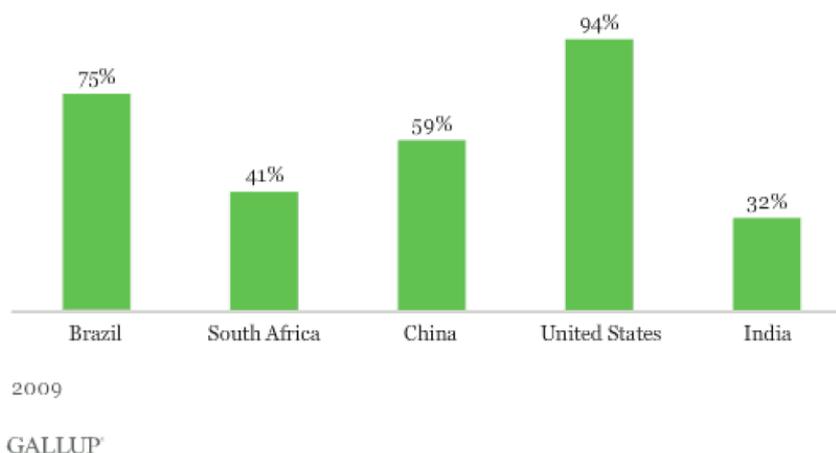
Source : SOeS-Ipsos, Enquête sur les pratiques environnementales des ménages, novembre 2010 - janvier 2011.

Les logiques de territoire et de niveau de développement ont également une influence importante : dans les pays tels que la Chine, l'Inde ou l'Afrique du Sud, il existe des différences de perception marquées entre une population urbaine généralement mieux informée sur le changement climatique, et une population rurale qui, sans disposer de connaissances approfondies sur le sujet, commence à ressentir ses effets supposés. (*Entretiens Watts, Macleod*)

3.3 Comparaison des pays concernés par l'étude

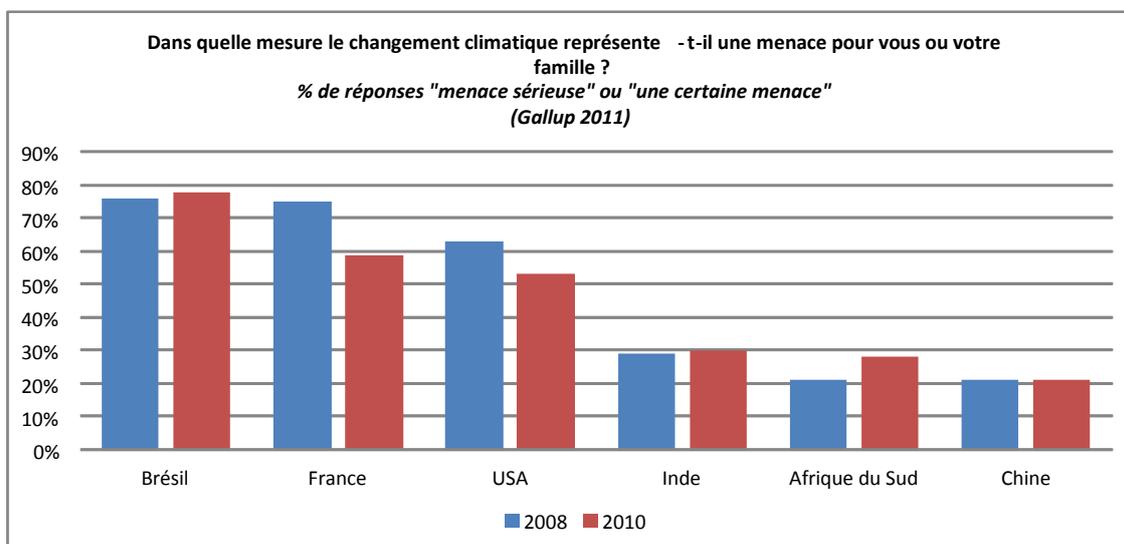
Niveau de connaissances : On observe au niveau international un lien entre niveau de développement et niveau de connaissance de la population sur le changement climatique. Ainsi, seuls 32% des Indiens déclarent disposer de connaissances à ce sujet, contre 94% des Américains. Le niveau de connaissances semble progresser dans les pays en développement (*Gallup 2010*).

How much do you know about global warming or climate change?
 % Aware (know something about it or know a great deal about it)



Perception de la menace et inquiétude : le niveau d'inquiétude de l'opinion publique a brusquement chuté en France et aux Etats-Unis entre 2008 et 2010 alors qu'il se situait à des niveaux relativement élevés en 2008 (*Gallup 2011, ADEME 2011*).

Dans les pays émergents, la perception d'une menace est relativement stable sur cette période. On note cependant que la population brésilienne exprime un haut niveau d'inquiétude, tandis qu'**en Chine, en Inde et en Afrique du Sud, moins d'une personne sur trois considère le changement climatique comme une menace directe.** (Gallup 2011)



Différentes enquêtes d'opinion réalisées dans de nombreux pays font ressortir une baisse significative de l'inquiétude par rapport au changement climatique entre l'année 2008 et l'année 2010. Cette évolution est particulièrement visible dans les pays développés, notamment aux Etats-Unis et en France.

D'après une étude de 2010³⁶, en 2008 le pourcentage d'américains admettant la réalité du changement climatique était de 71%, contre 57% en 2010. En France, la proportion d'individus reconnaissant que le changement climatique est suffisamment grave pour lancer des actions immédiates est passée de 79% en 2007 à 62% en 2010³⁷. Au même moment, en France, la perception d'un consensus scientifique sur le réchauffement de l'atmosphère est passée de 70% en 2009 à 51% en 2010 (voir figure ci-dessous).

Comment expliquer cette baisse sensible ?

Il apparaît qu'au début de l'année 2010, une série de facteurs ont entraîné une diminution significative de la mobilisation de l'opinion publique sur le changement climatique. Tout d'abord, la fin de l'année 2009 a été marquée par une très forte médiatisation de la conférence de **Copenhague** (voir 2.2.1) et par l'échec de celle-ci qui a pu mener à un « retour de balancier » au sein de l'opinion publique occidentale. En effet, en plus d'un sentiment d'échec et de rejet de la culpabilisation, les médias se sont largement dessaisis de la question climatique juste après cette conférence, ce qui a engendré une relative disparition de celle-ci de la liste des priorités politiques et économiques.

Ensuite, le début de l'année 2010 a vu l'éclosion de plusieurs polémiques internationales concernant les scientifiques du climat, au premier rang desquelles le

³⁶ Leiserowitz et al., 2010

³⁷ ADEME, Ministère de l'écologie, 2011

« **Climategate** ». Cette affaire a vu la publication sur internet de milliers d'emails de scientifiques de l'Université d'East Anglia et le lancement d'enquêtes pour évaluer si ces emails révélaient des falsifications ou des manipulations de données. **Une étude³⁸ américaine a montré que cette affaire avait eu un impact significatif sur l'opinion publique américaine, en particulier sur le niveau de confiance accordé aux scientifiques par les individus d'orientation conservatrice.**

Un autre aspect, potentiellement très important, réside dans le fort ralentissement de l'activité économique associé à une augmentation du chômage lors de l'année 2010. Selon une étude réalisée par des chercheurs de l'Université du Connecticut³⁹, « le déclin de la conviction concernant le changement climatique est très probablement entraîné par l'insécurité économique liée à la **Grande Récession** ». Ce faisant, « les explications alternatives populaires [...] – politisation partisane, couverture médiatique biaisée, fluctuations météorologiques – ne peuvent pas expliquer la soudaineté et le « *timing* » de ces tendances d'opinion ». L'importance de l'économie est corroborée par un sondage Gallup de 2011 qui montre que, entre 2008 et 2010, pour la première fois depuis 1985, une majorité d'Américains pensaient que l'économie devait prendre le pas sur la protection de l'environnement.

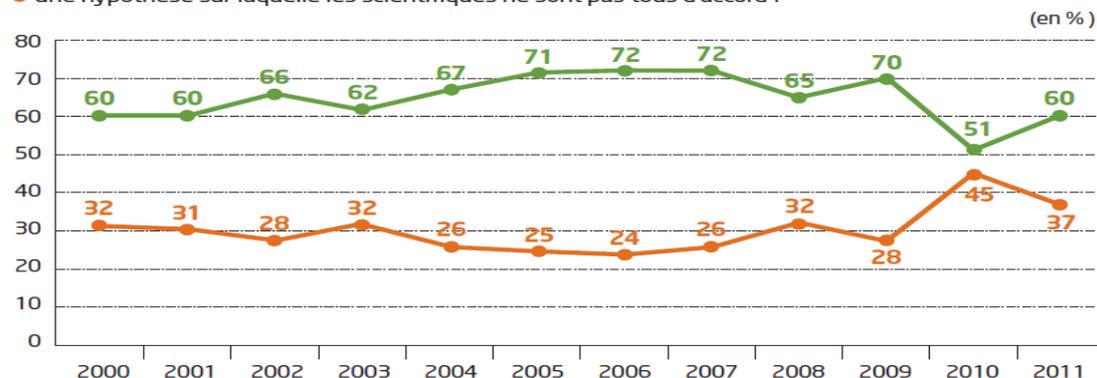
Le lien entre mobilisation sur le climat et activité économique expliquerait également pourquoi sur la même période, la première a diminué dans les pays développés et pas dans les pays émergents. Il indiquerait également que cette diminution n'est peut-être que temporaire.

On parle de l'augmentation de l'effet de serre qui entraînerait un réchauffement de l'atmosphère de la terre.

À votre avis, est-ce plutôt :

● une certitude pour la plupart des scientifiques ?

● une hypothèse sur laquelle les scientifiques ne sont pas tous d'accord ?



Source : enquête « Effet de serre » - GFK/ISL 2011 pour l'ADEME

Figure 3 Sondage ADEME 2011

Le changement climatique semble représenter un enjeu de faible priorité pour les opinions publiques américaine et française, loin derrière les préoccupations socioéconomiques.

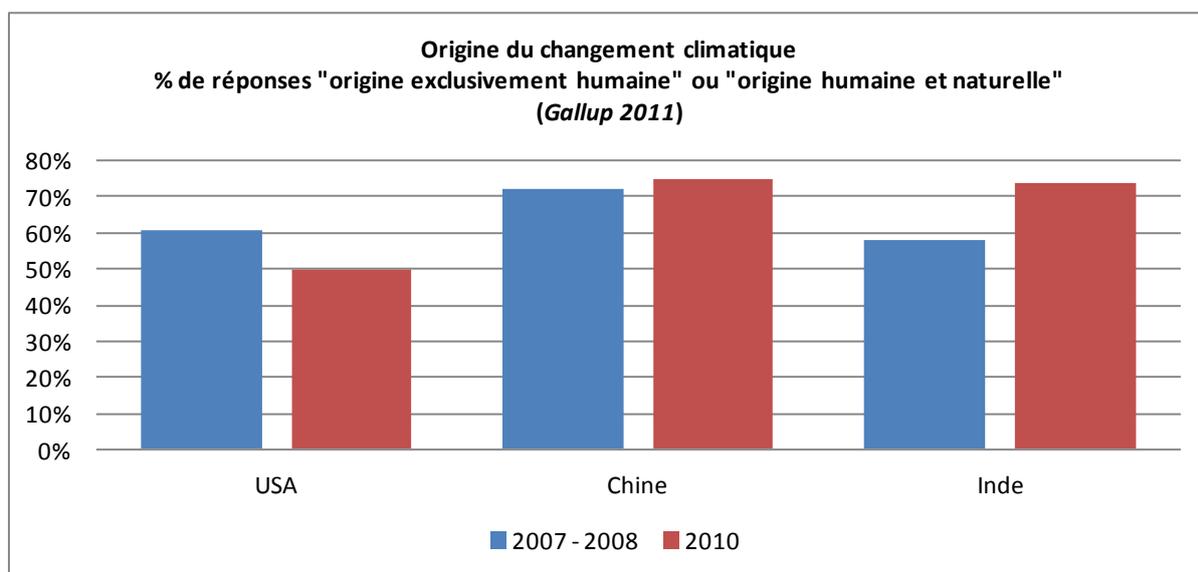
Le changement climatique et l'environnement n'arrivent qu'en 5^{ème} position des préoccupations principales des Français, derrière l'emploi, la hausse des prix, l'éducation et les inégalités, et à égalité avec les déficits publics. (ADEME 2011)

³⁸ Leiserowitz, A., Maibach, E., Roser-Renouf, C., Smith, N., et Dawson, E. (2010), *Climategate, public opinion, and the loss of trust. American Behavioral Scientist*

³⁹ Scruggs, Benegal, 2012

Aux Etats-Unis, parmi une liste de 9 enjeux environnementaux, le changement climatique arrive en dernière position après notamment la contamination des sols, de l'eau, et la pollution de l'air.⁴⁰

Origine anthropique : On observe une diminution de la croyance en la théorie d'un changement climatique d'origine anthropique aux Etats-Unis entre 2007-2008 et 2010. **Cette évolution contraste avec les opinions publiques indienne et chinoise, au sein desquelles cette croyance s'est au contraire renforcée sur la même période.**



Un récent sondage international réalisé par Gallup montre **la spécificité de l'opinion américaine, dont 47% semble penser que le changement climatique est un phénomène naturel.** Les sud-africains qui ont connaissance du phénomène ont des avis partagés sur la question de l'origine du changement climatique, alors qu'en Inde on observe un écart important au profit de l'origine anthropique (les deux pays étant relativement similaire en termes de niveau de connaissance de leur population sur le sujet).

En France, la très grande majorité de la population (80 %), estiment que le réchauffement climatique est un fait scientifiquement prouvé.⁴¹ **Cependant, un sondage récent montre que, depuis 2009, l'opinion publique française semble de moins en moins sûre de l'origine anthropique du phénomène⁴².** Ainsi, 44% des personnes interrogées expriment un doute quant à l'origine du changement climatique (cf. graphique page suivante).

⁴⁰ Water issues worry Americans most, global warming least

⁴¹ MEDDTL 2011

⁴² ADEME 2011

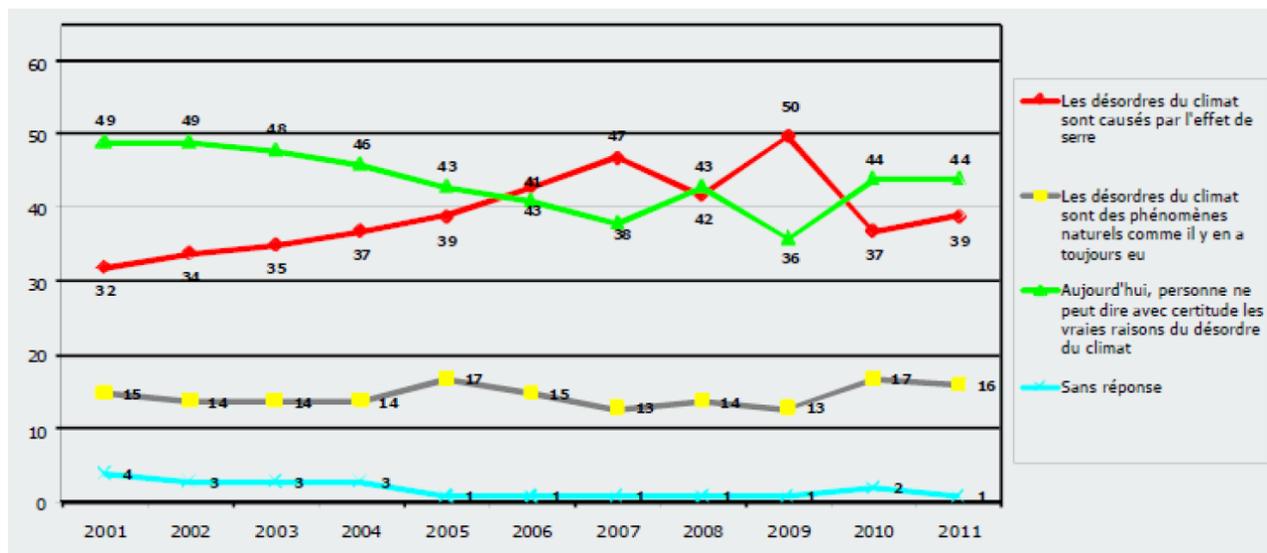
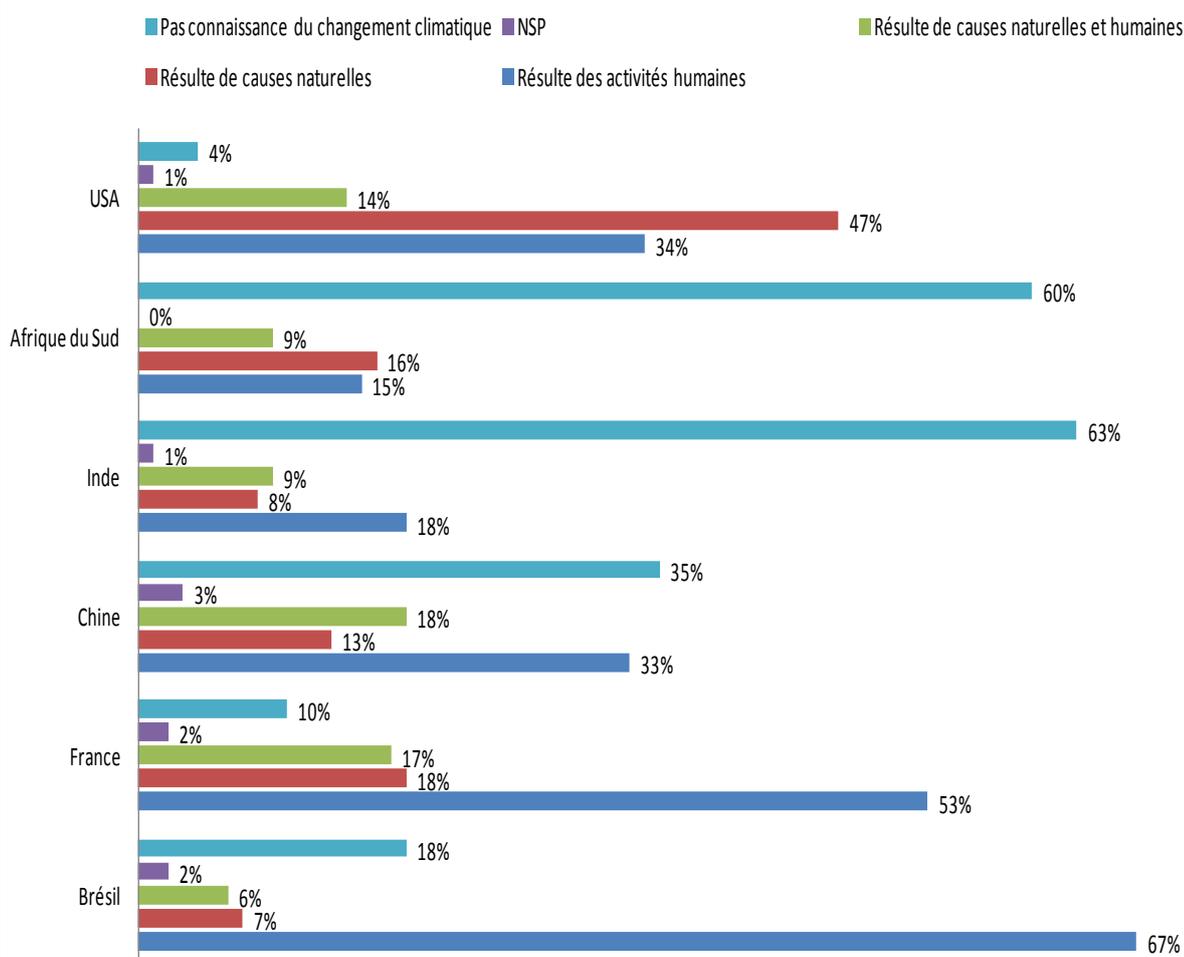


Figure 18 : ADEME 2011

Relativité des approches : notre analyse des espaces conversationnels sur Internet fait apparaître une division entre pays du Nord et pays du Sud concernant l'approche du phénomène climatique.

- Dans les espaces du Nord (États-Unis, France), les conversations sur les enjeux politiques se résument essentiellement aux rôles des lobbies industriels et du financement de la recherche.
- Dans les espaces du Sud (Inde, Afrique du Sud, Brésil, Chine), les conversations sur les enjeux politiques se focalisent sur les négociations internationales, le poids des grandes puissances et, pour les blogs « réchauffistes », sur l'urgence, thème quasiment absent des blogs similaires du Nord. (analyse Semiocast).

Origine du changement climatique (Gallup 2011)



3.4 Comportement des jeunes générations

Le projet ScenaRio 2012, créé et piloté par Nomadéis et la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol), est cofinancé par EDF, Veolia Environnement, la Caisse des Dépôts et Consignations et la Compagnie de Saint-Gobain. Il est soutenu par six agences des Nations Unies, l'Organisation internationale de la Francophonie, et est placé sous le haut patronage de S.A.S. le Prince Albert II de Monaco.

Le projet repose sur deux piliers : une série d'entretiens qualitatifs menés auprès d'un panel de 100 personnalités mondiales et une enquête réalisée durant les mois de février et mars 2012 par l'institut de sondage TNS opinion, à la demande de Nomadéis et de la Fondation pour l'innovation politique.

Cette étude a été réalisée selon les critères de *l'International Code of Marketing and Social Research Practice* de l'ICC (*International Chamber of Commerce*, www.iccwbo.org) et d'ESOMAR (*European society for Opinion and Marketing Research*, www.esomar.org).

L'objectif principal était d'interroger la jeunesse du monde (répondants âgés de 16 à 29 ans) sur la thématique environnementale couvrant aussi bien l'aspect économique, social et politique. Il s'agissait d'interroger les jeunes sur des thèmes variés tant sur leur perception du monde présent que sur leurs perceptions de l'avenir.

Plus de 30,000 personnes ont ainsi été interrogées dans 30 pays du monde : 1 000 personnes de 16 à 29 ans pour chaque pays. Les 30 pays retenus pour cette étude couvrent les cinq continents : l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Australie, le Brésil, le Canada, le Chili, la Chine, la Corée du Sud, l'Espagne, Les Etats-Unis, l'Equateur, la Finlande, la France, l'Inde, l'Indonésie, Israël, l'Italie, le Japon, le Kenya, Madagascar, le Maroc, le Mexique, le Nigéria, la Norvège, la Pologne, le Royaume-Uni, la Russie, le Sénégal, la Suède, la Turquie. Les résultats de ScenaRio 2012 ont été dévoilés à l'occasion de la conférence Rio+20 (publication disponible sur www.scenario2012.org).

Il ressort, sur un plan global, que les jeunes citoyens chinois et brésiliens, interrogés sur leur perception des plus grandes menaces pour la société, tendent à accorder une importance significative au changement climatique, suivis par les français, les sud-africains et dans une moindre mesure les indiens et les américains.

I am skeptical about global warming



→ Exemple de lecture du graphe ci-dessus : 14% des Brésiliens âgés de 16 à 29 ans déclarent soit que « le réchauffement climatique est un faux problème » soit que « le réchauffement climatique est un problème mais dont on exagère l'importance ». Les deux autres réponses proposées étaient « le réchauffement climatique est un problème, mais il est possible de trouver des solutions » et « le réchauffement climatique est un problème mais il est déjà trop tard ».

Un consensus semble se dessiner entre jeunes français, américains, brésiliens, chinois, indiens et sud-africains autour de l'idée selon laquelle « le réchauffement climatique est un problème et il est possible de trouver des solutions ». Pour ces six pays, seule une très petite minorité de répondants semblent en phase avec l'assertion selon laquelle « le réchauffement climatique est un faux problème et n'existe pas ».

Q12. Concernant le réchauffement climatique, diriez-vous que ... :

	Total	DE	ES	FI	FR	IT	PL	SE	UK	NO	CA	US	MX	EC	BR	CL
Total	29147	1005	1003	1007	1003	1005	1003	1008	1017	1002	1006	1004	1010	1000	1002	1009
C'est un faux problème cela n'existe pas	1189 4%	57 6%	12 1%	55 5%	23 2%	26 3%	86 9%	29 3%	40 4%	64 6%	42 4%	84 8%	4 0%	11 1%	29 3%	27 3%
C'est un problème mais il est exagéré	5387 18%	212 21%	126 13%	267 26%	179 18%	169 17%	339 34%	207 20%	303 30%	280 28%	216 22%	283 28%	47 5%	61 6%	111 11%	74 7%
C'est un problème et il est possible de trouver des solutions	18375 63%	535 53%	680 68%	594 59%	587 58%	632 63%	497 50%	670 66%	562 55%	562 56%	577 57%	555 55%	833 82%	709 71%	770 77%	695 69%
C'est un problème mais il est déjà trop tard	4009 14%	198 20%	184 18%	91 9%	214 21%	178 18%	78 8%	103 10%	112 11%	94 9%	168 17%	80 8%	125 12%	196 20%	91 9%	213 21%
Ne sait pas	186 1%	3 0%	1 0%	0 0	0 0	0 0	2 0%	0 0	0 0	1 0%	3 0%	1 0%	1 0%	23 2%	1 0%	0 0
Total "C'est un problème"	27771 95%	945 94%	990 99%	952 95%	980 98%	979 97%	914 91%	979 97%	977 96%	937 94%	961 96%	919 91%	1005 99%	966 97%	972 97%	982 97%

Q12. Concernant le réchauffement climatique, diriez-vous que ... :

	Total	AU	CN	IN	ID	JP	KR	RU	TR	IL	MA	ZA	KE	NG	SN
Total	29147	1009	1001	1000	1001	1004	1002	1002	1006	1002	1010	1008	1015	1000	1003
C'est un faux problème cela n'existe pas	1189 4%	63 6%	17 2%	38 4%	23 2%	49 5%	14 1%	78 8%	34 3%	46 5%	38 4%	63 6%	32 3%	78 8%	26 3%
C'est un problème mais il est exagéré	5387 18%	264 26%	136 14%	126 13%	51 5%	296 30%	135 13%	424 42%	168 17%	205 20%	141 14%	165 16%	99 10%	189 19%	113 11%
C'est un problème et il est possible de trouver des solutions	18375 63%	549 54%	701 70%	704 70%	852 85%	504 50%	682 68%	376 38%	504 50%	630 63%	688 68%	624 62%	670 66%	642 64%	792 79%
C'est un problème mais il est déjà trop tard	4009 14%	132 13%	146 15%	132 13%	76 8%	155 15%	172 17%	124 12%	300 30%	118 12%	141 14%	156 16%	94 9%	70 7%	70 7%
Ne sait pas	186 1%	1 0%	0 0	2 0%	3 0%	0 0	120 12%	21 2%	3 0%						
Total "C'est un problème"	27771 95%	945 94%	984 98%	962 96%	978 98%	955 95%	988 99%	924 92%	972 97%	954 95%	970 96%	945 94%	863 85%	901 90%	975 97%

Cela dit, il semblerait qu'une proportion de répondants relativement similaire d'un pays à l'autre (plus élevée pour les Etats-Unis et la France) semblent reconnaître l'existence d'un problème tout en affirmant qu'il est exagéré.

S'agissant de la **perception d'une menace climatique**, il semble que les jeunes américains et les jeunes français se sentent globalement les moins menacés et les jeunes brésiliens les plus menacés.

A noter que les jeunes indiens et les jeunes chinois semblent relativement indéterminés sur l'existence ou non d'une menace **qui les concernerait directement**.

Q13. A propos du réchauffement climatique, laquelle des trois propositions suivantes se rapproche le plus de ce que vous pensez :

	Total	DE	ES	FI	FR	IT	PL	SE	UK	NO	CA	US	MX	EC	BR	CL
Total	29147	1005	1003	1007	1003	1005	1003	1008	1017	1002	1006	1004	1010	1000	1002	1009
Vous ne vous sentez pas menacé et vous ne craignez pas pour vos enfants ni pour les générations futures	3541 12%	165 16%	95 9%	240 24%	68 7%	77 8%	226 23%	174 17%	177 17%	260 26%	107 11%	184 18%	55 5%	47 5%	44 4%	80 8%
Vous ne vous sentez pas menacé vous-même mais vous êtes inquiets pour vos enfants et pour les générations futures	13550 46%	550 55%	483 48%	599 60%	510 51%	511 51%	500 50%	618 61%	591 58%	587 59%	524 52%	510 51%	392 39%	317 32%	358 36%	405 40%
Vous vous sentez menacé vous-même et vous êtes inquiets pour vos enfants et pour les générations futures	11876 41%	290 29%	425 42%	168 17%	425 42%	417 41%	277 28%	216 21%	248 24%	153 15%	374 37%	308 31%	563 56%	619 62%	600 60%	524 52%
Ne sait pas	180 1%	1 0%	0 0	2 0%	1 0%	2 0%	0 0	17 2%	0 0	0 0						
Total "Vous ne vous sentez pas menacé"	17091 59%	714 71%	578 58%	839 83%	578 58%	588 59%	726 72%	792 79%	769 76%	847 85%	631 63%	694 69%	447 44%	364 36%	402 40%	485 48%

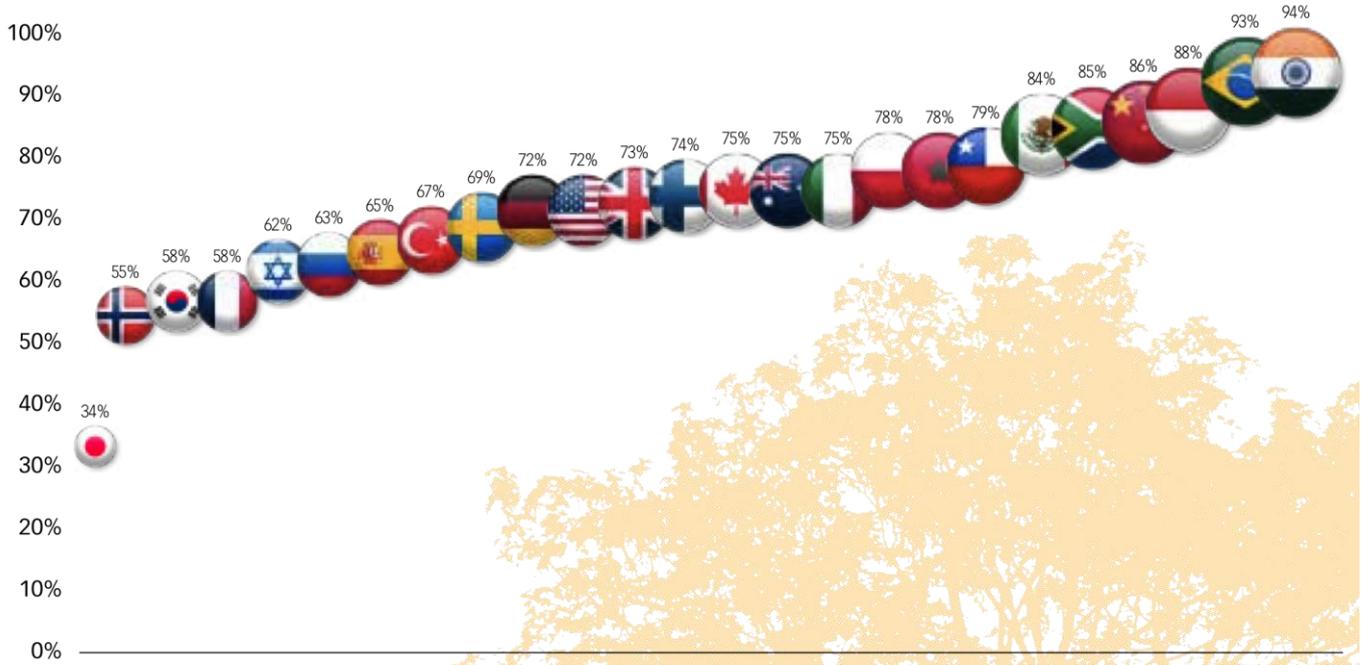
Q13. A propos du réchauffement climatique, laquelle des trois propositions suivantes se rapproche le plus de ce que vous pensez :

	Total	AU	CN	IN	ID	JP	KR	RU	TR	IL	MA	ZA	KE	NG	SN
Total	29147	1009	1001	1000	1001	1004	1002	1002	1006	1002	1010	1008	1015	1000	1003
Vous ne vous sentez pas menacé et vous ne craignez pas pour vos enfants ni pour les générations futures	3541 12%	170 17%	51 5%	100 10%	32 3%	107 11%	39 4%	180 18%	53 5%	161 16%	61 6%	134 13%	145 14%	201 20%	108 11%
Vous ne vous sentez pas menacé vous-même mais vous êtes inquiets pour vos enfants et pour les générations futures	13550 46%	570 56%	435 43%	395 40%	346 35%	467 47%	535 53%	525 52%	446 44%	556 55%	385 38%	407 40%	213 21%	442 44%	373 37%
Vous vous sentez menacé vous-même et vous êtes inquiets pour vos enfants et pour les générations futures	11876 41%	267 26%	515 51%	504 50%	623 62%	428 43%	428 43%	297 30%	507 50%	281 28%	561 56%	464 46%	550 54%	329 33%	515 51%
Ne sait pas	180 1%	3 0%	0 0	1 0%	0 0	2 0%	0 0	0 0	0 0	4 0%	3 0%	2 0%	107 11%	28 3%	7 1%
Total "Vous ne vous sentez pas menacé"	17091 59%	740 73%	486 49%	495 49%	378 38%	574 57%	574 57%	705 70%	499 50%	717 72%	446 44%	541 54%	358 35%	643 64%	481 48%

Par ailleurs et de façon plus générale, on note (cf. graphe et tableaux page suivante) que :

- **Les jeunes indiens, brésiliens, chinois et sud-africains s'estiment très bien informés sur les questions liées à l'environnement, mieux que les jeunes américains et que les jeunes français (vraisemblablement moins confiants quant à leur niveau d'information sur ces problématiques). Pourtant, on retient de la comparaison des pays concernés par l'étude (partie 3.3 du présent rapport) que les opinions publiques dans les pays émergents semblent caractérisées par un manque de connaissance relativement important du phénomène du changement climatique.**
- **Une majorité des jeunes répondants, en particulier les Indiens, Brésiliens, Sud-africains et Américains, semblent faire confiance aux scientifiques et aux experts pour préserver l'environnement.**

I consider myself well informed regarding environmental issues



Q9. Dans quelle mesure avez-vous confiance dans chacune des institutions, groupes et personnes suivants pour préserver l'environnement ?

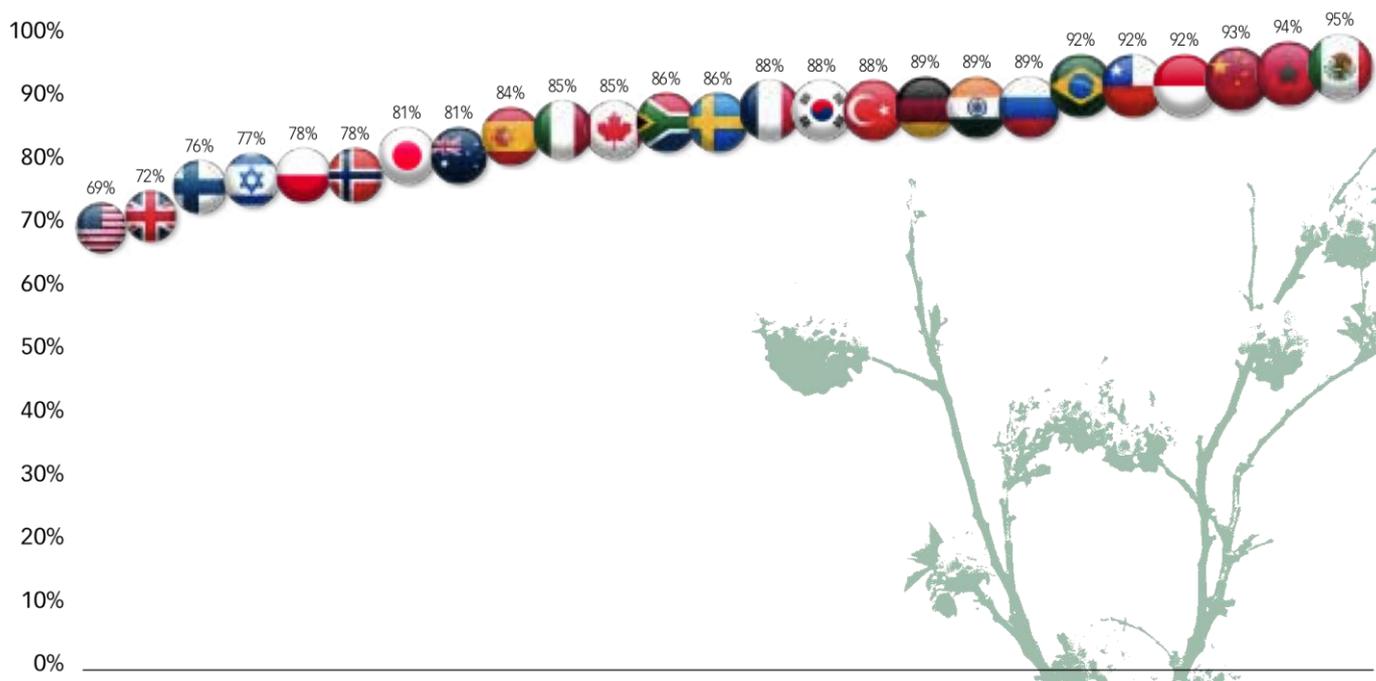
Les scientifiques et les experts

	Total	DE	ES	FI	FR	IT	PL	SE	UK	NO	CA	US	MX	EC	BR	CL
Total	29147	1005	1003	1007	1003	1005	1003	1008	1017	1002	1006	1004	1010	1000	1002	1009
Tout à fait confiance	6120 21%	137 14%	181 18%	163 16%	111 11%	101 10%	161 16%	171 17%	170 17%	161 16%	184 18%	117 12%	254 25%	188 19%	223 22%	155 15%
Plutôt confiance	15466 53%	545 54%	573 57%	552 55%	517 52%	629 63%	622 62%	641 64%	582 57%	584 58%	573 57%	614 61%	516 51%	414 41%	566 57%	494 49%
Plutôt pas confiance	5926 20%	261 26%	203 20%	255 25%	288 29%	223 22%	186 19%	163 16%	224 22%	211 21%	214 21%	208 21%	182 18%	266 27%	158 16%	270 27%
Pas du tout confiance	1502 5%	62 6%	45 5%	33 3%	87 9%	50 5%	33 3%	32 3%	40 4%	44 4%	35 3%	62 6%	54 5%	109 11%	54 5%	88 9%
Ne sait pas	133 0%	1 0%	1 0%	4 0%	1 0%	1 0%	1 0%	0 0%	1 0%	1 0%	0 0%	3 0%	3 0%	24 2%	1 0%	3 0%
Total "Confiance"	21586 74%	682 68%	754 75%	715 71%	628 63%	730 73%	783 78%	813 81%	752 74%	746 74%	757 75%	731 73%	771 76%	602 60%	789 79%	648 64%
Total "Pas confiance"	7427 25%	322 32%	248 25%	288 29%	375 37%	273 27%	219 22%	195 19%	264 26%	255 25%	249 25%	270 27%	236 23%	374 37%	212 21%	358 35%

	Total	AU	CN	IN	ID	JP	KR	RU	TR	IL	MA	ZA	KE	NG	SN
Total	29147	1009	1001	1000	1001	1004	1002	1002	1006	1002	1010	1008	1015	1000	1003
Tout à fait confiance	6120 21%	169 17%	158 16%	366 37%	307 31%	37 4%	81 8%	251 25%	319 32%	170 17%	518 51%	192 19%	241 24%	390 39%	444 44%
Plutôt confiance	15466 53%	615 61%	552 55%	481 48%	572 57%	518 52%	604 60%	566 56%	455 45%	599 60%	363 36%	568 56%	434 43%	390 39%	327 33%
Plutôt pas confiance	5926 20%	194 19%	237 24%	124 12%	108 11%	382 38%	286 29%	159 16%	171 17%	174 17%	76 8%	204 20%	213 21%	153 15%	129 13%
Pas du tout confiance	1502 5%	29 3%	50 5%	25 2%	12 1%	67 7%	29 3%	27 3%	60 6%	57 6%	34 3%	44 4%	98 10%	54 5%	88 9%
Ne sait pas	133 0%	1 0%	4 0%	5 0%	1 0%	0 0%	1 0%	0 0%	1 0%	2 0%	18 2%	0 0%	29 3%	12 1%	14 1%
Total "Confiance"	21586 74%	784 78%	710 71%	847 85%	880 88%	555 55%	685 68%	816 81%	774 77%	769 77%	881 87%	760 75%	676 67%	780 78%	771 77%
Total "Pas confiance"	7427 25%	224 22%	287 29%	149 15%	120 12%	449 45%	315 31%	186 19%	231 23%	231 23%	110 11%	248 25%	311 31%	208 21%	218 22%

Un point d'accord clair semble se dessiner dans le sens d'une priorité à accorder à la protection de l'environnement, même si cela ralentit le développement économique (tous pays confondus, dans une moindre mesure cependant pour les Etats-Unis, où l'on note malgré tout une progression manifeste de la prise de conscience des enjeux environnementaux parmi les 16-29 ans).

I think priority must be given to protecting the environment, even if this slows down economic development



Enfin, à la question de savoir ce à quoi ils pensent en premier lieu quand on parle de « protection de l'environnement », les jeunes français, les jeunes chinois, les jeunes indiens et les jeunes sud-africains mentionnent la lutte contre le réchauffement climatique en seconde position, après la lutte contre la pollution de l'air et la pollution de l'eau.

Les jeunes brésiliens placent quant à eux la lutte contre le réchauffement climatique en 3^{ème} position, après la préservation de la biodiversité et la lutte contre les pollutions de l'air et de l'eau, et les jeunes américains en 3^{ème} position également, après la lutte contre les pollutions et la préservation de la qualité de vie (cf. tableaux page suivante).

Q25a. Quand on parle de "protection de l'environnement", à quoi pensez-vous en premier lieu ?

	Total	DE	ES	FI	FR	IT	PL	SE	UK	NO	CA	US	MX	EC	BR	CL
Total	29147	1005	1003	1007	1003	1005	1003	1008	1017	1002	1006	1004	1010	1000	1002	1009
Lutter contre la pollution de l'air et de l'eau	9873 34%	406 40%	191 19%	410 41%	449 45%	504 50%	573 57%	250 25%	191 19%	208 21%	353 35%	343 34%	126 12%	161 16%	287 29%	95 9%
Préserver la biodiversité	4962 17%	150 15%	277 28%	144 14%	184 18%	135 13%	104 10%	180 18%	147 14%	219 22%	152 15%	90 9%	334 33%	276 28%	398 40%	285 28%
Lutter contre le réchauffement climatique	6069 21%	241 24%	271 27%	279 28%	207 21%	107 11%	70 7%	379 38%	288 28%	238 24%	223 22%	173 17%	247 24%	263 26%	138 14%	236 23%
Protéger les animaux et veiller à leur bien-être	2212 8%	90 9%	74 7%	60 6%	68 7%	62 6%	106 11%	77 8%	127 12%	124 12%	67 7%	94 9%	62 6%	105 11%	68 7%	78 8%
Préserver la beauté des paysages	2015 7%	75 8%	49 5%	49 5%	32 3%	56 6%	89 9%	66 7%	102 10%	101 10%	38 4%	85 8%	29 3%	49 5%	26 3%	70 7%
Préserver la qualité de vie là où vous vivez	3965 14%	39 4%	138 14%	66 7%	64 6%	141 14%	62 6%	56 6%	162 16%	111 11%	175 17%	220 22%	211 21%	139 14%	85 8%	245 24%
Ne sait pas	52 0%	2 0%	3 0%	0 0%	0 0%	0 0%	0 0%	1 0%	1 0%	2 0%	0 0%	0 0%	0 0%	7 1%	0 0%	0 0%

Q25a. Quand on parle de "protection de l'environnement", à quoi pensez-vous en premier lieu ?

	Total	AU	CN	IN	ID	JP	KR	RU	TR	IL	MA	ZA	KE	NG	SN
Total	29147	1009	1001	1000	1001	1004	1002	1002	1006	1002	1010	1008	1015	1000	1003
Lutter contre la pollution de l'air et de l'eau	9873 34%	224 22%	469 47%	334 33%	299 30%	394 39%	282 28%	688 69%	342 34%	470 47%	446 44%	299 30%	272 27%	298 30%	511 51%
Préserver la biodiversité	4962 17%	197 19%	168 17%	183 18%	191 19%	117 12%	98 10%	72 7%	167 17%	78 8%	54 5%	162 16%	142 14%	167 17%	94 9%
Lutter contre le réchauffement climatique	6069 21%	190 19%	177 18%	262 26%	262 26%	312 31%	351 35%	42 4%	190 19%	160 16%	98 10%	239 24%	113 11%	196 20%	115 11%
Protéger les animaux et veiller à leur bien-être	2212 8%	130 13%	45 5%	71 7%	31 3%	21 2%	34 3%	77 8%	56 6%	114 11%	20 2%	137 14%	89 9%	38 4%	87 9%
Préserver la beauté des paysages	2015 7%	100 10%	46 5%	34 3%	53 5%	121 12%	187 19%	6 1%	61 6%	89 9%	75 7%	30 3%	162 16%	59 6%	76 8%
Préserver la qualité de vie là où vous vivez	3965 14%	168 17%	96 10%	116 12%	164 16%	35 3%	51 5%	117 12%	189 19%	88 9%	317 31%	138 14%	221 22%	234 23%	120 12%
Ne sait pas	52 0%	1 0%	0 0%	1 0%	0 0%	4 0%	0 0%	0 0%	0 0%	3 0%	2 0%	3 0%	14 1%	8 1%	0 0%



Side-event ScenaRio 2012 à l'occasion de la Conférence des Nations Unies Rio+20 (20 juin 2012)

© João Luiz Bulcao / Nomadéis – Fondapol

3.5 Synthèse par pays

3.5.1 *Afrique du Sud*

En Afrique du Sud, le sujet du changement climatique demeure abstrait pour la plupart des habitants. L'organisation de la Conférence sur le climat à Durban en décembre 2011 (COP17) a sans doute permis de stimuler la prise de conscience nationale des enjeux et d'encourager le lancement de nouvelles initiatives de nature à sensibiliser la population, notamment les plus jeunes (cf. Entretien avec Fiona MacLeod : programmes d'éducation à destination des enfants, animations conduites jusque dans les zones rurales comme par exemple le Climate Change Train). Sans surprise, les médias sud-africains ont beaucoup plus traité de la COP17 que des autres conférences passées portant également sur le climat.

Il ne semble pas qu'il y ait un sentiment d'urgence dans le débat national, en l'absence pour le moment d'évolutions climatiques locales extrêmes, qui demeurent la voie de sensibilisation la plus directe. Le rôle de l'exploitation minière dans la croissance nationale est à l'origine d'une focalisation des débats sur les questions de protection de l'environnement et de lutte contre la pauvreté, le changement climatique semblant arriver en second plan.

Sur le Web, on observe à l'occasion de la Conférence de Durban que plus d'un message sur deux posté par les utilisateurs de Twitter géo-localisés en Afrique du Sud traite de la COP17.

Le blog COP17 - *Climate change talks* in Durban 2011 est un des rares blogs sud-africains dédiés au changement climatique. Ce blog, qui n'affiche pas de tendance climato sceptique, avait été lancé en novembre 2010 à l'occasion de la Conférence de Cancún. Il a notamment permis de relayer l'ensemble des manifestations organisées par la société civile pendant la Conférence de Durban, avec l'objectif de dépasser le seul cadre des négociations. Cependant, l'essentiel des articles commente le sommet officiel et notamment les négociations. Les commentateurs et l'auteur du blog apparaissent massivement convaincus de la nécessité de politiques publiques internationales pour lutter contre le changement climatique.

Les positions du Président sud-africain Jacob Zuma sont commentées, mais l'essentiel est constitué d'un *live-tweeting* (commentaires en direct) de la COP17, avec notamment des utilisateurs qui postent des photos du sommet.

À noter que les conflits d'intérêts et les soupçons sur le financement de la recherche des climatologues sont des thèmes quasiment absents en Afrique du Sud. Au contraire, on observe plutôt une attente de l'opinion publique vis à vis de prises de parole d'experts sur le sujet du climat. En d'autres termes, le débat en est encore à ses débuts en Afrique du Sud.

3.5.2 *Brésil*

Au Brésil, la réalité du changement climatique ne semble faire aucun doute. Près de 80% des Brésiliens attribuent le changement climatique aux activités humaines et 82% d'entre eux affirment en 2010 avoir au moins quelques connaissances sur le

changement climatique (CNI 2010). Il nous semble important de relativiser ces données en les confrontant à la réalité des fortes disparités socioéconomiques qui caractérisent le Brésil, rendant le sujet du climat secondaire pour une part importante de la population, confrontée à la pauvreté. Au-delà de la population urbaine en forte croissance, l'opinion publique brésilienne demeure également constituée de nombreux ruraux.

Comme pour l'ensemble des pays émergents, le scepticisme a une prise limitée dans le pays (on observe une absence de scepticisme organisé, malgré l'existence de quelques sites Web peu influents). On peut évoquer trois principales raisons : 80% de l'énergie produite au Brésil provient des énergies renouvelables (hydroélectricité en particulier) ; l'industrie des combustibles fossiles, très majoritairement détenue par l'Etat, ne ressent pas nécessairement de pression de la part de l'opinion publique, du fait de son rôle clé dans la croissance actuelle du pays ; le lobby agricole dispose d'un poids politique important au niveau national.

La présence, sur le territoire national, de la forêt amazonienne influence fortement la sensibilisation de la population aux problématiques de la préservation de la biodiversité et, secondairement, de l'impact possible de la menace climatique. L'opinion publique brésilienne semble donc plus sensible aux conséquences de la menace climatique sur le territoire et ses ressources naturelles, qu'aux débats de nature scientifique sur le sujet du climat.

Il semble qu'un des meilleurs leviers de sensibilisation de l'opinion publique brésilienne réside dans le fait de relier les phénomènes climatiques extrêmes (glissements de terrain, inondations, tornades, etc.) à la réalité d'une menace climatique (Cf. Entretien avec Liona Melo, une des journalistes ayant activement participé à la couverture médiatique de Rio+20).

3.5.3 Chine

Selon Gallup (2011), il existe en Chine un large consensus sur la réalité du changement climatique et sur son origine anthropique (75%). Cependant, seulement 34% d'entre eux semblent considérer le changement climatique comme une menace personnelle sérieuse, et 35% d'entre eux déclarent ne pas disposer de la moindre connaissance sur le changement climatique. On peut noter à ce stade l'absence quasi-complète de climato-sceptiques dans les médias chinois, qui suivent la ligne indiquée par le Gouvernement (ce dernier reconnaissant le caractère anthropique du réchauffement climatique). Si quelques voix sceptiques s'élèvent, la puissance économique et politique de l'appareil d'Etat chinois rend difficile le développement de positions alternatives à la position officielle.

Malgré un développement de la conscience environnementale au sein de la population chinoise, il demeure difficile à ce jour de cerner la réalité et la consistance d'une « opinion publique » au sens où nous pouvons l'entendre dans les pays occidentaux (développement plus limité de la culture des sondages, effet des censures, etc. : cf. page 31 du présent rapport).

Les habitants exclus de fait des sondages, par exemple parce qu'ils vivent en zone rurale, disposent en réalité de moyens limités pour formaliser leur position sur les enjeux climatiques et pour les relayer à l'échelle nationale ou internationale, alors qu'ils sont souvent les premiers à en subir les conséquences et à être impactés par le développement industriel du pays (cf. Entretien avec Jonathan Watts).

A l'inverse, on observe une volonté politique forte au niveau de l'Etat, en faveur notamment d'une mobilisation technologique accrue pour répondre aux défis environnementaux. De fait, les institutions étatiques conservent une influence significative sur les messages reçus par la population concernant le changement climatique.

L'analyse des médias chinois ne permet pas réellement d'identifier de véritables débats publics et/ou scientifiques sur le climat. A noter cependant que les rares sites de presse en ligne chinois en langue anglaise (comme par exemple *China Daily*, *Global Times* ou encore *China Dialogue*, édité par une ONG basée à Londres, San Francisco et Beijing) offrent des possibilités limitées aux internautes pour poster des commentaires. A noter également que la couverture des enjeux climatiques par la presse chinoise est récente (2008).

Si on observe les effets d'évènements tels que les Conférences internationales sur le climat, avec l'apparition de pics de conversation, il apparaît que sur la période analysée seulement 40 000 messages ont été postés sur Weibo, l'équivalent chinois de Twitter. Ce volume demeure relativement faible par rapport au volume habituel de conversations observable sur ce réseau social, et en comparaison de Twitter.

En parallèle, si le site *China Dialogue* demeure stable dans son nombre d'articles publiés, les commentaires suscités semblent en baisse. On ne peut cependant pas conclure pour autant à un désintérêt de l'opinion publique, pour laquelle l'utilisation des réseaux sociaux et plus largement des outils Web demeure un phénomène plus récent que dans les pays occidentaux.

On ne peut pour autant faire abstraction de l'influence grandissante des 500 millions d'internautes chinois, qui contribueront certainement à accélérer l'émergence d'une opinion publique et d'une conscience écologique, y compris sur les enjeux climatiques. On peut noter une activité croissante des ONG notamment dans le contexte d'accidents industriels (avec une sensibilité particulière sur les questions sanitaires), ainsi que l'engagement de la communauté intellectuelle (cf. la Charte08, signée notamment par Liu Xiaboo et qui fait référence aux enjeux relatifs à la protection de l'environnement).

3.5.4 Etats-Unis

D'après Gallup (2012), 94 % des américains déclarent disposer de connaissances sur le changement climatique. On observe comme en France une baisse de l'inquiétude depuis 2008 (Gallup, 2011).

Les Etats-Unis se caractérisent par une très forte polarisation politique de l'opinion publique sur les questions climatiques, avec pour conséquence une population divisée. Les valeurs jouent un rôle clé dans ce phénomène de polarisation, avec par exemple l'influence importante d'une idéologie conservatrice chrétienne tendant à refuser les conclusions scientifiques sur un nombre croissant de sujets (climat, mais aussi sciences de l'évolution, avec le débat sur le créationnisme, etc.).

On peut également mentionner l'influence de la culture du droit, le recours à la thèse du complot appliquée à la science (cf. la publicité accordée à la fuite des e-mails :

« *Climategate*⁴³ 1 et 2 »), l'idée de réduction des dépenses publiques et de la promotion d'un Etat moins intrusif, etc. L'ensemble de ces facteurs conditionne le schéma de perception des éléments du discours scientifique sur le climat par l'opinion publique américaine.

La polarisation de l'opinion s'explique également par la multiplication de campagnes de plaidoyer délibérées et systématiques, mises en œuvre notamment par les lobbys industriels afin d'installer le doute de manière durable au sein de l'opinion publique. Cette polarisation est renforcée par le relatif manque de nuances dans les positions et les argumentaires développés, qui entretient une vision manichéenne des enjeux, limitant de fait la possibilité que les débats puissent aboutir à un consensus.

Il ressort de la présente étude que les médias américains tendent à s'imposer comme règle quasiment « éthique » de donner la parole de manière équilibrée aux différents points de vue relatifs à un sujet donné, indépendamment de leur audience relative (à l'inverse de la France).

Internet et les réseaux sociaux, particulièrement développés aux Etats-Unis, jouent un rôle décisif dans la mesure où ils permettent aux minorités les plus actives de bénéficier d'une forte visibilité. Le débat d'experts sur le réchauffement climatique n'a lieu, sur Twitter et parmi les pays étudiés, qu'aux Etats-Unis.

Les réseaux sociaux bouleversent actuellement les jeux d'influence, en traduisant de façon instantanée l'état de l'opinion publique (pics en volume supérieurs à ceux de tous les autres pays). A noter cependant qu'il existe un biais lié à la difficulté de géolocaliser tous les utilisateurs de Twitter, certains n'appartenant pas nécessairement à l'opinion publique américaine. A noter également que de nombreux messages établissent un lien inédit entre réalité vécue localement (météorologie) et débat scientifique.

Il semble que des sites modérés tels que Le blog *Climate Etc.* tenu par Judith Curry (scientifique et climato-sceptique modérée) rencontrent un succès croissant, avec quasiment un article posté par jour, chaque article recevant en moyenne 350 commentaires.

Contrairement aux autres pays concernés par la présente étude, l'opinion publique américaine a affiché une mobilisation réduite au moment de la Conférence de Durban (cf. Rapport d'étude Semiocast).

Face à la complexité et à la diversité de l'opinion publique américaine (ressorts linguistiques, territoriaux, religieux, politiques, etc.), les études de comportements doivent être approfondies pour parvenir à établir des typologies robustes sur les positions de chaque sous-population relativement aux enjeux climatiques.

⁴³ L'affaire *Climategate* a marqué un tournant dans les conversations sur les blogs nord-américains. Sur le blog *RealClimate*, animé par une dizaine de scientifiques du climat depuis novembre 2004, le volume de commentaires est le plus important lors de ce scandale, qui a également propulsé le blog sceptique *Watts Up With That ?*, y générant une accélération du nombre d'articles. Cette accélération n'est cependant pas suivie par une augmentation des commentaires. Au-delà de cet événement majeur, on note fin 2011 une accélération des rebondissements, avec notamment des prises de positions de la part de politiques américains (Semiocast).

3.5.5 France

Même si la majorité des Français semble convaincue que le changement climatique est réel (88% : IPSOS 2010), nous constatons néanmoins une augmentation du scepticisme dans l'opinion publique depuis le premier semestre 2010 (donc de façon relativement tardive par rapport aux autres pays occidentaux), notamment en lien avec le poids médiatique des positions exprimées par Claude Allègre.

Cette baisse de l'inquiétude face à la menace climatique est observée du reste dans les autres pays occidentaux, avec une amorce de la tendance en 2008 (Cf. Gallup 2011). Le relatif échec du Sommet de Copenhague et le développement de la crise économique (dés 2007) ont contribué à cette tendance. A noter que les climato-sceptiques ont reçu une audience relativement faible dans les médias français, sauf en 2010. D'autre part, l'électricité étant très majoritairement d'origine nucléaire en France, il n'y a pas réellement eu de campagne financée par l'industrie fossile pour décrédibiliser les sciences du climat.

Il est important de souligner l'existence en France d'une spécificité « culturelle » (Cf. Entretien avec Valérie Masson-Delmotte), liée à une forte tradition cartésienne et « scientifique », ainsi qu'à un respect répandu du progrès technique. Cette tradition peut partiellement expliquer l'existence dans l'opinion d'un doute quant à la gravité de la menace climatique, relayé par certaines élites scientifiques. L'existence de cette culture du doute peut également alimenter une certaine difficulté à accepter la notion de « consensus scientifique ».

De fait, les conflits d'intérêts et les soupçons sur le financement de la recherche des climatologues sont des thèmes quasiment absents en France. Ces thèmes s'accompagnent souvent de prises de position inverses, sous l'angle du besoin pour les scientifiques de « plus prendre la parole ».

On observe une hausse importante du rôle des réseaux sociaux dans les débats nationaux sur le climat, surtout à partir de 2009. La présente étude rend compte de cette évolution notamment à travers l'analyse sémantique (Cf. Semiocast).

De façon synthétique, c'est une posture de « défiance » qui ressort des messages reflétant l'expression spontanée des internautes dans les contenus échangés sur les réseaux étudiés, notamment Twitter et Facebook. Cette défiance se manifeste généralement sous la forme d'un traitement ironique de l'information, que cette information porte sur l'avancée des négociations internationales et/ou sur les prises de position des deux principaux « camps » (sceptiques vs. réchauffistes). A noter que la polémique, en France, ne prend pas la forme d'un débat d'experts sur le réchauffement climatique au niveau des réseaux sociaux, mais plutôt sur les espaces spécialisés (par exemple le forum « Evolution du Climat » sur le site Info Climat : Cf. Rapport d'étude Semiocast).

Si on observe une baisse de la couverture médiatique entre le Sommet de Copenhague et le Sommet de Durban, qui traduit une démobilisation de la presse écrite sur le sujet du climat, on observe cependant que le ratio entre le nombre d'articles publiés et le nombre de commentaires suscités reste important et atteint même un niveau maximum lors du Sommet de Durban, ce qui semble traduire une mobilisation constante de l'opinion publique. Il serait intéressant de poursuivre le décryptage de ce phénomène, qui traduit d'une certaine façon une évolution du rôle des médias, face à une opinion publique désormais active sur leur propre terrain.

3.5.6 Inde

Parmi les principaux pays émetteurs de gaz à effet de serre, la population indienne semble se caractériser par un faible niveau de connaissance sur le changement climatique. D'après Gallup 2011, seuls 37% des adultes interrogés déclarent disposer d'au moins quelques connaissances sur le sujet. Ils sont cependant 74% à considérer que les activités humaines ont une part de responsabilité dans le changement climatique.

De fait, l'opinion publique indienne semble plus préoccupée par le thème de la « responsabilité » que par celui de la « réalité scientifique » du changement climatique. La rhétorique de l'opposition Nord-Sud, ainsi que l'insistance des médias indiens sur les besoins de développement du pays, tendent à occulter le débat sur la science du climat à proprement parler. La Conférence de Durban a été particulièrement suivie et commentée en Inde, les discussions portant principalement sur l'évolution des négociations internationales (avec de nombreux commentaires sur le retrait du Canada du Protocole de Kyoto). A noter également que comme pour le blog *China Dialogue*, l'essentiel des commentaires postés sur le blog *India Climate Portal* porte sur les politiques publiques en matière de climat.

Cette sensibilité particulière à la notion de responsabilité occidentale est à rapprocher d'une conscience collective de la vulnérabilité du territoire (démultipliée par les phénomènes climatiques extrêmes). Populations urbaines et rurales peuvent partager en Inde des préoccupations convergentes liées à des enjeux tels que la sécurité alimentaire, les risques naturels, etc.

La presse écrite conserve en Inde une influence importante et constitue une source essentielle d'information sur les enjeux climatiques. Son accès demeure réservé à une élite lettrée, que l'on retrouve partiellement parmi les utilisateurs d'Internet et des réseaux sociaux.

Le grand nombre d'ONG environnementales présentes dans le pays dispose d'une influence réelle sur l'état de l'opinion publique, et plus largement sur le débat politique national. Comme au Brésil, on observe une quasi-absence de lobbying organisé à grande échelle pour combattre les conclusions scientifiques sur le changement climatique.

Quelques traits communs propres aux pays émergents ressortent de ces synthèses nationales :

- ***Il existe un biais non négligeable des méthodes statistiques, qui tendent à sous-estimer l'importance de populations « silencieuses » pourtant directement menacées par les enjeux climatiques (ces populations disposent la plupart du temps d'un pouvoir politique limité) ;***
- ***Les personnes sollicitées dans les sondages renvoient souvent la responsabilité de la question climatique aux pouvoirs publics nationaux d'une part, et aux pays occidentaux d'autre part ;***
- ***Les climato-sceptiques bénéficient d'une influence limitée dans les pays émergents ;***

- **Enfin, les écarts de croissance entre économies émergentes et économies industrialisées placent le GIEC dans une situation difficile. Rappelons que son objectif visant à réduire de 25 à 40%, dans les pays développés, les émissions de gaz à effet de serre semble d'ores et déjà quasiment irréaliste. Dès lors, si les pays industrialisés ne sont pas en mesure d'honorer leurs engagements, comment attendre des pays émergents qu'ils acceptent de consentir des efforts de nature à impacter défavorablement leur croissance ?**

4. Leviers d'actions et recommandations

→Levier d'action N°1: Clarifier le rôle et le positionnement des scientifiques par rapport aux autres parties prenantes.

- **Mieux dissocier l'activité de « conseil » et d'appui aux processus de décision publique d'une part, de celle de diffusion des données et des études d'évaluation scientifique établies par le GIEC d'autre part.**

Nous constatons en effet une défiance progressive vis-à-vis du GIEC (cf. Introduction, p5 du présent rapport) allant de pair avec la baisse constatée de l'inquiétude des opinions publiques quant aux conséquences d'un réchauffement moyen des températures dès la fin des années 2000. Afin de redonner au GIEC la légitimité qu'il avait acquise dans les années 90, il nous semble important de mieux dissocier auprès des opinions publiques ce qui ressort de l'évaluation de résultats scientifiques (elle est généralement acceptée et perçue par les opinions publiques comme « neutre et universelle» , soumise à débat par définition), des activités de conseil scientifique auprès des décideurs politiques (qui intègrent forcément les conséquences socio-économiques, politiques et culturelles induites : cf. p8-9-22 du présent rapport). Sur le sujet de la crédibilité du GIEC, on pourra aussi se référer à l'étude *Different views ensure IPCC balance* (Ottmar Edenhofer, publiée en ligne dans *Nature Climate Change* 1, 229–230 en août 2011).

Initiatives récentes :

- On peut mentionner la nomination récente (janvier 2012) de la scientifique écossaise Anne Glover en tant que première conseillère scientifique à la Commission Européenne. Il existe d'autres exemples similaires dans l'administration américaine depuis l'élection de Barack Obama. Cela démontre une volonté louable de rapprocher dans les faits communauté scientifique (dont la mission première est de publier des résultats « objectifs ») et décideurs politiques, qui sont conseillés par un médiateur de haut niveau scientifique (cf. p6 du présent rapport).

- D'autre part, la plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services éco-systémiques (IPBES), organisme intergouvernemental indépendant du système des Nations Unies (pour la création duquel elles ont cependant donné leur accord fin 2010), semble également intégrer les enseignements relatifs à plusieurs années de fonctionnement du GIEC. L'IPBES a pour objectif affiché de réunir des experts scientifiques et des décideurs politiques du monde entier autour des enjeux relatifs à la perte de biodiversité mondiale entraînée par la dégradation des écosystèmes. Référence : rapport de travail issu de la dernière réunion (Panama) pour la mise en place de l'IPBES : <http://www.ipbes.net/news-centre11/230-report-of-ipbes-panama-meeting-now-available.html> (en particulier le point 5 + annexe 1, résolution appendice 1, partie C).

Recommandations :

- Rédiger un livre blanc visant à expliciter le rôle des scientifique en interaction avec les autres acteurs (publics, privés, non-gouvernementaux), introduisant des exemples de « bonnes pratiques » en France et à l'international et détaillant les modalités d'une coopération et d'un partenariat réussis. Un réseau d'« ambassadeurs » pourrait être créé au sein de la communauté scientifique pour porter les messages les plus importants.
- Créer une Commission de haut niveau sur le changement climatique, placée auprès du Premier Ministre. Cette Commission pourrait réunir des experts scientifiques mais aussi des experts issus de la société civile. Le fonctionnement d'une telle Commission devrait être basé sur un cahier des charges clair, répartissant avec précision les rôles de chaque partie prenante, pour permettre une communication cohérente et transparente sur son rôle et ses résultats. Elle pourra se décliner en groupes thématiques, chargées de fournir des avis éclairés au Gouvernement en amont de ses décisions les plus importantes.
- Après chaque principale étape des négociations internationales sur le climat, rédiger un livret d'information sur les points d'accord et de désaccord du document final. Ce livret pourrait aussi rendre compte des apports des scientifiques dans les débats et des positions exprimées par la société civile. Une telle action aiderait les opinions publiques à faire la différence entre les rôles des différents acteurs, et à mieux identifier les points et facteurs de blocage d'une part, et les avancées concrètes et pragmatiques d'autre part. On pourra ici se référer à l'étude de Paul G. Bain, Matthew J. Hornsey, Renata Bongiorno et Carla Jeffries (publiée dans *Nature Climate Change*, volume 2 en juillet 2012), qui indique que la gestion collective des risques est une façon intéressante de faire émerger un consensus autour de la question climatique, y compris en associant les sceptiques.
- Appuyer les initiatives visant à renforcer les moyens mis à disposition du GIEC pour faire face aux critiques et controverses le concernant (notamment aux Etats-Unis) : l'inclusion d'une dimension régionale dans le schéma de gouvernance du GIEC pourrait renforcer sa capacité à mieux communiquer avec les opinions publiques, précisément en prenant en compte l'influence des facteurs culturels.

→ Levier d'action N°2: Entreprendre un vaste effort de pédagogie à plusieurs dimensions et à plusieurs échelles.

- Centrer cet effort de pédagogie autour de la notion pivot de « complexité », caractéristique d'une approche de plus en plus globale des enjeux environnementaux, vecteur d' « incertitudes » pour les opinions publiques.

La nature complexe des grandes problématiques modernes (le climat, mais aussi les biotechnologies et l'éthique, les nanotechnologies et le principe de précaution, etc.) se traduit auprès des opinions publiques par l'apparition de controverses et d'un sentiment d'incertitude⁴⁴ (cf. approche des temporalités, p51 du présent rapport). Un immense effort pédagogique et collectif est requis (voir ci-après : éducation, formation, médiation transdisciplinaires) afin de tendre vers une meilleure maîtrise de ces questions. Cet effort est indispensable afin de construire les consensus nécessaires et apaisés autour des grandes questions scientifiques qui conditionneront le futur de nos démocraties. (cf. p44 du présent rapport). Il doit éviter toute logique de culpabilisation des opinions publiques. Nos travaux montrent (cf. p44) qu'il est indispensable de mieux expliquer la nature de la démarche scientifique en tant que « processus », reposant sur des mouvements permanents d'aller-retour entre observation et théorie, en intégrant la dimension fondatrice du « doute » et de l'humilité. C'est ainsi que l'on favorisera progressivement une meilleure compréhension de la nature des travaux du GIEC et de leurs résultats (cf. levier d'action N°1).

Initiatives récentes :

- En France, on peut mentionner l'intervention d'Alfredo Pena-Vega, sociologue à l'Institut interdisciplinaire d'anthropologie du contemporain (IIAC) (CNRS/EHESS) au Centre Edgar Morin (CNRS) sur le thème suivant : « Catastrophes environnementales, climatiques, globalisation : comment faire face à l'incertitude ? » (Conférence de presse « Quand l'homme prend peur »).
- On peut mentionner l'initiative menée en 2010-2011 par le Conseil d'analyse de la société, avec pour objectif d'apaiser la « querelle climatique » pour favoriser l'émergence de représentations objectives partagées, de nature à réduire la confusion ambiante. Le fait de canaliser les débats entre des personnalités emblématiques des différentes thèses a incité au dialogue, à la précision des arguments, à l'identification claire des points d'accord et de désaccord, étape essentielle pour guider les opinions publiques. « Objectif : dégager les critères humains, économiques et sociaux propres à légitimer une hiérarchisation des priorités d'une politique environnementale efficace et réaliste pour l'avenir ».

⁴⁴ Cf. Bibliographie : *Scepticism and uncertainty about climate change: dimensions, determinants and change over time*, Lorraine Whitmarsh.

- On peut également mentionner en France l'Université de tous les savoirs (UTLS), initiative du Gouvernement visant à vulgariser les dernières avancées de la science et qui constitue un point de référence intéressant.
- Dans son ouvrage « La Science, une ambition pour la France », l'astrophysicien André Brahic s'inquiète de l'absence trop fréquente des scientifiques parmi les députés, les élus, les responsables des grands médias, les membres de cabinets ministériels ou les états-majors des grandes entreprises. Cette absence contribue parfois à l'apparition d'attitudes « irrationnelles » de la part des opinions publiques dans leur lecture des enjeux environnementaux contemporains. Un enjeu consiste à expliquer dans quelle mesure la science est nécessaire à la démocratie (sa démarche et ses résultats sont essentiels pour l'éducation et la vie des citoyens), alors qu'elle n'est pas forcément démocratique dans son fonctionnement (aucune découverte n'a été réalisée par le vote d'une majorité).
- A l'international, on peut mentionner la plateforme IHDP, qui a vocation à encourager la recherche « innovante » autour de thèmes transversaux et à appuyer les scientifiques dans leur effort de coordination. De telles démarches, qui débouchent sur la constitution d'équipes internationales et transdisciplinaires, permettent par ailleurs de favoriser des approches de long-terme et présentent un intérêt réel face à la complexité des enjeux abordés dans la présente étude. A la condition toutefois qu'elles s'accompagnent d'efforts significatifs en matière de communication et de plaidoyer, pour créer les conditions d'une information effective et d'un dialogue enrichissant avec les opinions publiques.
- On peut également mentionner le travail passionnant initié par Biosphère II, site expérimental unique au monde propriété de l'Université d'Arizona (l'un des 10 plus importants centres académiques et scientifiques des Etats-Unis), qui reproduit le plus grand système écologique artificiel clos jamais construit. Sous la Direction du Professeur Joaquin Ruiz, et en lien avec des acteurs français (Fondation Veolia Environnement, sous la Direction de son délégué général Thierry Vandeveld), Biosphère II développe à la fois une activité de recherche scientifique de pointe et de communication pédagogique : le grand public est invité à venir dialoguer avec les équipes scientifiques travaillant sur le climat.

Recommandations :

- **Education :**
 - Concevoir une série d'expositions hybrides intégrant plusieurs dimensions (expériences vécues, art et culture, scénarios appuyés sur des données scientifiques, etc.), en lien avec des acteurs clés tels que la Cité des Sciences, mais aussi avec des lieux de recherche scientifique à proprement parler. Cette série d'expositions serait notamment destinée à promouvoir le processus d'appropriation de la science, en plaçant l'individu au centre de ce processus, comme s'il était lui-même engagé dans une démarche scientifique. La Cité des Sciences a initié une démarche de ce type en 2005 en organisant une exposition laissant une large place à l'interactivité (grâce notamment à des films, des forums et des jeux interactifs).

- Réaliser un panorama des « indicateurs phénoménologiques⁴⁵ » (évolution moyenne des températures terrestres, élévation moyenne du niveau des mers, modification de la pluviométrie, empreinte écologique, etc.), les relier entre eux et les expliciter (mode de construction de l'indicateur, explication de ses conséquences, etc.) pour favoriser une meilleure compréhension des travaux scientifiques sur le climat par les opinions publiques. Un tel exercice pourrait associer des pédagogues, des sondeurs, des sociologues et des professionnels des médias.
- Constituer un groupe de travail mixte, qui associerait les services du Ministère de l'éducation nationale et ceux du Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, avec pour objectif de réfléchir à une feuille de route et à des actions pilotes pour créer de nouveaux modules éducatifs sur les sciences du climat à l'intention des jeunes.

○ **Formation :**

- Créer un « kit d'information sur le climat » destiné aux élus français (dans la perspective d'une réplique ultérieure à plus grande échelle, européenne notamment) Un tel kit pourrait être constitué d'un « tronc commun » et de « modules » adaptables selon les contextes régionaux et nationaux. En effet, il ressort de notre étude que les politiques ont parfois plus de poids que les scientifiques eux-mêmes dans la communication de messages clés sur le changement climatique à destination des opinions publiques (cf. p24 du présent rapport).
- Lancer une campagne de media-training (en partenariat avec une agence spécialisée) à destination des principaux scientifiques français du climat, pour les aider à mieux communiquer et dialoguer avec les médias et avec les politiques. Cette campagne pourrait être testée auprès d'un échantillon de scientifiques « représentatifs » de différents profils, identifiés selon une grille de critères. Idéalement, de tels outils de formation des scientifiques à la communication sur leur métier et leur démarche devraient intégrer les spécificités régionales et les enseignements de la présente étude (cf. Entretiens avec Valérie Masson-Delmotte et Sébastien Blavier, et entretien avec Emma Archer pour s'inspirer des actions déjà conduites par le GIEC).
- Sensibiliser les présentateurs météo quant à leur impact sur la perception, par les opinions publiques, des phénomènes climatiques. En effet, jouer la carte de la proximité semble s'avérer un facteur clé de succès en matière de communication dans le champ du climat, en rapport à un réel besoin des opinions publiques en matière d'incarnation et de visualisation des enjeux (cf. p22 du

⁴⁵ Par analogie avec le courant philosophique éponyme, qui étudie la façon dont nous percevons un objet à travers des contenus accumulés tout au long de la vie (« couches de sens »), on entend par « indicateur phénoménologique » tout indicateur rendant compte d'une réalité, sans pour autant que cette réalité ne soit directement perceptible (Cf. Entretien avec le Groupe TRACES).

présent rapport). Les citoyens écoutent et croient les porteurs de messages dont ils considèrent qu'ils sont proches d'eux (c'est pour cette raison, du reste, que des présentateurs météo aux Etats-Unis ont déjà bénéficié de formations spécifiques visant à renforcer leurs compétences pour mieux « parler de changement climatique »).

○ **Médiation :**

- Créer un « médiateur du climat », qui aurait entre autres vocations celle de contribuer à l'installation progressive et durable des conditions d'un débat éclairé à l'échelle nationale voire européenne. Ce médiateur pourrait être adossé à une ou plusieurs structures existantes. Un site internet pourrait permettre de consulter les sujets soumis au médiateur, et de s'informer librement et à tout moment sur les points réels d'accord et de désaccord (« zones d'incertitudes assumées ») entre scientifiques selon les principales disciplines concernées, permettant ainsi d'accéder à une forme d'état de l'art, régulièrement actualisé, du « socle » de consensus et des sujets demeurant en cours de « révision par les pairs ». Des indicateurs de suivi devraient alors être créés en parallèle, afin de s'assurer de l'installation effective d'un débat public de plus en plus « éclairé ». Cette recommandation est d'autant plus importante dans les pays où la dimension scientifique du débat semble (à tort ou à raison) prévaloir sur sa dimension politique (France et Etats-Unis⁴⁶ par exemple). En favorisant une occupation de l'espace médiatique (notamment sur Internet), elle permettrait de contrebalancer le poids médiatique parfois très fort de groupes polémiques finalement minoritaires (cf. p11 du présent rapport).
- Compiler des synthèses « grand public » des rapports diffusés par le GIEC, pour appuyer son effort de communication auprès des opinions publiques. Mobiliser à ce titre tous les acteurs pertinents, parmi lesquels : l'Académie des Sciences, le Réseau Action Climat-France, etc.

→Levier d'action N°3: Systématiser un suivi régulier de l'état des opinions publiques par rapport à la problématique du climat.

- **Ce levier d'action impose de mieux cerner au préalable la réalité des opinions publiques, en prenant en compte la grande diversité des groupes sociaux qui les constituent et des facteurs spécifiques guidant leur comportement (cf. p54).**

Il s'agit d'affiner la compréhension du fonctionnement des opinions publiques, de mieux comprendre l'impact des valeurs culturelles sur la perception du discours scientifique sur le climat et de mieux cerner les grandes typologies comportementales en recourant à une approche mixte, quantitative et qualitative (cf. p53-54 du présent rapport). Plusieurs aspects doivent être pris en compte (fierté nationale, croissance économique, épuisement des ressources naturelles, etc.). C'est à cette condition qu'il sera possible de communiquer efficacement

⁴⁶ Cf. Rapport d'étude Semiocast (résumé).

avec les opinions publiques sur le sujet du climat. Les messages doivent être adaptés de la façon la plus fine possible aux différents profils et à leurs préoccupations prioritaires (plusieurs paramètres peuvent être croisés : lieu de vie, éducation, métier, contexte culturel, etc.). Un tel travail permettra de développer la connaissance des points de blocage et leviers de mobilisation.

Initiatives récentes :

- D'importantes études pionnières allant dans ce sens ont été conduites essentiellement par des chercheurs américains (2008-2011 : Leiserovitz, cf. bibliographie), aboutissant à une segmentation de l'opinion publique américaine en 6 catégories (cf. p54-55 du présent rapport). De même, une récente étude menée par le Ministère français de l'écologie propose une segmentation de la population française en 5 catégories.
- On peut également mentionner les travaux menés par Jean-Paul Bozonnet (« Climato-sceptiques en Europe ? », cf. bibliographie) présentés lors d'un Colloque international sur les controverses climatiques organisé en octobre 2010.

Recommandations :

- Créer un outil de type « Baromètre science – société – climat », fournissant de façon régulière des données comparables dans le temps. Le périmètre géographique de ce baromètre devra être adapté aux ressources existantes et pourra évoluer dans le temps. Une pré-étude de faisabilité devra être conduite (en lien avec différents acteurs dont l'ADEME), reposant sur plusieurs scénarios possibles. Des financements devront ensuite être recherchés, idéalement selon une approche mixte (association de ressources publiques et privées).
- Prévoir une déclinaison « jeunesse » du baromètre mentionné ci-dessus. En effet, il est essentiel pour les pouvoirs publics d'être proactifs et de créer rapidement les conditions d'un dialogue avec les 16-29 ans sur le sujet du discours scientifique sur le climat, afin de se préparer à « l'effet de génération » mis en évidence par le projet ScenaRio 2012 (cf. p62 et suivantes du présent rapport). Les jeunes générations, y compris dans les pays émergents (où leur poids démographique est particulièrement important), semblent privilégier la préservation de l'environnement par rapport au développement économique. Si cette tendance devait se confirmer au cours des prochaines années, les conséquences seraient significatives sur le comportement politique et les attentes exprimées par les opinions publiques dans les pays concernés. Par effet de ricochet, le comportement de ces pays dans les processus de négociations multilatérales sur le climat serait lui-aussi impacté.
- Prévoir une déclinaison « bloggeurs » du baromètre mentionné ci-dessus. En effet, cette population, rompue à la pratique du Web, à l'usage des réseaux sociaux et à la « mobilité numérique », semble être caractérisable par une certaine forme d'« homogénéité comportementale » d'un pays à l'autre, sans gommer totalement pour autant les différences socioéconomiques (niveau d'éducation, cadre de vie, etc.) et bien sûr culturelles. Il ressort de la présente étude que cette population dispose d'un

certain pouvoir d'influence et qu'elle constitue un relais relativement puissant vers les opinions publiques, en raison de l'usage croissant du Web et surtout de la multiplication des approches consistant à « challenger » les sources officielles du discours scientifique sur le climat en les confrontant aux « évaluations » et à la sagacité des commentateurs les plus respectés par leurs communautés.

- Etudier, grâce notamment à des études qualitatives appropriées (entretiens en face à face), les catégories de populations constituant la masse « invisible » des « abstentionnistes » (exclus volontairement ou involontairement des débats sur le Web, par exemple en raison de la fracture numérique ou de politiques nationales restrictives à l'égard de l'usage des réseaux sociaux). Ces populations sont souvent les plus vulnérables aux effets du changement climatique (cf. Entretien avec Jonathan Watts, « Perceptions locales et internationales »), sans pour autant en avoir conscience. Elles constituent un levier d'action certes difficile à mobiliser, mais potentiellement significatif. L'action de coopération internationale française, y compris en matière de coopération décentralisée, constitue de fait un puissant levier d'action à mobiliser pour transmettre des messages appropriés, par exemple dans le cadre de projets menés au niveau des territoires (renforcement des capacités, expositions à destination des jeunes, etc.). Il est également possible de communiquer vers ces populations en mobilisant des canaux d'information plus traditionnels, radiophoniques ou supports de presse écrite par exemple. Le réseau des acteurs de la société civile présents sur le terrain au contact de ces populations peut également contribuer à mieux communiquer avec elles.
- Compléter le « baromètre » par la création d'un processus de dialogue, pour faciliter et entretenir un processus d'échange dans la durée, par exemple sur le principe des « dialogues » mis en place sur le Web avant le Sommet de Rio+20 à l'initiative du Brésil. Cette initiative a « institutionnalisé » pour la première fois l'implication directe et formelle des acteurs de la société civile dans le processus de préparation du Sommet (création de dix groupes de travail thématiques, chargés d'identifier et de « faire remonter » chacun trois recommandations précises pour alimenter le travail des négociateurs).

→Levier d'action N°4: Créer les conditions d'une dynamique d'action collective au service des biens communs, grâce à la mobilisation des opinions publiques.

- Cette mobilisation passe par la prise de conscience de l'existence d'une communauté de destin (cf. les travaux d'Elinor Ostrom), qui permet de dépasser les querelles idéologiques et d'explorer de nouvelles pistes de solidarité.

Il est essentiel pour les pays industrialisés, parmi lesquels la France, de prêter une attention accrue aux réussites des efforts diplomatiques multilatéraux associant plusieurs pays du Sud, et de dépasser les désaccords sémantiques identifiés, par exemple autour de notions telles que celle de « sanctuarisation » des espaces naturels. Les opinions

publiques (en particulier les jeunes générations, cf. supra) constituent des relais puissants pour peser sur les positions diplomatiques adoptées par les différents pays dans le cadre des négociations internationales sur le climat.

Initiatives récentes :

- Dans ses travaux, Elinor Ostrom étudie des exemples concrets de mobilisation collective visant à préserver des ressources naturelles vitales à l'échelle des territoires. Apparaissent ainsi des modèles alternatifs basés sur l'auto-organisation et qui offrent une « troisième voie » de l'action des sociétés humaines pour gérer les biens communs.
- A l'occasion de Rio+20, trente pays des trois grands bassins forestiers tropicaux d'Amazonie, du Congo et de l'Asie du Sud-Est (80% des forêts tropicales de la planète) ont manifesté la volonté de signer un accord fixant des objectifs de coopération concrets. Bien que cet accord n'ait pas encore pu aboutir, il tend à démontrer une dynamique de négociation entre pays du Sud.

Recommandations :

- Réaliser des études complémentaires pour mieux comprendre les mécanismes pouvant expliquer la formation des « quasi-consensus générationnels » pré-identifiés dans le cadre de l'enquête ScenaRio 2012 (en particulier : la croyance des 16-29 ans dans la possibilité de combiner progrès matériel et préservation de l'environnement et dans la nécessité d'arbitrer le cas échéant en faveur de l'environnement, quitte à ralentir la croissance économique, idée à laquelle ne s'opposent « que » 30% des jeunes américains interrogés).
- Accélérer la mise en œuvre des plans d'adaptation territoriaux et encourager la mobilisation et la participation de l'ensemble des parties prenantes. A cet égard, l'article de Paul Bain, fruit d'une étude⁴⁷ des comportements aux Etats-Unis parue en juin 2012 dans *Nature Climate Change*, ouvre une perspective originale afin de transcender les clivages entre « sceptiques » et « réchauffistes » en évacuant par l'action collective les querelles d'ordre idéologique. Il démontre que même les sceptiques nord-américains les plus radicaux (Les « *Deniers* »), face à la mise en danger climatique de biens communs (conséquences dramatiques des phénomènes extrêmes), peuvent agir concrètement en faveur d'une stratégie d'adaptation au changement climatique.
- Développer des argumentaires précis sur les thématiques de l'urgence et de la « communauté de destin », auxquelles sont sensibles les opinions publiques, avec la nécessité d'agir comme des « alliés objectifs ». Dans les pays où la dimension politique du débat semble (à tort ou à raison) prévaloir sur sa dimension scientifique (Inde⁴⁸ par exemple), il est essentiel

⁴⁷ Cf. Bibliographie : *Promoting pro-environmental action in climate change deniers*, Paul G. Bain, Matthew J. Hornsey, Renata Bongiorno and Carla Jeffries, *Nature climate change* vol2 (juillet 2012).

⁴⁸ Cf. Rapport d'étude Semiocast (résumé).

de travailler avec pédagogie autour des questions de responsabilités individuelles et collectives. La polémique est dans ce cas moins scientifique, plus liée aux relations internationales et à la compréhension des positions des différentes nations concernées. Les argumentaires devraient intégrer :

- 1) la réalité de plus en plus fréquemment acceptée d'une forme de « responsabilité collective mais différenciée » (il ressort de l'enquête ScenaRio 2012 qu'une majorité des 16-29 ans interrogés tend à imputer la responsabilité de la dégradation de l'environnement aux pays industrialisés plutôt qu'aux pays en développement) ;
- 2) la réalité des « valeurs » et leur impact sur la définition des rapports de force mais aussi des définitions mêmes des notions de « croissance » et de « progrès » (cf. la difficulté des économies émergentes à accepter à Rio+20 la sémantique de « croissance verte », en raison notamment d'une confusion entre « réalité scientifique » – universelle par construction – et « solutions techniques » – notion faisant appel à la réalité d'une concurrence industrielle et économique entre Nord et Sud).

Conclusion

Les travaux synthétisés dans le présent rapport ouvrent des perspectives intéressantes, de nature à guider des actions futures.

Il apparaît tout d'abord que le niveau des connaissances scientifiques propre à chaque individu accentue la polarisation culturelle. Autrement dit, plus le niveau d'instruction d'un individu sur la question climatique est élevé, plus cet individu sera amené à placer ses valeurs au centre de son argumentation.

Ensuite, il est fondamental d'anticiper l'importance accrue des réseaux sociaux, et de leur influence sur la façon dont les opinions publiques s'investissent dans le processus d'appropriation du discours scientifique sur le climat. La dimension émotionnelle, inhérente à l'usage de ces outils, doit être prise en compte.

L'apparition d'un consensus générationnel parmi les 16-29 ans sur les questions environnementales, y compris sur les schémas de perception de la menace climatique, bouleversera à terme les axes de clivage traditionnels au sein des opinions publiques, au-delà des frontières nationales et des résultats des négociations multilatérales stricto sensu.

L'existence de temporalités différentes entre les acteurs (presse, politiques, société civile, etc.) est l'un des facteurs expliquant les différences de perception du discours scientifique sur le climat au sein des opinions publiques. Ce facteur de complexité doit être maîtrisé pour améliorer le dialogue.

Enfin, il est fondamental d'anticiper la formation de nouvelles opinions publiques, sous l'effet de facteurs humains tels que les migrations (nouvelles distributions géographiques), mais aussi l'articulation entre les différents niveaux de gouvernance (coopération entre les mégapoles mondiales) et l'égalité d'accès aux nouvelles technologies (fracture numérique).

Annexes

(Accessibles en livret séparé)

→ Annexe 1 : Bibliographie

→ Annexe 2 : Rapport d'étude Semiocast

→ Annexe 3 : Note de synthèse enquête COP17

→ Annexe 4 : Compte-rendu d'entretiens non soumis à engagement de confidentialité